DIMANCHE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur: Jacques Fauvet

C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

Washington et l'imbroglio centraméricain

Le 7 juin s'ouvrira la session spéciale des Nations unies sur le désarmement. Quelques iours auparavant, du 28 au 31 mai, plus de trois mille églises, temples et synagogues anront conduit des offices pour la patx. Puis, le 12 juin, des délégations de trente Ktats au moins convergeront sur Manhattan pour y célébrer un cjour de la paix».

On aftend dans les deux cent mille manifestants, mais ce chiffre pourrait être dépassé si le mouvement devait continuer sur sa lancée. C'est pour l'instant un mouvement composite recrutant autant, smon davantage, parmi les adultes de la bourgeoisie arrivée que chez les jeunes des campus et qui, l'obstination mise à part, ne ressemble guère à l'éruption finalement convulsive qui saisit la campagne contre l'aventure vietnamienne.

Mais pour en être plus modérée. plus méditative pourrait-on dire, cette nouvelle croisade semble prendre de l'extension. Si le mot croisade lui convient, c'est qu'il s'agit avant tout d'une action provenant des milieux chrétiens. Une sorte de mauvaise conscience paraît s'être emparée des religieux de toutes confessions devant l'accumulation des armes nucléaires.

Symboliquement, une des figures de proue de la protestation configurate course aux armements, l'évêque catholique d'Amarillo (Texas), Mgr Matthiesen, preches te « recyclage » des ouvriers de l'usine Pantez située dans son diocèse, et où sout assemblées les ogives nucléaires. Il reçoit des encouragements et des fonds d'un peu partout, même s'il ne semble pas avoir grand succès apprès des gens qu'il voudrait convaincre de changer de métier.

Les Ezises sont d'autant plus actives dans ce domaine qu'elles ont du mal à dégager leur message d'un contexte bouleversé par les armements modernes. On en est encore à se débattre dans les vestiges de la doctrine de la «guerre juste », alors que, pour certains pasteurs, c'est toute une théologie de la paix qu'il faudrait apprendre à développer. faute de laquelle on s'avance hardiment dans la contestation « prophétique » à la recherche d'une base populaire, on bien on se replie sur des conseils inoffensifs. Déclarer, comme l'ont fait certains évêques catholiques en novembre, que collaborer à la dissuasion nucléaire n'était pas immoral en soi reflète une position médiane plus qu'un grand principe directeur.

Il ne faut pas oublier non plus que le christianisme américain a été traversé de tout temps par des courants, minoritaires mais pénétrants, tels les quakers et les mennonites, hostiles au recours aux armes et dont le pacifisme absolu a trouvé un écho dans la vie intellectuelle.

On peut juger diversement les « états d'ame » qui se font iour de l'autre côté de l'Atlantique. Il serait faux de n'y voir qu'une nouvelle mouture de l'isolationnisme, ou même le germe d'un neutralisme planétaire. La mobilisation contre le surarmement repose tout autant sur un seus des responsabilités américaines face au genre homain que sur un égoisme étroitement national.

Ce souci pour ainsi dire altruiste comporte une interrogation sur la mission même des Etats-Unis. C'est bien là le ressort de la campagne en gestation. C'est aussi ce qui explique le refus catégorique. dégagé par les sondages, d'une intervention militaire en Amérique centrale. Autant d'attitudes qui tendent à prouver le « leadership » de M. Reagan n'est plus indiscuté. Son recul a des conséquences qui dépassent le domaine politique.

Nouvelle croisade M. Reagan doit compter de plus en plus Ryad ne fournira plus de pétrole aux compagnies

Fusillades et explosions de bombes maintiennent en alerte la population de la capitale du Salvador, qui élit, le dimanche 28 mars, ses députés à l'Assemblée constitutante. Les résultats obtenus à ce scrutin par l'extrême drotte, dont notre envoyé spécial, Francis Pisani, soupèse les chances (page 2), seront un événement déterminant de l'évolution de la situation en Amérique centrale.

L'incertitude, où paraît être la nouvelle funte militaire du Guatemala sur ses orientations (lire l'article de notre envoyé spécial, Marcel Niedergang, page 2), ne fait qu'ajouter au visible embarras des Etats-Unis face au cours pris par les événements dans la région. A Washingion, nous indique notre correspondant, on est à la jois agacé de l'activité débordante de la diplomatie mexicaine dans la région, et sceptique sur les chances de succès d'éventuelles négociations avec ·Cuba et le Nicaragua.

Cette position de l'administration Reagan ne semble pas, cependant, rencontrer un grand soutien dans l'opinion publique, où se développe un fort courant pacifiste et non interventionniste,

De notre correspondant

peut attribuer cette nouvelle

peur à la prise de conscience du

réarmement soviétique et, surtout,

Selon Newsweek, un tiers des

personnes interrogées pensent

que la politique de l'administra-

tion républicaine accentue les

risques d'une guerre nucléaire.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

Les progrès de l'eurogauche

M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I.

vient rencontrer à Paris les dirigeants du P.S.

samedi 27 mars à Roma le P.C.I., en précisant que son secrétaire généra

doit y déjeuner avec M. Lionel Jospin. M. Berlinguer pourrait également

pagné de M. Romano Ledda, membre du comité central) et ceux du P.S.

consacre la volonté des deux partis de leter les bases d'un « nouvel inter-

nationalisme », d'une eurogauche qui permettrait à la gauche socialiste

être reçu à l'Elysée.

est eu Nicaragua. Ils se rencontreront en-mai.

et aux partis eurocommunistes de s'organiser...

M. Enrico Berlingger sere à Paris lundi 29 et mardi 30 mars, a annoncé

En revenche, M. Berlinguer ne verra pas M. Georges Marchals, qui

Ce sommet entre les responsables du P.C.I. (M. Berlinguer est accom-

à la politique de M. Reagan.

Washington. — M. Breinev n'est pas le seul à proposer un « gel » des armes nucléaires. Aux Btats-Unis; une vaste campagne a été lancée dans ce sens, avec un objectif plus ambitieux. Selon ses promoteurs, le moratoire devrait s'appliquer à l'ensemble des arsenaux soviétique et américain, non à la seule Europe, comme le propose le Kremlin.

Dans des dizaines de villes de la côte Est, on a commencé à organiser des débats et à recueillir des signatures. Mobilisation identique à l'autre bout du pays : un demi - million de Californiens réclament un référendum sur le gel des armements nucléaires. Cette campagne a recu l'appui d'une solvantaine d'évêques catholiques, de nombreux pasteurs et rabbins, d'intellectuels, de savants et même d'une des filles du president Reagan.

Pius intéressante encore est l'adhésion de conservateurs notoiles ou d'experts comme M. Paul Wernke, ancien directeur l'agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement. Une grande marche de protestation est prevue à Chicago la veille de Paques. Une autre, aux chandelles, sera organisée prochainement devant la Maison Blanche. Un sondage de Newweek indique que 60 % des Américains sont en faveur du moratoire. Pour une raison simple : ils ont peur de la guerre atomique. Ce n'est pas par hasard qu'une quarantaine d'ouvrages sur ce thème doivent être publiés aux Etats-Unis en 1982. Pourquoi le phénomène manifeste-t-il en ce moment precis ? L'hypothèse d'une « contamination » par les pacifistes euro-

M. ALBIN CHALANDON INVITÉ DU GRAND JURY R.T.L.-« LE MONDE »

péens n'est pas convaincante. On

M. Albin Chalandon, ancien ministre, président d'Elf-Aquitaine, sera, le dimanche 28 mars. l'invité de l'émission « Le grand jury, R.T.L. tle Mondes diffusée de 18 h 15 à 19 h 39, 11 répondra aux questions des journalistes du quotidien et de la station de radio.

Un jour torride de 1294

débute l'incroyable et au-

thentique aventure de

Célestin V, le pape-

ermite...

avec un fort mouvement pacifiste qui ne reprendrent pas leurs achats au Nigéria

L'Arabie Saoudite et les pays du Golfe ont mis en demeure les compagnies pétrolières de cesser, avant le 29 mars, leurs pressions sur Lagos pour que le Nigéria baisse le prix de son

La « Middle East Economic Survey », organe spécialisé proche des milieux saoudiens, souligne que si les compagnies ne reprennent pas leurs achats, elles seront mises sur une liste noire, et se verront privées à l'avenir du brut saoudien et de celui des pays de l'OPEP. L'Arabie Saoudite pourrait, en outre, réduire de nouveau sa production.

La décision spectaculaire des Saoudiens vise, entre autres, les deux compagnies françaises Elf et Total, qui achètent respectivement 80 000 et 25 000 barils de brut par jour à Lagos. Cela pourrait remettre en cause l'assouplissement de la polifique d'approvisionnement pétrolier, décidé par Paris la semaine dernière.

Il y a une semaine. Cheikh Yamani, le ministre saoudien, avait averti les compagnies pétrolières que « les manœuvres entreprises à l'encontre du Nigeria devraient cesser, car celles ne servent personne v. La mise en garde n'a visiblement pas été entendue. De manière vraisemblablement concertée, les compagnies ont continué de s'attaquer au emaillon le plus faible de POPEP >. Avec sa forte population et ses engagements financiers. Lagos est particulièrement sensible à la baisse de ses ventes.

Faute de clients, la production pétrolière de ce grand pays africain est tombée — dans la semaine qui a suivi la conférence extraordinaire de l'OPEP à Vienne les 19 et 20 mars — de 1,2 million à 630 000 barils par jour. La baisse de recettes qui s'ensulvra a oblige la banque centrale de Lagos à contrôler beaucoup plus strictement les importations. L'attitude des compagnies est donc jugée par l'Arable Saoudite

Survey, une lettre hebdomadaire spécialisée blen introduite dans les milieux pétroliers saoudiens conome exac mise en cause ouverte» du plan de stabilisation des prix et du marché mis en place par l'OPEP il y a huit jours.

- via la Middle East Economic

D'où les mesures de représailles annoncées par Ryad, et qu'il faut considérer comme un premier pas avant une action de l'ensemble de l'Organisation.

Les compagnies qui schêtent traditionnellement du pétrole nigerian - quel que soit leur statut juridique (simple contractant on opérateur bénéficiant d'un partage de production) --out jusqu'an 29 mars pour reprendre leurs achats.

BRUNO DETHOMAS.

JEAN-MARIE COLOMBANI. (Tare la suite name 14.) (Live la suite nade 5.) Les Nations unies et l'environnement

Il y a dix ans, à Stockholm, dans une sorte d'effervescence grave, les représentants de cent treize pays avaient adopté, à l'unanimité, une déclaration affirmant l'urgente nécessité de préserver l'environnement. Ces bonnes intentions étaient assorties de ceut neuf propositions concrètes, qu'ane institution spéciale, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), était chargée de promou-

En mai procham, à Nairobi, on va célébrer cet anniversaire. M. Mostapha Tolba, directeur du PNUE, a rencontré M. François Mitterrand, le vendredi 26 mars à Paris, pour parler de la participation de la France à cette manifestation. Il a répondu à nos questions.

La planète perd chaque année 11 millions d'hectares de forêts tropicales

nous déclare M. Tolba, directeur du P.N.U.E.

₹ D'une manière générale, quel est le bilan de la santé écologique de la planète dix ans après Stockholm?

— Dans la plupart des pays occidentaux où des lois et des

ct la saintete

Le grand refus d'un pape

ean Ferniot

Le pouvoir et la sainteté

règlements ont été édictés, où des et les zones côtières où se concen-incitations économiques ont été trent 90 % des ressources marines mises en place, l'environnement s'est amélioré, notamment par une diminution des pollutions. En revanche dans les pays en voie de développement où il n'existe pas de réglementation, la situation s'est aggravée. A Mexico et Sao-Paulo, par exemple, la pollution de l'air devient inquié-

La désertification continue à progresser à raison de 6 millions d'hectares par an La planète perd chaque année, 11 millions d'hectares de forêts tropicales. Dans les océans, insuffisamment surveillés on ne connaît pas les effets à long terme de la polintion, mais on sait que celle-ci

AU JOUR LE JOUR

Parapets

est sévère dans les mers fermées

Le traité de Rome a vingtcinq ans. Un quart de siècle d'espérances et de déconvenues, une idée neuve tôt viellie, des crises toujours nario immuable et lassant.

Autourd'hui comme hier l'Europe inachevée s'agrippe aux anciens parapets. Pour ne pas tomber définitivement dans le gouffre des désillusions.

BRUNO FRAPPAT.

vivantes. Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU. (Lire la suite page 4.)

POINT-

avertissements de M. Delors

C'est bien une mise en délendu — qu'a adressée vendredi 26 mars, avec une certaine gravité, M. Jecques Delors aux partenaires soclaux et au gouvernement. Le ministre de l'économie

et des linances a rappelé que l'objectif de la politique économique n'était pas d'accroître les avantages acquis mals de lutter contre le chômage. Il a souligné que la cinquième semaine de congés ne deveit pas être des jours de vacances en plus pour ceux qui en bénélicient déjà, mais une cinquième semaine pour ceux qui ne l'ont pas encore.

Parlant du problème de la retraite à soixante ans. Il a insisté sur le fait que la société française ne pouvait dens ce domaine taire plus que ce que lui permettait l'état de son économie et de sa démographie, indiquant comme M. Mauroy plus tard à Matignon — que le système de la garantie de ressources qui doit prendre fin en avril 1983, était extrêmement onéreux, et avait été mis en piace à une époque où n'existait pas comme maintenant un chōmage massit. Aucune concession ne pourra être faite sur ce point, a prévenu

le ministre. Quant à la réduction de la durée du travail, elle n'a de sens que el elle permet de créer des emplois, ce qui implique qu'on discute des salaires et d'une meilleure utilisation des machines.

Ces avertissements surviennent après plusieurs semalnes de campagne électorale pendant lesquelles les membres du gouvernement se sont davantage préoccupés de polltique que d'économie. C'est en tous les cas le reproche sous-jacent qu'a fait le ministre à ses collègues. Si M. Delors a adressé une nouvelle mise en garde aux acteurs du jeu politique, économique et social, c'est que la situation économique ne s'améliore al en Frence al dans le monde. L'année 1982 serat-elle bien comme le souhaite M. Mauroy « l'année de l'investissement - ou celle de la langueur ?

Si les charges des entreprises sont alourdies, si les Investissements ne repartent pas, si la négociation collective ne retrouve pas son dynamisme, si le partage du travail n'est pas accepté, alors nous ne réussirons pas notre opération de lutte contre le chômage, et ceux qui en France comme à l'étranger doutaient du succès de notre entreprise auront eu raison, a conciu M. Delors. On ne saurait mieux dire que le parl gouvernemental n'est pas gagné. (Lire page 5.)

SOUS LE REGARD DE QUATRE ROMANCIERS

Québec 1948-1982 : le changement

sortie en France du film de Gilles Carle. les Plouffe (le Monde tu 6 mars), ait permis à Flammarion de rééditer, après une parution en 1944, et Pierre le Magnifique, 1952, 1948, le roman de Roger Lemelin. Une chance pour plusieurs raisons. La première, c'est que la Famille Pioutte (1) est un très bon roman. aul mérite d'être auss: lu en France qu'il l'est au Canada et aux Etate-Unia (dans une traduction de Mary Finch, 1950). La seconde, que c'est aussi un étonnant document historique sur le Québec d'avant la Révo lution tranquille, et que tout ce qui contribue à nous faire mieux connet-

(1) Il était une fois des gens heufaux : les Plouje, de Roger Lame-lin, Flammarion, 1982 (Belisle, Qué-bec, 1948, Flammarion, Paris 1949), 385 p., 65 P.

tre ce Québec est le blenvenu. La

troisième, que la succès probable de

C'est une chance pour noue que ce roman engagera peut-être son reste de la trilogie dont il est le centre : Au pied de la pente douce, Nous sommes donc à Québec. Canada français, dans l'été de 1988. La famille Plouffe, de la paroisse Saint-Joseph, dans is basse ville. ce sont de très petites gens. Le père, sobtante ans et quelque, est typographe à l'Action chrétienne, la lournel catholique de la ville; la mère, Joséphine, est une bonne grosse idiote. Quatre survivants, de la dizzine d'enfants qu'elle a portés : Cécile, quarante ans, vieille fille Nappléon, trente-deux ans, un peu demeuré mais nas méchant; Ovide vingt-hult ans, un grand maigre travallé par la vocation : Guillaume dix-neuf ans, sportif de quartier.

JACQUES CELLARD. (Lire la suite page 9.)

42

14

. . . .

El Salvador

L'écho rencontré par l'extrême droite aura été le phénomène le plus significatif de la campagne électorale

La foule de ses partisans, préalablement « chauffée » par les slogans. les chansons militaires, les défilés de majorettes, acite frénétiquement drapeaux. L'oraieux adresse son discours au « véritable neunle salvadorien », à ses « frères des forces armées » et aux « héros anonymes - des groupes paramilitaires. Soudain. Il ouvre son blouson et retire son gilet pare-bailes. - Nous n'avons pas peur des communistes. Une femme hurle : - D'Aubulsson d'Aubuisson =. et brandit dans sa main droite le plus populaire des symboles sexuels pour désigner, en Amérique latine, el hombre, l'homme, ie chet. le macho : deux œufs. C'est le délire...

L'écho rencontré par Roberto d'Aubulsson et son parti. l'Action républicaine nationalists (A ren a) est sans aucun doute le phénomène le plus significatif de la campagne électorale qui vient de se terminer. Par-delà le résultat des élections du 28 mars, l'important tient à l'appapolitique et d'un mouvement dynamique à forte base populaire.

Trente-huit ans. petit, rabié, sec. nerveux, le « major » est doté d'un indéniable charisme, li vibre, et cels se sent - Quend on est de bonne toi et au'on détient la vérité. Dieu vous aide ». dit-il. sûr de

Malgré son jeune age, d'Aubuis son - dont le grand-père était Francals - a passé vingt-deux ans dans l'armée. Il admire Pinochet. Reagan très astucieux, ne connaît ni Peron ni Mussolini. - Ma formation ideologique, dit-il, formation militaire = est fort complète, depuis les commandos jusqu'à l'école de police de Washington, en passant par l'Uruquay et un stage à Taiwan. On l'accuse fréquemment d'être lié à certains groupes du style des Escadrons de la mort La démocratie chrétienne affirme, sans le prouver qu'il est responsable de l'assassinat de Mgr Romero. Roberto d'Aubuisiul à la fin de l'année 1979, en invitent ses frères d'annes à ne pas se laisser démoraliser par les attaques dont ils étalent l'objet, à se sentir fiers de défendre à la fois leur patrie, l'Occident et la chrétienté.

- Major Bob », comme disent les Américains de l'ambassade de San-Salvador, n'est pas un homme seul. il s'est entouré d'une remarquable équipe. Son parti est organisé en sept secteurs : paysans, ouvriers, professions libérales, industriels, agriculteurs, femmes et leunes. Certains de ses collaborateurs souhaitent donner la même structure à l'Assemblée que doit définir la nouvelle Consti-

Un fascisme tropical

Une des forces de l'Arena tient à la simplicité de son discours nationalisme, anticommunisme, détenza de la libra entraprise. Son slogan : - Lutte aujourd'hui, paix et liberté demain », pénètre dans maintes couches de la population depuis les grands propriétaires terriens jusqu'aux marginaux des villes. Mais sa base la plus solide est. pour le moment, constituée par la propriétaires terriens et par lous De notre correspondant

plusieurs dizaines de milliers de

- Tout cela définit un fascisme torte connotation sexuelle = naissant : tropical, sous-développé estime un professeur d'université. Ce à quoi M. Hugo Barrera, numéro deux de l'Arena, répond avec la plus grande sérénité : « Nous voulons un système adapté au Salvador : qu'il s'appelle fascisme ou n'importe auoi d'autre nous importe peu. . Sauf échec total le 28 mars, le

major d'Aubuisson peut aspirer à Jouer dans l'Assemblée constituante un rôle de catalyseur de l'extrême droite, opposée à la démocratle chrétienne. Certains observateurs estiment au'une telle situation poserait des problèmes aux Etats-Unis qui se sont fait les avocats d'une solution relativement modérée.

« Nous, sommes prêts à collaborar avec le vainqueur quel qu'il soit. affirme un diplomate américaln. L'important tient aux réponses apportées aux problèmes concrets :

question des droits de l'homme ont treiné l'action des forces armées ». estime-t-on à l'Arena. On s'engage à ne pas annuler la réforme agraire. mais à l'améliorer « techniquement ». On promet l'amnistie : on n'exclut même pas l'hypothèse de la négociation avec la guérilla. « Rien n'est impossible en ce monde -, sifirme M. Barrera. quand on l'interroge sur cette question.

L'accui d'hommes qui se définissent avent tout comme des - pragmatiques », le recours à une compagnie étrangère de publicité pour orchestrer la campagne électorale ne peuvent suffire à transformer un loup en agneau. Le major d'Aubuisson est convaincu de mener le bon combat. Les militants de son parti sont sûrs au'ils vont l'emporter haut . la main. Dans le cas contraire, lis cderont à la fraude...

FRANCIS PISANI.

(1) Grade des armées latino- américaines correspondant à celui de

Guatemala

La nouvelle junte militaire ne semble pas savoir que faire de son pouvoir

De notre envoyé spécial

Guatemaia. -- Quelques accrochamineurs entre la quérilla et l'armée, des incursions de rebelles dans la province orientale et bolsée du Peten. la découverte de onze personnes assassinées et torturées par des inconnus ces - Incidents n'ont cas sérieusement altéré. le vendredi 26 mars. le climat de trêve miraculeuse - vécue par la population de la capitale du Guatemala depuis le coup d'Etat du mardi 23 mars. La spectació de la rue confirme le jugement d'un journamoins tendus. - De larges sourires éclairent .ous it visages à l'évocation d'une récession possible de la violence politique. L'espoir semble partagé par toutes les couches de la société — y compris dans les faubourgs populaires misérablement accrochés à des ravins.

La crainte, pourtant, n'a pas tout à fait disparu. Il est beaucoup question de respect des droits de l'homme dans les discours et au siège des partis de droite et d'extrême droite. Mais II y a encore bien des armes visibles dans cette ville. Le palais et la résidence présidentielle sont gardés par des soldats en tenue de campagne, casqués, le doigt sur la détente du pistojet mitralileur. Les policiers de taction devent les bâtiments officiela gardent le fusil à bout de bras. Et l'on tombe, à certains carrefours, sur des civils armés, revolver au poing, membres soutconneux de - milles - privées ou

de corps de sécurité de quelque personnalité. Courto(sement pressés de questions par les chefs des trois partis ou coalitions ayant dénoncé la - fraude - tors des élections du 7 mars dernier, les trois membres de la funte militaire du gou-

vernement restent dans le vague. Le

Avenue Montaigne.

Les plus belles lunettes du monde

Créations luncties : or, woire, écaille.

Réception dans notre salon présentation de 650 modèles.

42, AVENUE MONTAIGNE PARIS - TEL. 723.97.25

général Rios Montt, son chef, a seulement répété que - l'armée es tout à fait capable de gouverner pays -. L'officier, qui ne manque pas de charisme et ne quitte pas s tenue militaire camoufiée, a fait une tournée des popotes pour rencontrer les unités qui sont au contact de la guérilla. Il cache à peine son agacement face aux - politiciens : Certains, comme M. Lionel Sisnlega. bras droit de M. Sandoval Alarcon dirigeant du Mouvement de libération nationale (M.L.N., extrême droite), ont ciers - pour préparer le putsch du

Homme étrange que ce général Rios Montt, qui a renonce à la foi catholique en 1978 pour devenir un militant d'une secte évangélique. dirigeant même une école de quartier de cette congrégation depuis sa mise en disponibilité de l'armée.

Des élections dans un an

Confidence rapportée par un diriceant de la démocratie chrétienne coul revendique cent trente militants assassinés au cours des deux der nières années) : le chef de la junte a promis que des élections - pour raient a oir lieu dens un an. »

Les proches du général Rios Montt multiplient les critiques sur - le man que de respect des droits de l'homme par le régime corrompu du général Romao Lucas », évince la 23 mars. Ils font allusion à des réformes - nécessaires qui ôteralent tout prétexte sérieux au développement de la guérilla.

Le chef de la junte a sondé les dirigeants du très puissant secteur privé pour qu'ile l'aldent à trouver un homme compétent au poste de ministre de l'économie. Et souhalte manifestement un rapprochement avec le gouvernement mexicain qui a, dans un pre mier temps, condamné le coup d'Etat. Il a aussi démenti les rumeurs de contre-coup d'Etat avancées pa ceux qui estiment que les « jeunes » officiers (au nombre de treize, selon des estimations diplomatiques) ne seralent pas tous satisfaits des orientations de la junte.

Le M.L.N. de M. Sandoval réclame en tout cas, de nouvelles élections dans un délai aussi court que pos sible — moine de six mois. Arrivé en seconde position le 7 mars après le candidat « officialiste ». le che eq eunatuos etione emerte pa les riches propriétaires terriens e les industriels luge que le temp! travalle contre lui. Et il met en avant ses relations « américaines ».

A en juger par sa mine, l'ambas sadeur des Etats-Unis est maussade et préoccupé. Il continue d'affirme que le putsch l'a surpris. Et il est Guevara, candidat d'un « système voué aujourd'hui aux némonies n'avait-il pas obtenu de M. Reagan qu'il envoie, promptement, un télé queur - contesté des élections cu 7 mars ?...

MARCEL NIEDERGANG.

États-Unis

Washington envisage avec pessimisme une éventuelle négociation sur l'Amérique centrale

mars, que des conversations de - haut niveau - étaient prévues pour le mois prochain à Mexico entre des représentants des Etats-Unis et du Nicaragua - pour discuter des questions principales qui les divisent -Cette affirmation a été démentie Washington par le département d'Etat : - Une telle rencontre n'a pas été décidée. Nous avons clairement fait sayoir dans le passé que nous voullons aborder les problèmes avec le Nicaragua (...) au moment approprié. -

L'administration Reagan commence à être un peu agacée par le Mexique. accusant en privé les autorités du pays volsin de vouloir lui forcer la main. Or. comme le souligne le New York Times, seules deux choses peuvent la contraindre à modifier sa politique : une offensive en rècle du Congrès au cours des prochains mois ou une très nette victoire de l'extrême droite aux élections salvadoriennes.

Washington attache beaucoup d'importance au scrutin du 28 mars. majoré le boycottage d'une partie des électeurs. Cela explique le caractère attentiste et ambigu de ses récentes déclarations. Rien na devalt être décide ou même précisé avant de connaître le résultat des urnes. On en a eu une illustration vendredi en entendant M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines oul recevait un groupe de correspondants européens à Washington.

- Pour nous, a expliqué M. Endere, la région des Caraïbes est l'équivalent de la Méditerranée pour l'Europe. Nous avons dans celle région des intérêts essentiels. C'est sans doute pourquol nos perceptions du problème sont différentes de celles des Européens. »

Comment expliquer, alors, l'opposition de nombreux citovens des Etats-Unis à la politique de Washington ? « Les gens mettent souvent du temps à comprendre ce qui se passe. Halg. Rappelez-vous en 1978, quand nant de leur part. Ce qui nous

De notre correspondant

déstabilisation en Amérique centrale. Même des pays directement concernés. comme la Colombie ou la Costa-Rica, avalent mis du temos à s'en rendre compte... »

Selon M. Enders, la politique de Washington se fonde sur trois procipes : encourager le dévaloppement économique et social des pays de région, soutenir des réformes politiques quand elles cont nécessaires, et combattre des tentatives subversives. Etant en ten du que l'assistance militaire ne représente même pas 20 % de la somme totale milliard de dollars) que l'administration Reagan a prévue pour le

A Washington, tout le monde prévoit un «*réexamen* » de la politique américaine au Salvador si l'extrême droite l'emporte aux élections. Enders se montre plus vague. Nous ne soutenons pas, dit-il, des partis ou des dirigeants déterminés, mais une certaine politique. Un gouvernement va sortir de ces élections — les premières élections honnêtes depuis un siècie. Nous espérons que ce gouvernement continuera les réformes agraire et politique, qu'il poursuivra les efforts pour améliorer le respect des droits de l'homme et fera tout ce qu'il taut pour lutter contre des tentatives subversives. De tels propos laissent supposer que, quel que soit le résultat du scrutin. Washington prendra son temos, analysera en détail la situation et verra s'il n'y a pas moven de défendre une facade démocratique.

Le diajogue avec Cuba

A propos des négociations avec quérilla. M. Haig déclarait le jeudi 25 : « Nous refusons un partage du pouvoir, négocié sur la tête du peuple salvadorien. - Son assistant n'a pas été beaucoup pius explicite vendredi : - lla veulant des négoclations pour former un pouvernement. sulvi d'un plébische. Lis ne veulent pas d'élections, donc de solution

TRIULE

dans l'accreta

BANKE B

Deux autres négociations sont jugées plus mûres à Washington : celles que les Etats-Unis engageralent avec Cuba et la Nicaragua Mais les observateurs constatent que, maigré de nombreuses déciarations conciliantes, ni Washington. ni La Havane, ni Managua n'ont varié dans leurs positions Chacun semble attendre des concessions préalables de l'adversaire pour aller à la table de négociation.

A propos de Cuba, on a confirmé officieusement ici ce que le Monde avait été le premier à annoncer. les 21-22 mars, qu'un anvoyé du département L'Etat, le cénéra! Vernon Walters, a était rendu à La Havana au début du mois pour c'entretenir pendant quatra heures avec M. Castro, L'administration Reagan laisse entendre que al des négociations sont probables, elle ne croit guère à leur succès, les Cubains ayant toujours refusé de reconsidérer leur angagement en Amérique centrale et en Afrique - Nous avons essayé de parler avec Cuba dans le passe et ce ser il une erreur d'exclure une nouvelle tentative, déclarait jeudi M. Enders, mal, le passé est

Des commentaires assez semblables sont faits pour le Nicaragua. sur le thème nous attendons des actes, pas des mots. . En août dernier, nous aviers tel des propositions au Nicaragua, rappella M. Enders. // n'y a pas élé répondu... - Le président du Mexique. M. Lopez Portillo, a - retris plusieurs de cas propositions dans son plan de palx. à l'exception de celle qui était le plus importante à nos yeux : l'arrêt du soutien nicaraguayen à la guérilla selvadorienne ».

M. Enders reexchit pas une rencontre des ministres des affaires étrangères du Nicaragua et des Etats-Unis — qui . sereit d'allieurs pas la première. Mais il refuse d'en parier. lugeant cela prématuré.

La montée du pacifisme

(Suite de la première page.)

De nombreux Américains s'inquiètent de quelques déclarations ambigues sur la possibilité de gagner une telle guerre et, plus généralement de la rhétorique anti-soviétique de Washington. Ils craignent également les conséquences du programme etratégique de M Reagan qui donnere aux Eusts-Unis dix-sept mille ogives atomiques supplémentaires dans les dix prochaines années. Enfin, ils ne comprennent pas k peu d'empressement que mettent es Deux Grands à rouvrir des négociations sur la limitation des armes intercontinentales

M. Charles Percy, président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat. déclarait le 18 mars: « Une société qui a traditionnellement considéré la guerre comme tron importante pour être laissée qux généraux semble dire maintenant que le contrôle des armements est trop important pour être laissé aux gouvernements. » C'est la leçon qu'ont tirée dix-sept sénateurs (sur cent) et centvingt-deux représentants quatre cent trente-cinq), en présentant une résolution au Congrès. Une trentaine de leurs collègues les ont rejoints par la suite. Selon les signataires, il faudrait « décider quand et comment arriver à un gel, mutuel et vérifiable, des essais, de la production et du déploiement futur des ogives nucléaires, missiles et autres systèmes ». Le débat a fait ainsi une

« Dangereux ef inapplicable »

entree officielle au Capitoie.

La Maison Blanche a réagi immédiatement, par un « non » secteurs, nous les devançons dans catégorique. A ses yeux, le moratoire proposé avantagerait dangerensement [U.R.S.S. : il a gèleratt un déséquilibre », notamment en Europe où les Soviétiques sont beaucoup plus puissants que les forces de l'alliance atlantique. Va-t-on «geler» maintenant, alors que l'armée rouge vient de se donner de nouvelles générations de missiles à longue portée et que les Etats-Unis commencent à peine la fabrication de MX, de Trident et de bombardiers B1? a Ce serait tuer le programme stratégique », affirme un

loin, M. Edward Teller, «père» de la bombe H et conseiller scientifique de la Maison Blanche, a déclaré à Time : « Si le gel nucléaire est appliqué, ce pays n'existera plus en 1990. »

Le moratoire est inapplicable. affirment les collaborateurs de M. Reagan. Comment vérifier sa mise en place du côte soviétique? Moscon a toujours refusé des inspections étrangères sur son sol C'est pourquoi les accords SALT prévoyaient une surveillance des sites de missiles — par satellites - et non des missiles eux-mêmes. De là à inspecter les usines et les ogives nucléaires...

Pius aucun moyen de pression

« gel » : il torpillerait les futures négociations stratégiques. Car le programme de réarmement américain impressionne les Soviétiques et les pousse à la table de négociation. Sans MX et sans B-1: Washington n'aurait plus aucun moyen de pression. On évoque à ce propos un précédent alguificatif : les Soviétiques n'ont accepté de négocier la réduction des armes de théâtre en Europe qu'à partir du moment où les Américains ont décidé le déploiement de missiles de croisière et de Pershing-2.

Les partisans du moratoire ré-

pliquent que le déséquilibre des forces n'est pas évident. Les chiffres les plus probants, soulignait récemment le sénateur Kennedy, concernent les ogives nucléaires. « Nous en avons neuf mille, les Soviétiques sept mille. Ils sont en avance dans certains en mer. Pour la première fois peut-être dans l'ère atomique. Il u a un équilibre nucléaire global. » Il n'est d'ailleurs pas question, ajoutait M. Kennedy de « codifler l'équilibre actuel ». Le moratoire n'est pas une fin en sol mais un moyen de négocier la réduction des armes nucléaires. Si on commence à discuter en continuant, de part et d'autre, la production de missiles, de bombardiers, de sous-marins atomiques, ne risque-t-on pas de mauvalses surprises qui rendraient cacommuniqué officiel. Allant plus duque la négociation elle-même?

Les promoteurs de la résolution parlementaire ajoutent que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont chacun assez d'armes nucléaires pour détruire toute la planète. Ce qui devrait permettre à l'un d'eux de déclarer unflatéralement un moratoire, en toute sécurité, et d'inviter l'autre à l'imiter...

Cette these n'a aucune chance d'ébranler la Maison Blanche. mais elle peut influencer son attitude. M. Reagan est très sensible à l'opinion. Il n'a qu'un seul moyen d'empécher la campagne de s'étendre : accélérer la reprise des négociations START prévues - sans date - en 1982 M. Kennedy et ses amis auraient au moins obtenu ce résultat

ROBERT SOLE

 M. Gromuko, ministre soviétique des affaires étrangères. 2 évoque « le problème de la réduction de l'arme nucléaire en Europe » avec l'ambassadeur de R.F.A., M. Meyer-Landrut, qu'il vendredi 26 mars. à Moscou. Selon l'agence Tass, IURSS a s'attend que ses nouvelles initiatives pour introduire unstatéralement un moratoire sur le déploiement des armements nucléaires de portée internédiaire soient étudiées à Bonn en vue de parventr à un consensus ». Gromyko avait recu, le 34 mars, l'ambassadeur de France, M. Arnaud. - (A.P.P.)

• M. Youri Joukov devient président du comtté soviétique pour la défense de la paix. -Journaliste à la Pranda et souvent envoyé en mission à l'étranger. M. Joukov a été choisi pour remplecer l'académicien E. Fedorov au cours d'une réunion du comité, le jeudi 25 mars, en pré-sence de M. Boris Ponomarev membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central du P.C. soviétique. M. Joukov est député du Soviet suprême.

• Pour faire libérer des Ukrainiens détenus en U.R.S.S., des étudiants américains ont occupé pendant une demi-heure le bureau de l'agence Tass a l'O.N.U. Ils souhaitent obtenir notamment la libération de M. Youri Choukhe-vitch, sincarceré depuis 1948 pour avoir refusé de renier son père ».

LATE THE MARKET TO SCHOOL SEE

mindatife # 16 Mary design the language of to the same state of 1 Macus Auff 1

in the properties

THE PARTY OF THE P

W. .

the avec pessimisme

a sur l'Amerique cenh

De notre correspondant

sud-africaines (décuplées en dix sos) connectos, entre le 1º avril 1982 et la fin mars 1983, un sédeux ralentissement. Le ministre des imances, M. Owen Horwood, a certes indiqué que la défense, l'éducation et la formation technique demeuraient les epriorités du gouvernement », mais on a opté pour une pause. La «cible» retenue pour les dépenses militaires a été fixée à 2.6 miliands de rands (1), avec possibilité d'aller jusqu'à 2,9 mil-iards si nécessaire. Comparée à

l'enveloppe réservée lors du précedent exercice (2,46 milliards), l'angmentation couvre à peine la hausse des prix (environ 15 %) et la part des années reste fixée 1 environ 15,5 % des dépenses Le paradone entre cette « modération > et les mesures prises cette semaine pour renforcer la défense du pays en cas d'attaque

conventionnelle, doublée d'un soulevement interne des masses notres, n'est qu'apperent. L'exten-sion de la conscription (poir cicontre), qui va sans doute désorganiser l'économie, ne commencere à peser sur les finances pu-biques qu'en 1984-1985. Au surplus, l'industrie nationale d'armement (ARMSCOR), créée en 1968, et grande dévoreuse de crédits jusqu'à récemment, semble très bien se porter et a en tout cas moins besoin d'injections de capitaux frais. L'opposition angiophone blan-

che et la propart des chefs de file de la populatin noire ont regretté qu'a une nouvelle jois » la défense se soit taillé « la part Le poste « éducation et jorma-

tion technique», pudique appellation du ministère pour l'enseignement réservé aux Noirs, se voit crédité de 475,75 millions de

Johannesburg. — Si les chiffres rands, en progression de 106 mil-présentés dans le budget au Par-lions (28,7 %) sur l'enveloppe précédente. Le budget de l'édu-tiel des dépenses, et s'il n'y a pas de « rallonge exceptionnelle » moins nombreux que les Noirs, en cours d'exercice, la croissance s'accroft, certes, moins rapidement s'accroft, certes, moins rapidement (+23%), mais demeure d'autant plus éleve que les 631 millions de rands alloués financeront essentiellement les lycées et les univer-

sités (la charge des écoles pri-maires blanches repose sur les autorités provinciales). Les pensions des retraités sociaux blancs seront augmentées de 16 rands par mois, de 12 rands si les bénéficiaires sont métis ou indiens, enfin 9 rands pour les Noirs. D'autre part, les crédits alloués à la « coopération » et au « développement » (anciennement «ministère des affaires bantoues») diminuent en valeur réelle (+ 8.7 % en valeur reiative). De même que la somme dégagée pour racheter les terres de fermiers blancs susceptibles d'être transférées aux « home-

De toute évidence, il fallait

faire des choix. La chute du cours international de l'or a sérieusement affecté le Trésor public. sculement 900 millions de rands ont été budgétisés pour ce nouvei exercice au titre des recettes provenant des mines d'or contre 2,17 milliards précédemment. L'Afrique du Sud est entrés dans une phase difficile : la croissance sera probablement réduite à 2 % ou 2,5 % cette année et pourrait être négative l'an prochain, l'inflation ne désarme pas et l'Etat s'endette.

Un effort général d'économie a été-demandé aux populations, le gouvernement lui-même donnant l'exemple en réduisant ses dépen-Toutefois, si le sort des plus démunis, pour la plupert Noirs, ne semble pas s'être globalement

aggravé, il n'a pas enregistré non plus d'amélioration notable. PATRICE CLAUDE

(1) Un mind = 6.50 F.

LE CONFLIT SAHARIEN

Nous sommes prêts à faire des propositions pour la poursuite du processus de référendum

déclare le premier ministre marocain

De notre correspondant

Rabat. — La décision annoncée récemment par M. Charles Hernu, ministre de la défense, aux députés français membres de la commission de la défense de l'Assemblée, d'interrompre certaines livraisons d'armes au Maroc pour défaut de paiement (le Monde) du 13 mars) a été pour la première fois évoquée publiquement à Rabat. Au cours d'un diner de presse organisé, le jeudi 25 mars, en présence de plusieurs membres du cabinet marocain, le premier ministre, M. Maati Bousbid, a été interrogé par M. Ali Yata, unique député communiste et directeur du journal Al Bayane, sur les conséquences de ce qu'il a appelé « la défection française dans la Upraison des armes au Maroco Le premier ministre a répondu que le Maroc « est indépendant et souverain ». « Si nous devons demander des armes pour nous déjendre à nos amis, qu'ils soient jrançais, espagnols ou américains, nous continuerons de les demander. Si nous devons demander des equipements qui puissent nous servit à répliquer à des armes aussi sophistiquées que les fusées SAM-6 ou SAM-8, nous trons les chercher là où ils sont. 3 M. Boushid faisait allusion aux Etats-Unis où il confirma que le roi se rendrait en mai en visite offi-

A propos de la proposition marocaine de réunir un sommet extraordinaire de l'O.U.A., le premier ministre s'est gardé de tout optimisme prématuré. Il a observé la même prodence à propos de la mise en œuvre du référendum dans les provinces sahariennes. a Nous sommes prets, a-t-il déclaré à faire des propositions pour la poursuite du processus menant au référendum qui, dans notre esprit, doit confirmer la marocanité des populations. Nos adversaires cherchent visiblement à l'éviter. Ils ne veulent pas accepter les décisions prises aux différentes conférences de

Parlant de la politique inté-rieure, M. Bouabid a décrit le colloque national sur l'économie oni s'ouvrirs dans la première semaine d'avril à Rabat, sur décision du roi Hassan II, comme un colloque a très ouvert, où le dialogue avec toutes les forces économiques et syndicales sera de rigueur, y compris avec les représentants de l'opposition ». Mais | voyages officiels à l'étranger sont il n'a pas précisé si des repré- l soumis au contrôle des militaires. sentants de l'USFP. (parti)

vienment d'être libérés de prison, ou des syndicalistes du syndicat socialiste C.D.T. y seraient

DEUX MOIS DE SERVICE MILITAIRE PAR AN

(De notre correspondant.)

l'étanchéité des frontières « senle Bolswane, le Zimbabwe et le Mozambique, tous trois cons dérés comme des « sanctuaires pour terroristes - sud - atricains de FA.N.C. (Congrès national africain), renforcer le protection des zones rurales éloignées et en voie de dépeuplement par ies Blancs dans le nord et l'est du Transyaal, multiplier les pointe-clés stratégiques civilis (complexes industriels, services publics divers, stc.) at accroitre leur défense et leur surveillance, enfin préparer la population blanche à l'éventualité d'un comitt conventionnel aux frontières, doublé d'un soulèvement des masses noires à l'intérieur : tels sont les objectifs yisés par la réforme introduite, le mercredi 24 mars, au Parlement par le ministre sud-africain de la défense, le générel Magnus Malan.

Quand ce projet sera adopté, les quelque six cent mille hommes de moins de soixante ans qui n'ont jamais accompli de service militaire (celui - ci fut rendu obligatoire pour tous les Biancs en 1968) seront appelés à affectuer des » périodes », d'un mois la première année, et de deux semaines par an ensuite. Ceux qui avaient été réformés seront versés dans des unités spéciales où ils pourront se rendre utiles. Le refus de servir reste soumis à la peine de trois ans de prison. Quant aux « trooples = (conscrits), qui peuvent être appelés à dix-sept ans, lla feront, comme par le passé, deux ans de service, mais, ajors qu'ils étalent ensuite automatiquement versés dans les « Citizen Forces - pour des périodes totalisant deux cent querante jours en huit ans, il leur feudra désormais y demeurer trois fols plus iongtemps (sept cent vingt jours sur douze ans, soit deux mois

Libéria

per an). — P. C.

MATTHEWS, relevé novembre 1981 de ses fonctions de ministre des affaires étrangères par le sergent-chef Samuel K. Doe pour a juitiatives incompatibles avec les objectis et la politique du cabinet », a été nommé vendredi 26 mars secrétaire général du gouvernement. — (Reuter).

PROCHE-ORIENT

LA TENSION EN CISJORDANIE

Les Israéliens souhaitent nommer des personnalités palestiniennes à la place des maires destitués

Le nombre des incidents en Cisjordanie a diminué vendredi 26 mars — jour férié pour les musulmans — par rapport à la moyenne des six jours précédents. En outre, l'apparition de blindés israéliens, la veille, avait eu un effet de : dissussion contre les manifestations sporadiques. Un jeune Palestinien a. cependant. été blessé, dans l'après-midi de vendredi, d'une balle tirée par un soldat israélien durant une manifestation a Khalkhoul.

A Jérusalem-Est, les autorités out fait ouvrir de force quelques magasins dans les quartiers chrétiens. Une foule de quatre mille sidèles musulmans, aux ahords de la mosquée El Aqsa. a scandé des slogans contre l'occupation israé-

lienne. A El Bireh, quelques centaines de fidèles ont été dispersés par des coups de feu en l'air. A Naplouse, où des blindés patrouillent, l'armée a forcé des devantures de magasins. Cependant, même si l'agitation a diminué dans les rues, la tension ne semble pas près de baisser. A Gaza, le maire, M. Rachad El Chawa, a appelé à poursuivre la grève générale de solidarité déclenchée à la suite de la destitution de ses collègues de Cisjordanie. Ce samedi, le maire de Ramallah, M. Karim

Khalaf, a reçu un ordre d'assignation à résirence à Jéricho, qui se trouve à 37 kilomètres de sa ville. A El Birch, l'accès à la maison du maire, M. Ibrahim Tawil, a été interdit à tout

La croisade de l'administrateur

Jérusalem. — Des Palestiniens seront « nommés » par les Israéliens pour remplacer les maires de Ramailah, Naplouse et El Birch qui viennent d'être destitués. C'est ce qu'a annoncé le 26 mars au cours d'une conférence de presse à Jérusalem le nouvel administrateur civil de Cisjordanie, M. Menahem Milson. La nouvelle a été accueillie avec acepticisme tant en Israël que dans les territoires occupés, car M. Milson s'est bien gardé d'indiquer quand cette décision serait

En Cisjordanie, même dans les milieux modérés que le gouver-nement de M. Begin prétend rassurer, on fast remarquer qu'il ne sera pas facile de trouver des candidats qui, aux yeux de la majorité de la population, passeront pour des « traitres »; d'autant qu'ils devront succèder à des officiers israéliens charges pour le moment de gérer les affaires courantes des municipalités. « Pour que qui que ce soit accepte une telle fonction, il jaudra l'y contraindre : ce seul fait lui ôtera toute autorité et achèvera de le déconsidérer », nous a déclaré une personnalité arabe de Jérusalem, pourtant réputée peu favorable à l'O.L.P. et à l'attitude des maires qui ont été limogés. M. Milson a d'autre part

confirmé que l'action entreprise contre les maires n'était qu'« un pas» dans la politique actuelle du gouvernemeint israélien. Il a souligné que, sur vingt-cinq municipalités en Clajordanie, dix agents de l'O.L.P. v. Les maires et

M. Milson — n'ont pas manque de deviner le sort qui les attend. M. Milson n'a pas répondu quand on lui a demandé à plusieurs reprises pourquoi le gouvernement ne s'était décidé à agir que maintenant. Cette absence de réponse convaincra

De notre correspondant davantage les Palestiniens que M. Begin ne croit plus à la possibilité d'appliquer l'un des deux accords de Camp David, celui qui prévoit l'instauration de l'autonomie par la négociation, et surtout qu'il estime devoir imposer des faits accomplis avant le retrait final du Sinaï, sachant que, jusqu'è cette date, il jouit d'une certaine immunité dans la mesure « combat » entre Israël et l'OLP où le gouvernement du Caire et surtout celui de Washington ne reulent pas prendre le risque d'envenimer leurs relations avec a alors attiré l'attention de son Israel, tant que l'etape marquant l'accomplissement du traité de

paix n'est pas franchie. Auparavant, M. Milson avait contesté la légitimité des élections municipales de 1976 en Cisjordanie. Il a déclaré qu'il ne s'était pas agi d' « élections démocrati- l'impression de participer à une ques » comme le prétendent les travaillistes (an pouvoir à l'époque) et comme cela a été reconnu à l'étranger à l'avantage d'Israël M. Milson a dit que l'O.L.P. avait fait usage de l'intimidation et de la corruption pour écarter les

part des membres du gouvernement et de ses représentants. De même, M. Milson a repris et développé les propos des ministres de M. Begin pour justifier et caractériser l'offensive menée en Cisjordanie, L'administrateur civil a redit que c'était un « l'un des plus graves » livrés par les Israéliens depuis la création de leur pays. Le ton de M. Milson auditoire par le choix des mots employés pour définir le comportement de l'O.L.P. et de « ses agents » en « Judée et Samarie : (Cisjordanile) : « immoral » a vicieux », « diabolique »... Avec ce langage, M. Milson donnait sorte de croisade, particulièrement lorsqu'il a précisé que la « lutte entreprise aujourd'hui oppose à POLP. non sculement Israel »

mais encore « le peuple juif tout

candidats qui ne lui étaient pas

soumis. Cette explication fait

depuis plusieurs jours l'objet

d'une véritable campagne de la

FRANCIS CORNU.

M. Cheysson dénonce une évolution de caractère raciste

entier ».

M. Claude Cheysson, ministre II a indiqué que la France n'endes relations extérieures, parlant, ten alt pas se désintéresser de vendredi 26 mars, sur Antenne 3, a ce qui se passe au Proche-Orient. estimé que l'on se trouvait en Mais, a-t-il dit en substance, Cisjordanie devant « une évolu- « la vérité » viendra de la région tion semblable à une évolution et nul ne peut se substituer aux conseillers municipaux de loca- de racisme. On ne se connaît Israéliens aux Palestiniens et aux pas, on se méprise, on a peut, pays arabes. karem et Kalkilya - citées par la peur vient à un moment où l'on se tire dessus ».

Le ministre a également déclaré: « R jaut dénoncer catégoriquement la répression. Il faut dénoncer des mesures oui sont incontestablement illégales : destituer des maires qui ont été élus, empêcher les autorités démocratiquement nommées d'assurer leurs fonctions. Mais il faut allet au-delà de cela. A la télévision nous avons vu comme ça se passe. Nous avons vu ces Palestiniens qui ont peut, qui sont angoissés, mais qui, maintenant, ne craignent plus d'affronter les troupes. Nous avons vu. d'un autre côté. des colons juits, istactions, qui croyalent qu'ils étaient là pour l'éternité et qui prennent leurs

armes et tirent. Auparavant, M. Cheysson s'était entretenu pendant une heure quarante-cinq avec une délégation des ambassadeurs de la Ligue arabe, conduite par leur namien, M. Le Duan, a présenté doyen, M. Youssef ben Abbes. samedi 27 mars devant le cinquième ambassadeur du Maroc, et com-Congrès du parti un rapport poli- prenant les ambassadeurs d'Algétique fleuve contenant une « sévère | rie, du Liban, de Syrie, d'Irak, autocritique » du comité central en de Jordanie, d'Arabie Saoudite, matière de gestion économique ainsi que le représentant de (a le Monde » du 27 mars). Il a été l'Organisation de libération de la Prévu de longue date, l'entred'accomplissements appréciables n. | tien devait à l'origine être consa-Le Congrès avait été ouvert par cré à la visite de M. Mitterrand M. Truong Chinh, président du len Israël, mais a été étendu à la

> M. Cheysson a souligné que, lors de sa visite, le président de la République avait réitéré les principes directeurs de la politique française au Proche-Orient.

 A l'appel de l'Association de solidarité franco-arabe, de l'Association de solidarité Francopalestinienne, du P.C.F., du P.S.U. et de la C.G.T., quelque deux mille personnes ont manifesté vendredi 26 mars au rond-point des Champs-Elysées à Paris, aux cris de « Begin assassin », « Pas de pair sans POLP. », contre la répression dans les territoires occupés par Israel Les manifestants n'ont pas été autorisés à se rendre devant l'ambassade d'Israël, mais une délégation y est allée déposer des messages de protestation è

racisme et pour l'amitié entre les p peuples (MRAP) « exprime sa vive préoccupation devant les mesures prises par les autorités israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie (...). Le M.R.A.P. condamne ces méthodes livraisons d'armes américaines au et demande qu'il y soit mis

En ce qui concerne la Cisjordanie, M. Cheysson a exprimé son inquiétude devant « le début d'un processus de violence incontrôlé ». Il a rappelé les différentes déclarations officielles françaises. Nous avons été les seuls à réagir de cette façon, a-t-il remarqué mais ceux qui n'ont rien dit échappent à toute critique.

Pour une « position satisfaisante » des Dix

Le ministre a indiqué que la France s'emploierait, au conseil européen des 29 et 30 mars, à faire adopter par l'Europe des Dix une aposition commune satisfaisante ».

Les ambassadeurs ont indique que la Ligue arabe souhaitait que le conseil reconnaisse ela légitimité de la lutte du peuple palestinien > dans les territoires

A New-York, le Conseil de sécorité a décide, vendredi, de tenir kındi une séance de consultations privées. Des efforts sont faits pour faire adopter une résolution à l'unanimité. Un projet proposé par l'Irlande comporterait trois points : une demande & Israël de rapporter les mesures prises contre les municipalités arabes, un appel à toutes les parties d'observer la plus grande moderation, une injonction a Israël de respecter la Convention de Genève sur le traitement de la population civile dans les territoires occupés. Un projet arabe condamnant Israel et envisageant des sanctions a été, pour le mo-

ment, retiré. A Tunis, notre correspondant nous signale que le conseil de la Ligue arabe a convoqué pour lundi une réunion extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères. Enfin, M. Boutros-Ghall ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, de passage à Paris, a été reçu à déjeuner vendredi per M. Cheysson et s'est entretenu avec M. Cot, ministre de la coopération, et avec M. Attali, conseiller spécial de

LISEZ LASSING DE LA PRICATULE

M. Mitterrand.

Bangladesh

M. A. M. Chowdhury est nommé président de la République

Plusieurs anciens ministres sont arrêtés

gladesh, le général H. M. Ershad a nommé, vendredi 26 mars, par décret, l'ancien président de la Cour suprême, M. Abul Fazal Muhamad Ahsanuddin Chowdhury, à la présidence de la République. Les fonctions du nouveau president seront purement hono-

Cette nomination complète la liste de la petite équipe que le général Ershad a choisie pour l'assister dans l'application de la loi martiale. Les cing administrateurs adjoints — le général Ershad ayant les titres d'administrateur en chef et de commandant suprême des forces armées — sont le chef de la marine, le contreamiral Mahboob Ali Khan (chargé des transports et des communications), le chef de l'aviation, le vice - maréchal de l'air Sultan Mahmud (énergie et reasources minières), le procureur général, M. Baker (loi, administration, réforme agraire), l'ancien chef de l'aviation Abdul Gaffar Mahmud (alimentation et reconstruction), et le général Shamsul Hug (santé et demographie). M. Humayan Rafid Chowdhury a été nommé ministre des affaires étrangères. couvre-leu noctume ont été allé-

gés. Toutefois les activités syndicales et politiques demeurent interdites sous peine de prison, des tribunaux d'exception vont être mis en place pour juger les violations de la loi martiale et les Le poids de la loi martiale s'est socialiste), dont les dirigeants vite fait sentir à Dacca, Tandis

Le nouvel homme fort du Ban- que les autorités libéraient deux cent quatre-vingts détenus à l'occasion de la fête nationale, plus de deux cents autres prenaient le chemin de la prison, accusés de corruption ou d'activité nuisibles à la sécurité du pays.

> Trois anciens ministres ont ainsi été arrêtés : MM. Saifur Rahman (finances), Chowdbury Tanvir Ahmed Siddiky (commerce) et Atauddin Khan (formation professionnelle), ainsi que les président de la corporation d'Etat pour l'agriculture et de Bangladesh Airlines, et que le secrétaire pour l'administration des terres et la réforme agraire. Trois autres anciens ministres sont en fuite, MM Jamaluddin Ahmed (vice - premier ministre, industrie), S. A. Bariat (vice-premier ministre, péches et élevage) et Khondakar Obaldur Rahman (aviation civile).

> Quant à l'ancien président M. Abdous Sattar, qui a regagné sons escorte sa résidence, il pourrait, lui aussi, passer en juge-ment, ainsi que le vice-président, M. Muhamad Uliah. Par contre, l'arrestation, annoncée à New-Delhi, du chef du parti d'opposi-— la Ligne Awami — Mile Asina Wazed, a été démentile par ses partisans.

Enfin, sur le plan international, les communications ont été rétablies avec le monde extérieur et la frontière avec l'Inde rouverte. Les dirigeants pakistansis, chinois et soviétiques ont envoyé au général Ershad des messages de félicitations. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

-Vietnam

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. TES ÉCHECS ÉCONOMIQUES

Le secrétaire général du P.C. viet-

fait état d'u insuffisance et d'erreurs | Palestine à Paris, M. Souss. très sérieuses n tout en se félicitant conseil d'État, qui avait notamment | situation en Cisjordanie. affirmé que cette réunion marquerait aune forte évolution du parti sur le plan des capacités de direction ». Samedi après-midi, M. Pham Van Dong, premier ministre, devait présenter un rapport sur les orientation du Plan quinquennal 1931-1985, et M. Le Duc Tho un rapport proposant des modifications aux statuts l

Le congrès, qui doit s'achever mercredi est composé de 1833 délégués représentant 1,7 million de membres. Une cinquantaine de délègations étrangères sont représentées, dont le P.C.I. et le P.C.F. (par M. Paul Laurent), les sandinistes da Nicaragua et le Front Farabando Marti du Salvadoz. L'U.R.S.S. est représentée par M. Gorbatochev, membre du bureau politique. — (A.P.P.)

• Le gouvernement indien a exprimé vendredi 26 mars, ses suite de l'attaque, jeudi, consulat américain de Bombay par un groupe extrémiste, la Force de libération de l'Inde (Azad Hind Sena). Un manifestant avait été tué par les policiers gardant les bâtiments, et une trentaine d'autres arrêtés. Ils entendaient protester contre les Pakistan — (A.F.P., U.P.I.)

La Chambre du peuple de la

Humain, trop humain...

République démocratique allemande débattait, leudi 25 mars. d'un ensemble de questions mi-La première partie des pouvait faire redouter que le gouvernement de Berlin-Est. join de prendre en compte les « aspirations pacifistes de la jeunessa », qu'il encourage : fort en Allemagne... de l'Ouest, ne fasse preuve au contraire de ce militarisme si détestable lorsqu'il s'exerce au sein de l'alliance atlantique. L'Assemblée s'est ainsi prononcée - à l'unanimité, faut-il le preciser ? en faveur de projets de loi qui rendent obligatoire le service militaire pour les femmes en cas d'urgence, prévoient t'accroissement des « périodes : effectuées par les réservistes, ou encore permettent au comité de défense nationale, que préside Les informations parvenues à M. Honecker, chef de l'Etat et du parti, de suspendre toute libération des obligations militaires en période de tension internationale. Notion suffisamment Roue pour pouvoir. le cas échéant, s'appliquer de manière extensive. En outre, le ministre de la défense. le céné-

maissant. Ces craintes, pourtant, étaient infondées, comme l'a montré la deuxième partie du débat. Les députés ont adopté le même Jour une nouvalle législation sur la - protection - de la frontière est - allemande, c'est-à-dire sui les moyens d'empêcher les ressortissants de la R.D.A. de gagner la R.F.A. ou Berlin-Ouest. Les directives sur l'usage des armes à feu n'avaient fait

rel Heinz Hoffmann. s'en est

vigourousement pris au mouve-

ment pacifiste est-allemand

jusqu'alors l'objet d'aucune codification publique.

Les Allemands de l'Est sauroni désormais dans quelles conditione les garde-frontières ont le droit d'ouvrir le feu. Ces conditions sont particulièrement généreuses. Le tir réel doit être précéde d'une sommation orale ou d'un tir d'avertissement « à moins au'un danger imminem ne puisse ètre écarté autrement que par un tir précis ». Délicate attention à l'égard de la R.F.A. : ce tir ne doit pas, en tout étai de cause, risquer d'atteindre le sol d'un pays voisin. En outre, les soldats sont invités. « dans la mesure du possible », à ne pas tirer sur des femmes et des adolescents, et, à plus forte ralson, lorsque l' « apparence extérieure » des fugitifs laisse penser qu'il e'agit d'enfants.

Paris à ce sujet ne précisent pas comment ces directives libérales seront transmises, aux fins d'application, aux mitrailleuses à déclenchement automatique e aux champs de mines que la R.D.A. a installés le long de sa frontière avec la République fédérale pour empêcher les évasions. Des citoyens de la R.D.A. tenteront-its de mettre à profit cet assouplissement des règles de la chasse au fugitif - qui a tout de même fait cent soixante-dix-huit morts depuis l' - Abgrenzung », la fermeture de la frontière par la R.D.A., dont soixante-douze sur le seul mui de Berlin, - pour essayer de gagner l'Ouest ? M. Honecker et son gouvernement seralent bien mai récompensés de leur libérallsme. Humain, trop humain...

BERNARD BRIGOULEIX.

Pologno

Nombreuses condamnations en vertu de la procédure d'exception

De notre correspondant

Varsovie. - Le président de l'union régionale de Solldarité de Bielsko-Biala, dans le sud de la Pologne, a été condamné, jeudi 25 mars, à six ans de prison et à la privation de ses droits civiques par la tribunal de cette ville. M. Kozmoweki, contre lequel le procureur avait requis huit années de détention, était poursuivi pour avoir . mis en place, selon des modelités prévues dès la 9 décembre, une structure clandestine du syndicat dans le but de lancer une action de protestation contre l'état de guerre ».

Prononcé en vertu de la procédure accélérée instituée par le comité militaire de salut national, ce lugement n'est pas susceptible d'appel sauf de la part du parquet. Un autre militant syndical de Bielsko-Biala, M. Jachnik — qui comparaissait en mēme temps que M. Kozmowski pour lui avoir donné refuge - alors au'il était recherché » — a, lui, été condamné à un an de prison. mais en procédure normale et pourra donc se pourvoir en seconde ins-

Selon le ministre de la justice M. Zawadski. deux cent soixantequinze personnes auraient, à la date du 19 mars, été condamnés en procédure accélérée pour poursuite d'activités syndicales, faits de grève ou activités politiques illégales. Des peines d'un an auraient été prononcées contre cent quarante-huit personnes; de un à trois ans contre cent cinq : de trois ans contre soixante-trois; de trois à cinq ans contre quarante et de plus de cinq ans contre huit.

Ces chiffres ajoutent à la confusion des données dispersées et difficiles à interpréter sur le nombre des condamnations politiques prononcées depuis le 13 décembre. Ils ne tiennent en tout cas compte ni des arrêts des tribunaux militaires. ni des verdicts rendus en procédure normale, ni des internements qui sont des décisions administratives Le Parlement, à l'issue d'une

l'agriculture, qui notamment renorcent les garanties données

paysans individuels. Les fermes privées, désormais définies comme élément durable du système économique -, pourront avoir une superficie de 100 hectares au maximum contre 20 jusqu'à présent La réglenentation sur les remembrements dont le principal objet était d'y faire obstacle pour les fennes privées été également assouplie. Ces mesures sont autant de gestes faits en direction des paysans et reprennent partiellement l'accord signé, en lévrier 1981, avec Solidarité rurale, dont la renalssance est encore plus improbable que celle de Solidarité

Relancer la production agricole

et dont les dirigeants sont incarcérés

depuis le coup d'Etat.

Le ministre de l'agriculture avait annoncé, à l'ouverture de la session, que les sanctions américalnes avaient décidé les autorités à définir un programme de développement agricola lusqu'en 1985, afin de permettre à la Pologne d'atteindre graduellement l'autosuffisance alimentaire. Cette ambition semble être à la base d'un des textes votés sur - la protection des terres agricoles » qui accroft les pouvoirs d'intervention de l'Etal sur l'utilisation des terres. Le ministre avait aussi précisé qu'il manquait pour assurer les livraisons de pain et les besoins en farine, 600 000 tonnes de blé. - qui peuvent

mentation de la population mon-

diale ne peut pas ne pas affecter

les ressources naturelles. Cepen-

dant, on enregistre depuis dix ans

une baisse du taux de croissance

movenne de l'humanité. Ce taux

est passé de 1.95 % à 1.70 %. Pour

l'environnement, le plus impor-

hommes mais leurs activités.

c'est-à-dire leurs productions,

leurs consommations, leur mobi-

lité. Ainsi, la population n'aug-

mente plus guère en Europe de

l'Ouest, mais l'impact de cette

population sur son environmement

Quels objectifs peut-on

ne cesse de croître.

dre?

et doivent être livrées aux points L'opération de contrôle lancée par cette opération « Printemps 82 » un visage pius avenant qu'à son lan-

 'aide = qu'apportent les militaires Le Parlement a enfin fixé au printemps 1984 les élections aux conseils dénéraux et municipaux, qui devaient être organisées en février demier, et nommé M. Jan Szczepanski, président du Conseil socio-économique consultatif dont il s'est doté. La création de ce conseil s'insoire d'une revendication de SolidarIté qui demandait la création d'une seconde chambre où seraient représentés le Syndicats. De la même manière, le gouvernement disposera bientot, lui aussi, de son conseil consultatif présidé par le professeur Dobrowski. et qui tiendra lleu de ce groupe d'experts indépendants et bénéficiant de la « conflance sociale » dont Solidarité demandait la mise en place. Ces deux organismes devialent constituer les points de

ration de l'état de guerre. Le comité de voivodis du POUP de Katowice a prononcé, jeudi, la dissolution du « Séminaire marxiste-

ralliement des personnalités dont le

régime espère obtenir la collabora-

tion - sans aucun succès encore

près de quatre mois après l'instau-

léniniste - de cette ville, plus connu comme « Forum de Katowice ». Ce mouvement avait été, en juin, le premier d'une série de nombreux autros créés par les éléments les plus réactionnaires du parti pour faire pression en faveur d'une reprise en main rapide. Dans une déclaration relentissante. H avait dénoncé « l'attitude passive et donc en far consentante de la direction du POUP - 13ce à Solidarité et à la « vague de révisionnisme > (le Monde du 4 iuin 1981). Cette dissolution, conforme à la décision du dernier plénum de mettre fin à l'activité de tous les groupes fondés en marge du POUP. a été accompagnée d'un éloge chaleureux de «l'engagement politique des membres du séminaire dans une periode difficile pour le parti ».

BERNARD GUETTA

 Redistribution des appartements de Polonais réfugiés à l'étranger. — Cette décision des autorités, annoncée le 26 mars par 'agence Pap, vise à la fois les locataires et les propriétaires de ogements qui ont demandé aslie à l'étranger, ont refusé de rentrer en Pologne après un voyage de oste a l'etranger et n'ont pas dures engagées pourront être arrêtees lorsque les personnes visées notifieront aux autorités polonaises leur intention de rentrer dans un délai de quelques mois Ce programme de redistribution des logements ne s'applique pas aux personnes eyant prolongé leur se our à l'étrenger et qui sont en possession d'un passeport valide.

Espagne

Verdict clément pour les femmes accusées d'avortement

De notre correspondant

deux importants procès ont été rendues publiques jeudi 25 mars en Espagne. A Bilbao, les onze personnes accusées d'avoir pra-tique ou subi des avortements, et qui avaient été jugées le 16 mars (le Monde du 18 mars) ont benéficié d'un verdict relativement clement. Neuf d'entre ellec, qui avaient subi l'interruption de Scule Mme Julia Garcia, qui avait réalisé différentes interven- sur cette ténébreuse affaire. tions, a été reconnue coupable de trois « délits d'avortement » et condamnée pour chacun d'eux à quatre ans et deux mois de détention de dernier accusé, un homme qui avait aidé Mme Garcia, a été puni d'un mois de prison, une peine qu'il a delà purgée en détention préventlye).

Le tribunal a cependant suggéré au gouvernement que Mme Garcia puisse bénéficier d'un recours en grace base sur les lois d'amnistie promulguées en 1975 et 1977, les avortements ayant été réalisés avant ces

Les milieux féministes relèvent un autre élément positif : deux des acquittements ont été prononces au nom de l'« état de nécessité » prévu par la Constitution, la cour considérant que les accusées avalent cru choisir le « moindre mal » en décidant d'interrompre leur grossesse. C'est la première fois qu'un tribunal espagnoj se prononce de la sorte sur un cas d'avortement, et cette sentence pourrait desormais faire jurisprudence (è moins, blen sur, que le procureur ne fasse appel).

M. Bodenan condamné à vingt ans de prison

A Palma-de-Majorque, c'est la sévérité qui a été de mise au proces de M. Bodenan, le Français qui avait detourné, en 1967, sur Alger, l'avion dans lequel voyageait l'ancien premier ministre Congo belge, M. Moise Tchombe (le Monde du 25 mars). M. Bodenan a été condamné par un tribunal militaire à vingt ans de réclusion, comme l'avait demandé le procureur. La cour a toutefois recommandé qu'un recours en grace du gouvernement puisse ramener cette peine a douze ans.

L'avocat de la défense, qui avait plaide l'incompétence du mibunal iparce que l'affaire relevait, selon lui. de la juridiction civile et parce que le détournement aurait eu lieu en dehors de l'espace aérien espagnol), a annonce qu'il allait déposer un recours d'inconstitutionnalité contre la sentence. Le procès, qui a duré quelques heures à peine et au cours duquel grossesse, ont été acquittées, aucun témoin n'a été produit, n'a guère apporté d'éclaircissements

THIERRY MALINIAK.

 M. Enrique Cuesta Jimenez. représentant de la compagnie espagnole des téléphones à Saint-Sébastien, a été tué d'une balle dans le cœur vendredi 26 mars. Ses agresseurs, qui seraient membres de l'ETA, ont pris la fuite. Ils ont egalement tire sur le policier qui l'accompagnait, et qui est dans un état grave. — (A.P.)

Italie

LE COMITÉ CONTRE LES TORTURES DEMANDE SON APPUI A M. MITTERRAND (De notre correspondant)

Rome. — Le Comité contre les

tortures (le Monde du 6 mars).

reunissant des parents de détenus

accusés de térrorisme, a annoncé vendredi 26 mars, au cours d'une conference de presse, l'envoi d'une lettre à M. Mitterrand pour attirer son attention our la situation carcérale en Italie, et lui demander son appui. Rappelant que la France a permis à des Italiens, dont certains sont sous mandat d'arrêt de la justice italienne, de rester our le territoire français, les membres du comité ont public la lettre adressée au chef de l'Etat. « Convaincus de l'attention toujours plus vive que vous portez aux droits de l'homme, et de votre volonté et de votre capacité de les faire respecter en France et à l'étranger comme un des objectifs essentiels de la gauche internationale, nous, parents des détenus politiques, avons décide de vous écrire pour dénoncer, ne serait-ce que sché-

ment dens ce texte. Les auteurs de la lettre y joignent le liste d'une trentaine de cas de sévices contre des personnes arrêtées entre janvier et mars 1982, et soulignent que sur les trois mille cinq cents détenus a politiques », 80 % sont encore en attente de jugement. Ils denoncent, en outre, les pratiques d'isolement, de « jouille au corps » et de sevices physiques et psychologiques dont ils sont victimes.—

matiquement, les conditions d'ex-

trème brutalile dont sont vic-

times nos proches dans les

prisons italiennes », lit-on notam-

DIPLOMATIE

Un entretien avec le directeur du programme de l'ONU pour l'environnement

En dix années, les populations rurales du globe qui ont une alimentation en eau convenable ont progressé de 14 % à 29 %. les populations urbaines de 69 % a 75%, mais le nombre des humains qui disposent d'un systeme d'assainissement n'est passe que de 11 à 13 % dans les zones rurales et il a chuté de 73 à 56 % dans les villes. L'expansion urbaine se fait donc, notamment dans les pays pauvres, dans de tres mauvaises conditions.

- Voilà un diagnostic peu rassurant. Avez-vous tout de même quelques motifs de satisfaction : — Si les faits demeurent ce

qu'ils sont, depuis Stockholm l'évolution des esprits a eté considerable. A l'époque, douze pays seulement disposaient d'un ministre ou d'un service de l'environnement. Ils sont cent six aujourd'hui. > Cela veut dire que les pays

en voie de développement, s médiants il y e dix ans a l'egard du concept « environnement ». ont pris à présent des engagements claire. Les organisations non gouvernementales et les grandes associations s'occupant de ces problèmes sont passées de deux mille cinq cents à cinq mille deux cents.

» La modification majeure, c'est dans les idées qu'elle s'est produite. Il y a dix ans, on pensait pollution aujourd'hui, on se préoccupe aussi de déforestation. de pertes de sols, de désertification, de diminution des ressources genetiques. On s'interroge sur les causes de ces dégradations et notamment sur les impacis convergents de différents polluants sur l'air, l'eau, le sol, les

plantes, etc. » Depuis Stockohlm, on a réalise que la croissance économique correctement planifiée pouvait soutenir la cause de l'environnement et vice versa, que ce n'était pas seulement le nombre des habitants qui influait sur les ressources naturelles mais aussi leurs activités, que toutes les nations sont, qu'elles le veulent ou non embarquees sur le meme bateau. Les faits sont têtus : qu'il soit produit en masse par les combustions des pays industrialisés ou plus modestement par celles des pays en voie de développement l'oxyde de carbone peut modifier les équilibres atmosphériques, les temperatures, les precipitations et donc affecter les zones de production agricole du monde entier.

» Les ressources génétiques font partie de ce patrimoine collectif. L'alimentation de chacun dépend d'un certain stock mondial d'espèces végétales. Celles-ci sont particulièrement nombreuses dans les pays en voie de développement et notamment dans les forces africaines. La disparition

(Suite de la première page.) de certaines de ces espèces est une des règles concernant les modifi- sont ce qu'il y a de plus précieux menace pour tous les hommes. En ce sens, la coopération Nord-Sud n'est pas un cadeau, c'est la condition de la survie.

» Nous avons découvert aussi l'incertitude. La diminution de l'ozone dans l'atmosphère, le problème des déchets toxiques enterrés, on n'en parlait pas à Stockohlm. Ne nous ligotons pas par des camisoles trop étroites. Il faut pouvoir ajuster constamment les politiques.

Enfin, on a accepté l'idée qu'il fallait adopter un autre type de développement, moins consommateur, moins gaspilleur, moins polluant, une technologie moins vorace : un autre style de vie en

— Si vous deviez distribuer des bons points aux Etats ou aux organismes qui ont œuvré le plus efficacement pour l'environnement, a qui les attribueriez-vous

— Ces bons points, comme vous dites, iraient aux pays les plus développés qui, les premiers, ont identifie les problèmes et qui possédalent les moyens humains scientifiques, techniques et financlers de les résoudre. Au premier chef, je voudrais citer la Suede. le Danemark, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Canada, qui ont integré les préoccupations d'environnement dans leurs programmes de coopération avec les pays en voie de développement. On me dit que la France est dans ce cas. C'est à

— Les pays qui ont mené les politiques d'environnement les plus rigoureuses paraissent etre ceux où l'opinion publique a pu s'exprimer le plus librement. La démocratie serait-elle le terrain le plus javorable au développement des idées de

Stockholm? – Bien sür. Le meilleur moyen de g'assurer que l'environnement ne se détériore pas c'est, en effet, d'avoir une opinion publique, des discussions franches entre les citoyens et les responsables. Il est indispensable aussi que les popuations participent aux décisions, sinon elles n'en soutiennent pas 'application.

Le désert progresse

- Quels sont les regions ou les domaines dans lesquels les efforts ont été les plus infrugtueux? Pourquoi?

- On a échoué jusqu'ici à stopper la desertification et l'érosion des sols, à constituer un registre international des rivières propres, à mener une étude globale de la dissemination des produits radioactifs, a établir une coopération entre les pays qui partagent la même ressource naturelle comme les nations riveraines du Nil du Danube ou du Rhin, à faire adopter par les gouvernements avait proclamé : «Les hommes

au monde ». Bien entendu l'augcations climatiques. Certains ont une conception exacerbée de leur souveraineté. Les pays très pauvres n'arrivent pas à comprendre que leur problème numéro un, c'est la desertification... Le manque d'argent et la pénurie de spécialistes expliquent encore ces tant n'est pas le nombre des

— La conférence de Stockholm avait souligné fortement la nécessité pour les Etais industrialisés d'aider financièrement, scientifiquement et techniquement les pays en voie de développement à résoudre leurs problèmes d'environnement. Cette aide au tiers - monde s'est-elle concrétisée?

— Les ressources du PNUE — 20 à 30 millions de dollers par an — ne peuvent être qu'une incitation à agir. Le programme très ambitieux adopte a Stockholm supposait que les gouvernements eux-mêmes prolongeraient les efforts du PNUE. Ce n'est pas ce qui s'est passe. Un seul exemple : pour arrêter la désertification, il faudrait que l'on dépense 1,8 milliard de dollars par an pendant vingt ans. Où trouver de pareilles sommes Pourtent, ce n'est pas cher. La valeur des terres et des productions perdues se monte à 25 milliards de dollars par an. Même en période économiquement difficile, ce serait un bon investissement. Pourtant, le message ne passe pas. C'est notre faute, la faute de tous ceux qui travaillent dans l'environnement. Il s'agit de démontrer par des chiffres et par des faits que la protection de l'environnement est d'un rende-

ment immédiat. Les éléments statistiques existent. Il faut à présent les faire connaître. - En mars 1980, la communauté scientifique a proposè aux gouvernements une strategie mondiale de conservation, c'est-a-dire une gestion écologique des ressources planétaires, sans laquelle tout developpement futur pourrait etre compromis. Cette

idee a-t-elle été accepée. En voit-on les premiers effets? - L'idee a été bien acceptée. L'Assemblée générale des Nations communaute scientifique ait propose cette strategie. Et je peux vous annoncer aujourd'hui que quarante - quatre gouvernements ont déclaré qu'ils mettaient déjà en œuvre cette stratégie de la conservation dans leur planifi-

cation nationale. - En 1972, à Stockholm, on avait masque le problème posé par la surpopulation et son incidence inevitable sur toute politique de conservation des resacurces. Expérience faite, estimez-vous ou'on a eu rai-

30n ? — La conférence de Stockholm

assigner aujourd'hui à une politique d'environnement, en quels termes les faire accepter. avec quels moyens les attein-— Il nous faut d'abord une meilleure connaissance de ce qui

se passe autour de nous. Un système de contrôle fiable en somme. Ensuite, nous devons faire face à un série de problemes d'importance planétaire et à présent bien Identifiés : la modification de l'atmosphère par l'augmentation du taux d'oxyde de carbone, la diminution de l'ozone et la formation des précipitations acides; la pollution des estuaires et des zones cotières : la disparition des sols et des forêts tropicales avec leur patrimoine cénétique : la désertification. Arrêter ces dégradations ne peut se faire sans développer des sources énergétiques elternatives non

Ces objectifs, il est nécessaire de les expliquer aux populations et de faire participer celles-ci aux discussions. C'est la clé de tout Aucun gouvernement, aucune organisation ne reussira à améliorer l'environnement si les citoyens ne sont pas convaincus qu'il faut kutter chaque jour pour y parve-

> Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

AUXERRE-NORD, AUXERRE-SUD».

«La Société des Autoroptes PARIS-RUIN-RHONE expecile qu'elle fait procéder à des travaux de reconstruction de chaussée entre JOIGNY et AUXERRE-NORD, sur une longueur de 7 kms.

«Rétrécissement de chaussée pendant toute la donée des travaux et vitesse limitée à 60 km/h. «Durant les périodes de fort trafic, des itinéraires de déviation sont mis en place à partir des échangeurs de JOIGNY, COURTENAY,

«Suivre les plans des bulletins distribués à la sortie de ces gares, Mercia,

Retealle) Codas Yenn 🎁

Mariotan depute d THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

The armanage Philippin THE PARTITION OF THE Tales Minge Wie Billiaft

APRÈS LES ÉLECTIONS CANTONALES

M. Mauroy: un contre-pouvoir s'est dégagé qui sera renforcé par la décentralisation

entrations avec M. François Mitterle leu politique oblige parfois ses acteurs à de singulières contoraions. pagne, ie 5 mars, à Outreau (Pas-de-Calais), il avait souligné, au contraire. que ces élections représentaraient e mieux qu'un sondage », perce au'elles constituaient - un test en arandour nature .. M. Mauroy favelt-il oublié? Non. mais il est vraisem-Hablement tenté de compenser le

· L'analyse officielle du premier ministre se borne à quatre obser-

triomphalisme de l'opposition.

1) Les résultats des élections cantonales s'expliquent plus par des réalités locales que par des considérations nationales;

2) Le redécoupage cantonal, effectoé par la ministre de l'intérieur. « π'a pas modifié de facon importante la sur-représentation traditiongelle des zones rurales », la preuve en est que « la progression du P.S. dans-les villes est plus nette, que la moyenne nationale » :

3) A cause de l'effet amplificateur du mode de scrutin majoritaire. - la gauche n'a pas la majorité des sièces dans plusieurs départements où elle a pourtant été majoritaire en volx, au premier tour notamment ; PAIsne, PAIlier, Ise Ardennes, PAveyron, la Charente; la Saône-et-Loire. la Sarthe, la Seine-Maritime, la

Somme et l'Essonne = ; · 4) Un contre-pouvoir s'est dégagé. Selon M. Mauroy, « les Français om toulours en le souci d'équilibrer les pouvoirs. Cette notion de contrepouvoir va être engore rentorcée par la décentralisation. La droite va dono profiter d'una ioi et d'una réforme qu'elle a farouchement combattues, mais que nous sommes décidés à appliquar e e-t-il atouté.

Retraite : rendez-vous le 15 igiliet

M. Mauroy explique ensuite comment il entend stopper l'augmentation du chômage d'ici à la fin de l'année. Pour y parvenir, trois

1. — La relance de l'activité économique : - Tout est lait pour que 1982 soit l'année de l'investissement ». assure M. Mauroy, qui annonce qu'il va organiser - une journée de travail avec les représentants patronaux ... - Nous parlerons, dil-ii, des charges des entreprises, de la fiscalité locale et aussi du financement de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale. »

est décidé à faire un effort pour procéder à un allégement de ce qui sera payé au titre de la texe professionnelle. ».

1). — Le maintien des grands raientit - et « depuis le 24 mars le franc se redresse via à vis des autres monnales sans que la Banque de

III. — Una avancée sociale qui tidienne de millions de Français et qui doit être aussi, grâce à la réduction de la durée du travail et à un nouveeu partage du travall, un des

un bilan des réformes sociales, assurant que « lamais depuis la libération un ansemble aussi important a été engagé ». il constate d'abord que les contrats de -a o il darité, dont les demiers textes d'application viennent de paraître au Journal officiel, sont e entrés dans leur phase de plein régime ». (Les chiffres qu'il cite

ont été élaborées - avec participation de tous ». Avant 10 mai 1981, souligne-t-il, - les tex-

rendez-voue est pris pour le 15 juillet, et - le gouvernement, sollioité,

Pour M. Mauroy, l'institution de la pond à «une profonde aspiration belle réforme ». Mettant l'accent aux le caractère « provisoire et onéreux » du système de la garantie de ressources, le premier ministre marque l'importance du scrutin pour mini- sa confiance dans les négociations miser l'échec de l'ensemble de la qui vont s'ouvrir entre les partenaires mentaires et qui doivent aboutir d'ic

> Désormals. le gouvernement va s'employer à concrétiser le changement dans la vie quotidienne et à manifester plus de fermeté dans l'action. La révocation du directeur des Charbonnages de France pour manquement au « devoir de respect de la politique gouvernementale » est à cet égard révélatrice. Selon M. Mauroy, il est surtout fait grief à M. Hunon d'avoir incité les autres administrateurs de l'Agence pour les économies d'énergie à démissionner. comme il l'avait fait lui-même, pour protester contre l'amoutation du budget de celles-cl.

> > ALAIN ROLLAT.

EMBELLIE

A plusieurs reprises, le premier ministre a prononcé le mot embellis », souhaitant visiblement que ce substantif. qui sonne agréablement, soit largement repris par les médias. pour qualifier les « avancées sociales - promises par le gou-

Seion la définition du Petit Laroussa illustré, l'embellie terme maritime, c'est le « calme relatif qui se produit pendant une bourrasque ou après un vioient coup de vent . Salon le Littré, c'est l' a amélioration du temps, devenant beau pour un moment, après une bourresque. un arain violent ou un coup de vent obstiné ». Selon le Petit Robert, c'ast i' - amélioration momentenée du temps, de l'état de la mer », et, « couramment, f,éciairole 🖦 ∴

Bref. rien de très durable. M. Plerre Mauroy devrait mieux s'entourer de conseillers en vocabulaire, surtout au moment où se tient le Salon du 'Ivre. Mais est vizi que c'est un joil terme. embellie. Il peut plaire. Et qui sait, à part Albert Simon, quel temps il fera demain? - M. C.

Beauvais. — Le ralliement de

siens à l'union de la gauche, est

lourd de conséquences. Sa voix,

de conserver la majorité à l'as-

semblée départementale et au

Elu sous l'étiquette UDF

M. Laffoliey, deputs deux ans, s'est

place, par ses déclarations et ses

votes, en marge de l'opposition.

Cela lui avait valu de se faire

Guludec (socialiste démocrate,

tendance Hintermann, qui avait

été réélu dès le premier tour à

Auneuil, en battant un socialiste

conseil régional de Picardie.

LE DÉBAT AU SEIN DU P.S.

M. Quilès souhaite une meilleure « explication » . du -changement

et M. Poperen un gouvernement plus «ramassé»

M. Paul Quilès, membre du considère cependant que le mi-secrétariat national du P.S., nistre du Plan lui peraît « sousexplique, dans une « tribune » estimer singulièrement la formi-publiée vendredi 26 mars dans dable résistance au changement « devenu parti de gouvernement lisation des mécontentements ». Le député de Paris considère, en souterraine de la droite ». « Le fensive de la droite ». rôle de l'opposition est bien entendu, de s'opposer au gouvernement et de s'efforcer de reconquérir le pouvoir, écrit-il ; encore a pas un seul ministre (...) qui choix fait can dernier par les Français. » M. Quilès ajoute également : « Nous n'avons peutêtre pas assez clatrement explique la politique de changement. De son côte, M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., affirme qu'il n'est pas « en désaccord avec tout ce que dit M. Michel Rocard s. Dans une interview au Nouvel Observateur, publié samedi

27 mars, le député du Rhône

dable résistance au changement des forces conservatrices ». M. Rocard avait notamment déclaré, mardi 23 mars, que le fuyants (...). Nous aurions tort estime la campagne de violence cation sur les moyens de l'of-M. Jean-Pierre Chevènemen avait pour sa part estime mercredi 24 mars, qu'il n'y avait jant-il que celle-ci respecte le ne pourrait souscrire à ce qu'a dit Michel Rocard 2. Pour M. Poperen, cet e avertissement électoral » est dû à a un problème de style, de méthode, plutôt que de jond », car la « grande activité » du gouvernement Mauroy a abouti à « une

certaine dispersion (_) inevi-

table a L'équipe gouvernementale

a éviterait certains contretemps

ramassée », ajoute-t-il

si elle était a dans l'avenir, plus

M. Giscard d'Estaing : une querelle d'hommes dans l'opposition serait inadmissible

A propos des récentes élections Elles composent l'existence orgacantonales. M. Valery Giscard d'Estaing estime dans le Figaro Magazine du 27 mars, qu'elles sont alexpression d'un moudement de fond qui s'est formé depuis la fin de 1981 ». Il ajoute : «Ce mouvement culminera à la mi-83. Les élections municipales dégageront une large majorité d'opposition, tandis que les Francais de toutes classes auront commence de ressentir les effets d'une

Après avoir affirmé qu'e il est moins nécesaire de vilipender le socialisme, de condamner ce qui se condamnera de soi, que de préparer apec méthode l'aprèssocialisme >. M. Giscard d'Estaing évoque les divisions de l'ancienne majorité. Il indique: fourd'hui encore, de cette division. sont ceux qui l'ont créée, envenimée, exploitée. (_) En 1981. ie L'allergie à une telle division est totale. Je la comprends. Et c'est peut plus y avoir de division dans un problème. Ensuite, il faudra, à Popposition. (...) Seule une atti- la base comme aux sommets, protude d'entente est possible. Une céder à des « candidatures assoquerelle d'hommes serait inad- ciées ». Et associées clairement. dans l'opposition, des sensibilités politiques et sociales différentes. Ces différences sont légitimes. venir. »

nique de l'opposition. On a, par exemple, au R.P.R., tendance à désirer une société à structure hiérarchisée, et un système de valeurs inchangé. Je crois plutôi que l'avenir exige une société souple, à grande mobilité, à haut niveau de conscience, capable d'intégrer des valeurs nouvelles Je suis partisan de structures ductiles, qui permettent une constante adaptation, dans l'entreprise, dans l'enseignement, dans l'information. Et, par exemple, il faut en venir au pluralisme de l'audiovisuel, aux postes privés de radio et de télévision, dans un système de chartes. » La France peut éprouver le desir d'une revanche dure. Elle peut aussi souhaiter une société où la liberté sera considérée « Ceux qui parlent le plus, au- comme le meilleur principe d'organisation par des citovens informés, réfléchis et responsables. Elle choisira ainsi entre deux fus l'unique cible pour toutes les aspects du libéralisme, non entre flèches. Les temps ont changé, deux camps ennemis d'une même opposition. D'abord, il faut introduire dans ce pays Pidée que le pourquoi il n'u aura pas, il ne combat des chets à cessé d'être

M. JEAN-JACQUES SERVAN -SCHREIBER : 13 faut que le socialisme français réussisse M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déclaré à Nancy : « Quand on voit, région par région, industrie par industrie, combien noire pays est à reconstruire; quand

Ce que je dis, je le crois valable

pour les leaders présents ou à

on songe, en cet anniversaire du drame algérien, à tant d'échecs et d'occasions manquées, à tant de temps quepillé et de générations éreintées, on ne peut pas hésiter sur l'attitude à prendre aujourd'hui: U jaut que le socialisme français réussisse.

» Je n'ai pas à me demander si je suis ou non socialiste. Je sais tout simplement qu'un nou-

vel échec français serait insupportable. A ceux oui révent d'un tel échec de se demander où en serati alors la France. > Pourquoi a-t-on attendu tant d'années avant de commencer de mettre en œuvre le pouvoir régional? Que ceux qui n'ont pas osé le faire laissent au moins cette expérience de confiance et de responsabilité prendre son essor

et montrer sa fécondité. . » Pourquoi, dans cette région lorraine comme dans tant d'autres, a-t-on atlendu que les industries s'effondrent sur des hommes en chômage, pour com-mencer à réfléchir à la révolution technologique qu'il faut maintenant prendre à brus

» Tout compte fait, les Francais, sans aucune distinction, ont tous un intérêt personnel et urgent à réussir ensemble, maintenant, la grande transition vers le nowveau monde qu'il faut fatre nattre : celui du plein solell et plus encore du plein emploi des jacultés de chacun.»

• Az C.N.I.P. (Centre national des indépendants et paysans), le comité directeur confirme les rieur dont un des objectifs était faire disparaître le sigle CNIP. des résultats des élections cantonales. Il s'étonne de l personnalités de l'opposition ».

Les progrès de l'«eurogauche»

La volonté commune des socialistes français et des communistes italiens de se rapprocher ne date pas d'aujourd'hui. Les premiers pas de l'eurogauche ont été faits à Strasbourg, à la faveur des débats de l'Assemblée des Communautés européennes. Le P.S. avait, dans la foulée, par l'intermédiaire de l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches), que dirige M. Jean Pronteau, organisé plusieurs séminaires permettant aux représentants des forces socialistes et social - démocrates d'engager une réflexion commune avec les partis qui continuaient de se réclamer de l'eurocommunisme, à savoir le P.C.I et le P.C.R. M. Mitterrand lui-même était intervenu à l'occasion du plus cré, en octobre 1980, à la socialdémocratie. L'actuel chef de l'Etat avait d'ailleurs rencontré successivement MM. Enrico Berlinguer et Santiago Carrillo. Lors de leur entrevue, le 24 mars 1980 à Strasbourg, celui qui était alors le pre-mier secrétaire du P.S. et le secrétaire général du P.C.I. s'étaient promis de prendre des initiatives communes « qui pourraient contribuer au désarmement. à la détente et à la coopération en Eutope et dans le monde, ainsi qu'au respect de l'indépendance de tous les pays D.

A l'époque, cette rencontre avait permis au futur candidat socialiste à l'élection présidentielle de souligner l'isolement du P.C.F. en Europe M. Georges Marchais avait d'ailleurs vivement réagi, jugeant le sommet «inopportun», et affirmant que M. Mitterrand e était alle chercher auprès d'Enrico Berlinguer une caution pour sa politique d'alliance avec la droite ». L'entretlen entre MM. Mitterrand et Berlinguer avait surtout conduit M. Marchais à officialiser la rupture du P.C.F. avec la ligne eurocommuniste (celle-ci, lorsqu'elle était en vigueur, prolongeait sur le plan extérieur la politique d'alliance avec le P.S. menée à l'intérieur)

En février 1982, le contexte est d'évidence différent : le P.C.F. et le P.S. ont retrouvé, du fait de la victoire de M. Mitterrand, le chemin de l'union. En outre, le président de la République a recu, le 24 mars, à l'Elysée, le secrétaire général du P.C.F. : les réactions de ce dernier devreient donc être plus mesurées. D'autant que cette rencontre entre le P.C.L et le P.S., initialement prévue au mois de fevrier. a été repoussée à la demande du P.C.F. (formulée auprès des communistes italiens), au leademain des élections cantonales.

De leur côté, les socialistes

francais sont d'autant plus intéressés à un rapprochement avec les communistes italiens que ces derniers se sont éloignés Moscou. Au lendemain de publication des résolutions P.C.L consacrant la rupture avec avait estimé, dans une déclaration au quotidien italien Paese Sera, le 26 janvier dernier, que a l'affrontement entre communistes italiens et communistes soviétiques pouvait constituer un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier européen pour tous ceux qui travaillent à la mise en œuvre d'un projet autonome récusant le modèle soviétique et n'abandonnant pas la volonté de rupture avec le capitalisme ». De son côte, M. Jean Poperen avait souligne dans Sunthèse-Flash (daté 22 janvier) que les socialistes français avaient été « les premiers » à s'engager a au plan national sur une troisième poie », et qu'ils ne pouvaient que a saluer une démarche dans le même sens qui se situe, elle, au niveau international ». Le P.S. prépare d'ailleurs, par l'intermédiaire de l'ISER un seminaire sur l'élaboration d'un « nouvel internationalisme s. Cette recherche d'une troisième

force correspond à l'un des objectif poursuivis par le P.S. et par l'Internationale socialiste, dont il est membre (1). Un autre dessin est la concrétisation d'un rêve

M. CHIRAC : la loi de décenfralisation doit s'appliquer

e Je ne vois pas comment on pourrait exclure Paris de la réforme qui est applicable à tous les autres départements », a declaré le 26 mars, au cours d'une réunion de presse, M. Jacques Chirac. Le maire de Paris faisait allusion aux divergences qui existent entre le ministère de l'intérieur et la Ville à propos de l'application de la loi de décentralisation à Paris (le Monde du 26 mars). Il a ajouté : « J'ai suggéré, fin

février, au ministre de l'intérieur et de la décentralisation de saisir le Conseil d'Etat en lui précisant que je me rallierai à son avis A protestations émises par son prè- ma connaissance, le Conseil sident, M. Maland; contre e les d'Etat n'a pas été saisi. De toute tripotages du ministre de l'inté- manière, je tirerai les conclusions qui s'imposent en fonction semblement par M. Lucien Voconstater la complicité manifestée | chel préfet de région préfet de à cet égard, avec le pouvoir Paris, au cours de la séance du socialo-communiste, par diverses Consell de Paris, qui se réunit le hundi 29 mars.

si possible dans la mouvance du P.S., les mouvements qui constituent la gauche dans les pays de l'Europe du Sud; un troisième objectif est d'ordre intérieur : il toujours l'espoir de voir le P.C.P. modifier son analyse sur les pays de l'Est et sur l'évolution de la situation Internationale.

de M. Marchais au XXIV congrès du P.C.F. n'était guère encouration en Europe de l'Ouest ne peuvent être porteurs d'une évalution positive. Toutefols. duances apportées par le secrétaire général du P.C.F. à l'enalyse de son parti sur les événements de Pologne — « un préjudice à la cause du socialisme » - et l'annonce d'une prochaine rencontre entre MM. Marchais et Berlinguer sont autant d'indices encourageants (le Monde du 27 mars).

Du côté du P.C.I., les avantages

De ce point de vue, le rapport

d'un sommet avec le P.S ne sont pas moindres. Il s'agit d'abord pour M. Berlinguer, de rechercher une légitimité « bourgeoise ». Jusqu'à présent, le P.C.I. pensait plutôt obtenir celle-ci via le S.P.D. et M. Willy Brandt Mais l'accession de M. Mitterrand au ponvoir et les difficultés du S.P.D. jouent en faveur du P.S. Il s'agit ensuite pour M. Berlinguer de sortir d'un isolement international dù à la rupture avec Moscou ; isolement non seulement par rapport au bloc soviétique, mais ansai par rapport aux forces du tiersmonde qui continuent de regarder vers l'URSS Il s'agit enfin de tirer avantage à l'encontre du P.S.L de la caution accordée par le PS. français. Le parti M. Craxi ne cherche-t-il pas à réduire l'influence de calui de M. Berlinguer?

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Il a étá proposé au P.C.I d'être admis comme observateur à ITS. Le P.C.L a fait savoir qu' « on ne sort pas d'une Internationale pour entrer dans une autre ».

M. MARCHAIS RENCONTRERA M. BERLINGUER AU MOIS DE MAI

M. Georges Marchais quitte Paris, ce week-end, pour un voyage de plusieurs jours Nicaragua et à Cuba. Il a annonce, vendredi 26 mars, sur France-Inter, qu'il rencontrera M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C. italien, au mois de mai, à Rome (la précédente rencontre entre les deux communistes date du 5 janvier 1980), et qu'il assistera au congrès de la goslavie, qui doit se réunir du 26 au 29 juin à Belgrade. Le secrétaire général du P.C.F. a confirmé enfin, qu'il se rendra en Chine « cette année ». Interrogé sur les enseignements

que le parti communiste retire des ėlections cantonales, M. Marchais a souligné que les partis de la majorité et le gouvernement doivent tenir compte de « l'avertissement donné par les forces populaires s, mais que les communistes ne pratiquent pas la « surenchère ».





ឺ ៖ ្ជី១ ស្មីក**ន្**

Perdiet element

MAMBES DEEMSITS ENT

Le gouvernement, souligne-t-il,

équilibres économiques :_« L'Inflation et elle seule, permet à la gauche M. Mauroy.

instruments de la lutte pour l'emploi ».

Le premier ministre dresse alors paraissent cependant bien modestee.)

M. Mauroy analyse ensuits tant de nouveau sur le fait qu'elles tes gouvernementaux n'offraient aucune marge de négociations. Es ressemblaient à de patites pluies yertes ou jaunes, ou même roses,

qu'il fallait avalar. ».

était cependant resté président de la fédération départementale du parti radical valoisien membre du comité exécutif national et vice-président de la commission lots. Au soir du deuxième tour des cantonales il assurait le futur président de l'assemblée départementale, M. Henri Bonan (P.S.), qu'il se rallierait à l'union de ses électeurs ». de la gauche. Ce qui fut fait,

exclure du bureau départemental de l'UDF. en janvier 1981. Il puisque M. Benan a été élu par vingt et une voix contre vingt à M. Alain Vasselle (mod.). M. Jean

DANS L'OISE

Un ralliement à la gauche

vivement critiqué par l'opposition

De notre correspondant

M-Raymond Laffolley, conseiller du RPR et de l'UDF, a en général, passé des radicaux valoidéfinitive, voté avec l'opposition. Tirant la leçon de la journée du 24 mars, le secrétaire départemental du R.P.R., M. Jean-François Mancel, écrit : « Le conseil général de l'Oise demeure aux mains des marxistes. Une voix en a décide ainsi. Celui qui a failli attiourd'hui demeure face à sa conscience et au prochain jugement du suffrage universel», visant ainsi directement les prochaines municipales, puisque M. Laffolley est également maire

et un communiste avec le soutien

de la commune de Villembray. Pour sa part, le président de l fédération de l'Oise du parti radical. M. Michel Gorin, elu le 14 mars conseiller général, écrit Raymond Laffelley est maintenant vice-président du conseil général mais il a perdu l'estime de ses anciens amis politiques et

De nombreuses menaces telephoniques ont été adressées au domicile de M. Laffolley, ce qui lui a valu durant vingt-quatre heures la protection des gendarmes, qui l'ont escorté mercredi jusqu'au conseil général — M. L.

adriatique... la mer!!! UMERTE ET JOHE DE LIGHARO PINETA PLAGE HOTEL MERIDIANUS *** PLAGE HOYEL COLORADO *** Tradition et hospitalité Hộteis de catégorie d'insut-standing dans situation "marvelleuse our la mar-entou- .; . rés par très épais pins maritimes: Place - privée - piscine olympique saura . tous conforts et amusements. Service impeccable et almosphère familiale et sympathique. Demandez nous les dépliants et nos avantageux prix forfaitaires. Hors seison des L. 24.500 - TeL 1939431/422413-422784 .

EN MARGE DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

Le Dr Nelly Azerad et Me Alain Beaumier

condamné, vendredi 26 mars, Mª Alain Beaumier, avocat, et le docteur Nelly Azerad, à quinze mois d'emprisonnement avec sursis — peines convertes par l'amnistie, — poursuivis pour « destruction de documents de nature à faciliter la recherche de trimes et de délits - en marge de l'affaire de Broglie. Les documents en question étaient les agendas de rendez-vous du docteur

contrôle judiciaire par ordonnance de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Elle avait été écrouée le 23 juillet 1981 pour tentative d'homicide volontaire sur la personne de Pierre de Verga — instigateur de l'assassinat de Jean de Broglie, trafic d'armes et de matières nucléaires. Tous les protagonistes de ce dossier, dont M. Serge Gehrling qui devait « exécuter : Pierre de Varga, avaient déjà recouvré la liberté.

Les agendas disparus

Trois mois après l'épilogue de l'affaire de Broglie, le dossier a été de nouveau évoqué à travers un procès-appendice hien tardif. On y a retrouvé la désormais celebre Nelly Azerad, medecin cardiologue, et son complice M. Alain Beaumier, deux prevenus qui faisaient l'objet « d'excellents renseignements », comme l'a remarqué, jeudi, le président M Jean-Georges Diemer et pour lesquels on était en droit de s'attendre à ce qu'ils soient « qudessus de tout soupçon ». Et pourtant? L'enjeu du débat résidait dans

le rôle joue par Me Beaumier dans l'un des épisodes de l'affaire de Broglie. Un manquement aux règles déontologiques de la profession qui jui a déjà valu une suspension de six mois et, en définitive un non-lieu pour subornation de témoins, en l'occurrence le docteur Azerad. A l'origine de tout cela, les révélations de l'hebdomadaire Minute du 6 avril 1977 affirmant que Me Beaumier, - à l'époque désenseur de Pierre de Verge s'était rendu le 29 décembre 1976, trois jours après le crime, chez le docteur Azerad pour « arranger un alibi » à son client. « Une visite insolite », comme l'a qualifiée le président Diemer. Il lui avait alors demandé de détruire son agenda et son répertoire téléphonique. Une lettre du médecin publiée par l'hébdomadaire prouvait la réalité de cette demarche. Et l'auteur de l'article, M. Jacques Tillier, qui curieusement n'a pas été cité comme témoin. racontait ses conversations avec

docteur Azerad et avec

Me Beaumier, qui kul aureit

affirmé « que le ménage avoit été

fait » au domicile de Pierre de

Varga. De fait, lors de la perquisition effectuée par le juge d'instruction, au cabinet de 1/me Azerad, rue Blanche, les agendas de l'année 1976 ne furent pas retrouvés. Or ceux-ci revêtaient une grande importance puisque y figuraient les dates de deux rendez-vous que Jean de Broglie avait pris et qui donnèrent lieu à deux guet-apens les 26 novembre et 10 décembre 1976. Pierre de Varga a été soup-conné d'avoir donné la date et les heures de ces rendez-vous à Guy Simoné, organisateur de l'assassinat. M. Tillier avait révélé que M' Beaumier aurait insisté auprès du docteur Azerad pour qu'elle dise que le rendez-vous du 10 décembre avait été pris le 8 et non le 6 car, à cette date, Pierre de Varga était absent de Paris et n'aurait pu renseigner

« Un mensonge malenconfreux >

Guy Simoné.

Ces accusations très graves avaient entraîné des poursuites en diffamation contre Minute et en diffamation contre Minute et les personnes ayant concouru à l'enquête, de la part de M' Beaumer. Ce dernier a, en effet, toujours contesté ces allégations, affirmant qu'il ne s'était rendu que le 7 janvier 1977 au cabinet du docteur Azerad et uniquement pour régier un problème de procédure concernant le secrétaire de ce mêdecin. A l'audience, il a même prétendu qu'il n'avait renmême prétendu qu'il n'avait ren-contré, seul à seul, Pierre de

L'Avenir do căristianisme » Le retour aux sources. Fraternité Johannite diffuse Bulletin mensuel sur fêtes liturgiques et christianisme primitif. F+J+R+T+ BP 25 - \$9678 CASSEL Spécimen sur demande

Joindre 2 timbres (frais d'envol).

(Publicité) -

Ameesty luternational (Groupe 62, 37 900 Tours) communique Nous sommes sans nouvelles de Johnny James ISSEL, mis en liberté surveillée, assigné à résidence à Wynberg (République Sud-Africaine), sans motif d'inculpation. comme de nombreux opposants au

régime de l'apartheid.

ont été condamnés à des peines amnistiables

La trentième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a Azerad, cardiologue, pour l'année 1976. Le même jour, Mme Azerad a été remise en liberté sous

> le registre de la salle Cusco de l'Hôtel-Dien où était détenu Pierre de Varga et constata que M Beaumier lui avait rendu visite le 31 décembre. « Un mensonge malencontreux qui me chif*fonne v.* constata M. Diemer, pour qui « l'avocat ne doit pas être le complice du client ». De son côté, Mme Azerad, qui prétend ne plus très bien se souvenir de la teneur de ses conversations avec M. Tillier on avec M° Beaumier, a réaffirmé que l'avocat était venu la voir le 29 décembre 1976. « Il m'a dit, e-t-elle déclare, que je risquais d'avoir une perquisition, mais ne m'a par demandé expressement faire disparaître des documenis. Si je me suis débarrassée de mes agendas, cela n'a rien à voir avec l'affaire de Broglie, c'était uniquement pour protéger ma vie privée. Je ne voulais pas que le nom de mes clients paraisse dans la presse. » Le substitut, M. Bertrand Faure, a qualifié cela de « pauvres arguments qui s'ajoutent à des mensonges ». Conscient du contexte disciplinaire concernant M' Beaumier, âgé de trente-

trois ans, qu'il n'en a pas moins

accusé d'avoir menti, il a indi-

qué : « Celui qui se met en marge

de la société est souvent excu-

sable mais celui qui couvre une

infraction, surtout quand c'est

un professionnel du drott, est

inercusable » Il a réclamé des

« sanctions severes » tout en

ajoutant que « si le tribunal ne

pouvait donner l'absolution, il

Me Beaumier, avocat grisé, et le

faire bénéficier de la loi d'am-

pouvait accorder le pardon

Verga que le 2 janvier. Le prési-

dent Diemer fit alors consulter

MICHEL BOLE-RICHARD.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Albert Cohen trahi

et d'un philosophe ramenée à celle d'un raconteur d'histoires d'amour livrant d'e étonnantes confidences sur les femmes ... L'accusation était sérieuse et c'est sérieusement que M' Daniel Jacoby, au nom de la veuve et de la fille d'Albert Cohen, l'auteur de «Solal», de «Belle du Seigneur», des «Carnets», mort le 17 octobre 1981, l'avait soutenue, mercredi 10 mars, devant la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Marcel Caratini.

de la double version d'une interview accordée à l'origine par l'hermite de Genève à Mme Catherine Chaine, qui la publia d'abord du vivant de l'écrivain dans le Nouvel Observateur du 4 au 10 juin 1979, mais devait ensuite su lendemain du décès d'Albert Cohen, la proposer à Paris-Match oui le publiait à son tour. mais avec des suppressions et surtout des variantes qui constituent aujourd'hui le fond du litige.

C'est que le texte du Nouvel Observateur n'avait pas été élaboré sans mal, Albert Cohen en avait subordonné la publication à un droit de regard présiable. De fait. il devalt apporter an texte qu'on kui soumit des retouches nombreuses, des précisions, des rectifications. Dans ces conditions, pour My Jacoby, le texte d'un tel entretien s'apparente à une œuvre de collaboration telle que le prévoient les articles 9 et 10 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. En d'autres termes, pas de publication sans l'accord de l'un ou l'autre des coauteurs. Du coup, la version de l'entretien ne pouvait plus varier sans accord des ayants droit.

Pas de précédent

Or, pour la veuve et la fille d'Albert Cohen, le texte de Paris-*Match*, qu'elles devaient découvrir, l'a « gravement déformée ». Au point de faire dire à l'écrivain le contratre de ce qu'il persait, de ramener son propos à « ceiui d'un vieux monsieur un peu égrillard animé seulement d'un désir de séduction et même de rengeance en n'aimant dans sa judéité oue les belles chrétiennes parce que « c'est beau de possèder ce que nos ennemis ont de plus pren cieux : les belles femmes n. alors qu'il avait répondu dans la version Nouvel Observateur, qu'il n'en était rien et que « si fai aimé ces chrétiennes, c'est purce qu'elles sont belles et nobles ». Avocat de Mme Chaine, de la

société éditrice de Paris-Maich,

et de M. Daniel Filipacchi, direc-

teur de cette publication, Me Léo

Trahison, dénaturation, banalisation de la pensée d'un sage

Cela pourrait s'appeler histoire Matarasso refusait de tant s'émoumutilée ? Non, rien d'autre qu'une publication d'extraits que rien n'interdit. Paris-Match aurait cherché le « croustillant » en parlant d'a étonnantes confidences sur les femmes »? Pas plus que le Nouvel Observateur, qui titrait: « Albert Cohen face à une femme » Quant aux différences relevées, elles seraient atout à fait minimes v. Ce ne sout, au reste, expliquait l'avocat, que les corrections faites par le Nouvel Observateur qui ont été enlevées.

> Loin de trahir la pensée, cette version, an contraire, la restitue car elle est la transcription exacte de la bande qui avait été enregistrée à l'origine. Le vraie pensee d'Albert Cohen, ce sont les lecteurs de Paris-Match qui l'ont eue, et lorsque, demain, les chercheurs voudront la retrouver, c'est dans ce texte-là qu'ils sont assurés de a bien Papprehender o.

> Pour le reste, fi de l'interview, œuvre de collaboration. Dés lors que quelqu'un accepte de répondre aux questions d'un journaliste, il investit ce demier du droit de

Le jugement rendu mercredi 24 mars n'a pas retenu cette façon de voir. « Si l'intervieueur, dit-il, a eu le choix des questions, l'interviewé s'était expressément téservé de donnet un ion petsonnel à l'expression de sa pensée. > Dans ces conditions « il est permis de reconnaitre à Albert Cohen la qualité de coauteur d'une œuvre de collaboration, et par conséquent un droit de propriété sur l'œuvre ».

Paris-Match ne pouvait des lors la publier sans une autorisation de ses ayants droit. En outre, en modifiant certains passages, il a altéré a gravement la pensée de l'écrivain ».

Mme Catherine Chaine, M. Daniel Filipacchi, directeur de la publication, et la société éditrice sont ainsi condamnés à verser solidairement 15 000 F des dommages et intérêts à la veuve et à la fille de l'écrivain.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

POLICE

Les elections dans la police ont traduit une baisse d'influence de la Fédération autonome (F.A.S.P.)

Les élections professionnelles dans la police — qui ont eu lieu les 25 et 26 mars — ont été marquées, d'après les premiers résultats, par un recul de la Fédération autonome des syndicats de police. La FASP conservera vraisemblablement la majorité des élus dans tous les collèges de policiers en tenue, mais ses positions se sont effritées.

ministère de l'intérieur proclamera les résultats de ces élections. les premières organisées dans la police depuis 1978. De source syndicale, toutefois, les premières comptabilisations effectuées dans la nuit du 26 au 27 mars traduisent un effritement des positions de la F.A.S.P. qui, sons remettre en cause l'hérémonie de cette organisation, traduit un éparpillement des voix sur d'autres organisations.

Une évaluation portant sur pius de la moitié des policiers en tenue (gardiens de la paix, grades et CRS.) crédite la FASP. de 57 % des voix contre 67 % il ya quatre ans. L'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.), qui regroupe le Syndicat général de la polince nationale et le Syndicat indépendant de la police nationale, obtiendrait 23 % des voix contre un pen moins de 20 % en 1978. Pour les syndicats confédéres, on enre-

gistre une baisse de la C.G.T. (de 4,48 % à 3 %) et une montée de F.O. (de 3.48 % à 4.46 %), de la C.F.T.C. (de 2.34 % à 3,39 %) et de la C.P.D.T. (de 1.26 % à 3 %) Un petit syndicat, tres hostile an nouveau pouvoir, le Fédération professionnelle et indépendante de la police (F.F.LP.) réalise une importante progression, passant de 0,82 % & 2, 68 %.

En sièges, la FASP perd des elus dans de nombreux cas au profit de l'U.S.C.P. mais devrait conserver la majorité des délégués dans les commissions paritaires et dans les comités techniques paritaires.

Les seuls résultats complets dont on disposait samedi portaient sur le collège des C.R.S. d'une part, et sur les policiers en tenue de Paris et des départements de la couronne.

• Chez les C.R.S., le FASP perd deux sièges au profit de l'U.S.C.P. Elle obtient 60 % des voix contre 27 % à l'U.S.C.P., 5,8 % à F.O., 3 % à la C.G.T. et environ 2 % à la C.F.D.T. et à le C.F.T.C.

SELON LES PREMIERS RÉSULTATS

sur 17488 votants (82 % des policiers ont participé au scrutin) la FASP perd deux sièges (passant de 57.8 % & 48.50 %) au profit de l'U.S.C.P. (22,80 %). LUSCP, pourtant, a percin des voix (en pourcentage) par rapport à 1978 au profit de petites formations : C.F.T.C. (6 %), FPIP. (1121 voix soit 6 %). CFD.T. 5.40 %, F.O. 5 % et

M. JACQUES VAUDIAUX PREMIER VICE-PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

M. Jacques Vaudlaux, président de l'université de Dijon, a été élu jeudi 25 mars premier viceprésident de la conférence des présidents d'université en remplacement de M. Roland Omnes (Paris-XI - Orsay), qui occupait cette fonction depuis décembre 1980. Comme le prévoit le règlement intérieur, un universitaire de province succède donc à un Parisien. La conférence est présidée de droit par le ministre de l'éducation nationale. L'élection de M. Vandiaux a été acquise au premier tour de scrutin par 52 voix sur 61 votants; il y a cu 9 bulletins blancs on nuls. Avant cette élection officielle, une réunion privée des présidents avait permis à une majorité d'entre eux de désigner M. Vaudiaux, deuxième vice-président sortant, comme candidat. Le bureau de la conférence est composé en outre de M. Jacques Mirouze, président de Montpellier-I. deuxième viceprésident, et de M. Jean-Jacques Fol (Paris-VII), troisième viceprésident.

M. MAURICE TANCHE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE-I

M. Maurice Tanche, professeur de physiologie, a été étu mercredi 24 mars, an second tour par 41 voix sur 80, président de l'université de Grenoble-L Il remplace M. Jean-Jacques Payan (élu il y a un an), qui a été nommé, le ral du C.N.R.S. (le Monde du 6 novembre 1981). [Né le 14 février 1923 à Paris. M. Maurice Tanche est d'abord chargé de recherche au C.N.R.S. puis assistant et chef de travaux à la faculté de Lyon. En 1963, il est agrègé et devient maître de conférences à la faculté de Grenoble. Nommé professeur en 1969, il devient

5 novembre 1981, directeur généprofesseur titulaire de physiologie en 1979. De 1989 à 1979, il a dirigé l'unité d'enseignement et de recher-che (U.E.R.) d'éducation physique et sportive de cette université.)

FAITS ET JUGEMENTS

Voilà une affaire de diffamation dans laquelle un tribunal s'affirme novateur, en ordonnant, et de surcroft à l'administration fiscale, de lui produire des pièces dont le journaliste poursuivi reconnaissait lui-même qu'il ne ses avait pas eus en sa possession, lorsqu'il rapporta les faits dont la relation lui est reprochée.

Editorialiste à R.T.I., M. Phi-lippe Alexandre avait, dans sa chronique du 13 novembre 1981, mis en cause M. Jean-Baptiste Doumeng, P.-D.G. de la société Interagra, membre du parti communiste et surnommé « le mil-Hardaire rouge », en affirmant qu'on pouvait le tenir pour responsable d'une évasion fiscale a portant sur plusieurs centaines de millions de francs » et que c'était là bien plus que ce dont on pouvait tenir rigueur à M. Pierre Moussa, ancien P.-D.G. de Paribas. M. Doumeng avait alors assigné le journaliste en diffamation devant la première chambre civile du tribunal de Paris. Le 3 mars, l'affaire était appelée et l'avocat de M. Alexandre, Me Charrière-Bournazel, tout en reconnaissant que son client n'avait pas en en sa possession les documents lui permettant d'apporter la preuve de ses propos, avait demandé au tribunal de se les faire communiquer par l'admi-nistration fiscale en dépit du secret qui les protège

Il vient d'obtenir satisfaction Le tribunal, présidé par M. Michel Raynaud, a ordonne, mercredi 24 mars, e que administrations fiscales concernées la communication des documents d'ordre fiscal en leur possession relatifs aux notifications de redressement qui auraient été adressées en novembre 1980 à Doumeng, aux ces vérifications à la perception de achevées à cette date ainsi qu'aux impôts qui auraient été mis en recouvrement, en relation avec vérifications, la perception de

dant, l'affaire a été renvoyée en Avocat de M. Doumeng, Me Joë

Mordmann nous a déclaré que la décision «ne gêne en rien» son client. « Mais sur le plan des principes, a-t-il ajouté, la question peut se poser de savoir si cette décision est conforme aux règles furidiques en matière

19 mai.

Kléber-Colombes contre U.F.C. : la cour d'appei se prenencera après le Conseil d'Etat

La première chambre de la

cour de Paris vient de décider de surseoir à statuer dans le procès qui oppose l'Union fede-rale des consommateurs (U.F.C.) à la société Kléber-Colombes, fabriquant des pneus V-10 et V-12, contre lesquels l'U.F.C. mène Condamnée en première instance le 19 novembre 1980 à verser 250 000 F de dommages-intérêts à Kléber - Colombes, l'U.F.C. avait interjeté appel. La cour a estimé que, avant de se prononcer, il convenalt d'attendre l'arrêt que doit rendre le Conseil d'Etat, actuellement saisi d'un recours en excès de pouvoir formé par l'U.F.C. contre une décision interministérielle du 1st avril 1980, qui avait rejeté sa demande de retrait du marché des pneumatiques incriminés. La cour considère qu'une éventuelle annulation de cette décision constituerait une remise en cause

M. Andréani pour sa liberté.

cont elle est saisie.

des données techniques du litige

recouvrement, en relation avec vérifications, la perception de Carbonne (Haute-Garonne) de Carbonne (Haute-Garonne) de Le tribunal précise que « pour cette mesure d'instruction les administrations fiscales sont déliées du secret professionnel de l'étrange d'infractions financières avec l'étranger et placé le même jour en détention provisoire à Fresnes (le Monde daté 14-15 mars). M. Jean-liées du secret professionnel de Baptiste Andréani, âgé de Il ajoute que « les documents, s'ils existent, deuront être remis au vendredi 26 mars de la chambre d'accusation de Paris un arrêt hui

avant le 15 avril 1982 ». En atten- accordant la liberté sous contrôle fudiciaire en raison de son état de santé. Mais l'application de cette décision a été subordonnée au versement par le directeur de l'établissement de jeux parisien Le Grand Cercle, d'une caution de 10 millions de francs. Or, selon ses avocats, Mes Ber-

nard Dupré, Charles de Guardía et Claude Nataf, M. Andréani est dans l'incapacité de réunir cette somme : tous ses comptes bancaires sont actuellement bloqués et les douanes ont saisi à son domicile 588 k#ogrammes d'or d'une valeur de 40 millions de francs. Pour les défenseurs cette saisie

sentation qui aurait pu être jugée suffisante par les magistrats de la chambre d'accusation. Es font valoir aussi que le retrait d'agrément de jeux du Grand Cercle décide jeudi 25 mars par le mi-nistre de l'intérieur, immédiatement suivi de le fermeture de l'établissement (le Monde du 27 mars), va priver leur client d'une grande partie de ses ressources et entraîner la mise au chômage de cent solxante-dix

constitue une garantle de repré-

Dans ces conditions M. Jean-Baptiste Andréani était toujours détenu samedi 28 mars.

Une expérience unique pour votre enfant: Passer des vacances inoubliables et profiter en même temps de nos cours de langue dans notre Ecole Américaine en Suisse ou en Angleterre...

Nous yous proposons

- Quatre semaines dans le ravissant village tessinois de Monlagnola, près de Lugano. Ce séjour s'adresse aux jeunes gens et jeunes filles de 13 à 18 ans. Cours intensifs d'anglais, de français, d'italien ou d'allemand. Possibilité de participer en juillet ou

- Quatre semaines au Château des Enfants, à Montagnola. Ce séjour joint à des cours d'anglais ou de trançais s'adresse aux enfants de 6 à 12 ans. - Cours intensifs d'anglais de 4 semaines en

profitant de l'été en Angleterre. Ce séjour s'adresse aux jeunes gens et jeunes filles de 12 à 18 ans. Possibilité de participer en juillet ou en août.

Notre école tessinoise se trouve au-dessus de Lugano sur la Collina d'Oro... Point n'est besoin

Vous trouverez notre école anglaise dans le paysage verdoyant du Surrey, à seulement 25 km de Londres.

Nos cours intensifs offrent de grandes possibilités de perfectionner des connaissances linguistiques et procurent également de nombreuses occasions d'en acquent. Que de distractions et de joies inoubliable ... du sport, des pièces de théatre, des activités créatrices et des excursions riches de souvenirs dans le charme romantique du Tessin ou dans cette Angleterre qui reste encore mal connue de tant d'enfants.

La compagnie d'élèves venus de tous les pays et l'atmosphère détendue qui est le propre de l'Amérique ouvrent à votre enfant des possibilités de découvrir un

Nous voudrions bien sûr vous en dire davantage sur notre école. Ecrivez-nous dès aujourd'hui ou appelez-nous sans tardet_

The American School in Switzerland

Cours de vacances linguistiques Ext. 16, CH-6926 Montagnola/Lugano Tél.: 1941/91/54 64 71, Télex: 79317

erin der Transport poets

CIENCES

An dis concessions

The same of the sa

a adopté un avis la rende au projet de lei sur la mether

> Service of their and their PADIO DESCRIPTION

Transition of the second

THE PROPERTY OF CHARGE TOTAL CONTROL OF THE PARTY OF T

THE PERSON AND THE PE The state in the state of

The same statements THE STATE OF THE S ALPEN DE COMME S TO THE CONTRACTOR

MÉDECINE

CONFORMÉMENT A Tous les enfants du monde seront-ils vaccinés contre six maladies?

Bordeaux. — Vacciner tous les enfants du monde contre six maladies-cibles (tuberculose, diphtérie, tétanos, poliomyélite, coqueluche, rougeolel d'ici à 1990, tel est le but que l'Organisation mondiale de la santé a assigné à chacum de ses Etats membres. Un tel objectif est-il réalisable, ou devra-t-il rejoindre les visées planétaires et théoriques dont certaines insti-

L'immensité des problèmes sou-levés par les intentions formulées à l'O.M.S., qui ont trouvé une forme concrète dans les « programmes élargis de vaccination » que mettent en œuvre les pays du tiers-monde, tient avant tout à la veriété des obstacles à vaincre. A l'heure actuelle, seulement 10 % des enfants visés par les programmes élargis de vaccination sont affectivement protégés contre les six maladies-cibles : en l'état actuel des choses, seules d'infimes minorités urbaines, déjà moins frappées par la mainuirition et l'analphabétisme que les masses rurales, bénéficient des procédures d'immunisation:

海 🦮 🖦 .

The second of

الريخ المرتار والأثار

The second secon

the traces sells suit

Mais les dimensions numériques du problème ne sont pas seules en cause. Un certain nombre d'obstacles sont d'une nature purement juridique et administrative qui les rendent plus inacceptables encore que les premières, Ainsi, comme l'a soubané le professeur Pierre Vellas (Toulouse), les obstacles douaniers et administratifs demeurent, a l'heure actuelle, considérables. Selon des estimations fournies par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), le transport aérien proprement dit n'entre que pour 20 % dans le temps consacré à l'acheminement des produits importes pour 80 %, ce temps est absorbé par des formalités juridaques et administratives.

Pour les vaccins, ces contraintes entraînent des lourdeurs pratiques et financières considérables : leur fragilité impose en effet des méthodes de stockage réfrigeré et des procédures de contrôle de l'efficacité consécutives au transport, dont le coût est très élevé pour les pays importa-

Ce phénomène, a ajouté le professeur Vellas, est particulièrement notable en Amérique du Nord et en Europe de l'Est. Il est franchement dramatique en Afrique noire, où il s'aggrave actuellement, alors que les pays d'Asie du Sud-Est, conscients de cet inpulle fardean, tendent à alleger leurs exigences dans ce

tutions internationales se font parfois le véhicule? Tel était le thème d'une journée de réflexion organisée à l'Unité d'études et de recherches de médecius et hygiène tropicales de l'université de Bordeaux-II, par les responsables du département « santé et développement » que dirige le professeur Michel Le Bras.

que pour que la vaccination soit efficace, 80 % de la population

visée doivent être protégés, en évi-tant d'isoler des zones géographi-

ques localisées, foyers d'où les

stratégie idéale pose des pro-

blèmes de taille, elle n'est pas pour autant irréalisable. Ainsi, a

noté M. Philippe Stoeckel, direc-

teur de l'Association pour la

promotion de la médecine préven-

tive (Paris), les méthodes appli-

quées dans une partie du Séné-

gal, et qui le seront dans deux

zones du Mali et de Hante-Volta,

montrent-elles qu'une concentra-

tion de l'administration des vac-

cins en deux prises, une organi-

sation d'équipes mobiles reliées à

des centres fixes de conservation

des stocks, une sensibilisation des

intéressés et une utilisation de

élément porteur d'une politique

globale de développement sani-

taire donnent des résultats extrê-

mement positifs. Elles permet-

tent en effet de cesser de

privilégier les populations urbai-

nes et suburbaines. Il ne s'agit

pas d'introduire par le biais des

vaccinations, a conclu M. Stoe-

ckel dans des sociétés brutale-

ment confrontées au changement

a un facteur nouveau et supplé-

mentaire de fragilité ». C'est à

cet ensemble d'exigences que dol-

vent répondre les strategies

nationales. Et que doivent plei-

nement prendre en compte les

• M. Léopold Sédar Senghor,

ancien président de la République

du Sénégal, a reçu le vendredi

26 mars, des mains du profes-

seur Jean Tavernier, président de

l'université de Bordeaux-II, les

insignes de docteur honoris causa

de l'université de Bordeaux-II au

cours d'une cérémonie à laquelle

ont participé M. Jack Ralite,

ministre de la santé Alain

Savary, ministre de l'éducation

nationale, Mme Catherine Lalu-

tion, et M. Jacques Chaban-Del-

mas, maire de Bordeaux.

mière, ministre de la consomma-

CLAIRE BRISSET.

interventions extérieures.

stratégie vaccinale comme

L'expérience montre que si cette

maladies pourraient resurgit.

De notre envoyée spéciale Averties du côté absurde et évitable de ce problème, les Nations unles ont constitué sur ce point un comité ad hoc, dont font partie notamment le GATT (1) et l'O.A.C.I. De façon inexplicable, l'O.M.S. n'en est pas

Pourtant, l'O.M.S. a mené un certain nombre d'investigations qui lui permettent d'évaluer le sous-équipement des pays du tiersmonde en matière de protection vaccinale. Ainsi: a noté Mme Colette Filastre (Centre international de l'enfance), l'Organisation estime que seniement 30 % des pays africains utilisent des vaccins conformes aux normes édictées à Genève. Dans un certain nombre de cas, l'adoption de ces normes se heurte encore aux exigences de la souversineté nationale, a remarqué le professeur Alain Chippaux (Laboratoire national de la santé).

Obstacles financiers

Les obstacles purement financlers posent aussi des difficultés qu'il est impossible, dans la majorité des pays du tiers-monde, de résondre par les procédures classiques : ainsi a-t-on évalué en Gambie le coût individuel de l'immunisation contre les six ma-. ladies-cibles à 100 F français, une charge insupportable pour les budgets sanitaires dans le tiers-

D'où la nécessité d'aplanir au

maximum les contraintes techniques. Le vaccin «idéal», a noté le professeur Chippaux, devrait répondre à un certain nombre de conditions : être non seulement bon marché, mais facile à préparer en grandes quantités, stable, efficace à plus de 95 % auprès de la population immunisée, et provoquer peu de réactions secondaires. Il doit anssi n'imposer qu'un minimum d'interventions aux personnels de santé et n'exiger que des procédures simples d'administration. On estime enfin

DÉFENSE

Combats de rue à Berlin...

Quand la garnison française s'entraîne en secteur britannique

Berlin - Ouest. — Fighting City a: un village fantôme, à Ruhleben, non loin du stade olympique, dans le secteur britannique de Berlin-Ouest, où les troupes de la garnison française viennent s'entraîner aux combats de rue. Dans cet ensemble, reconstitué, de cottages à l'anglo-eaxonne et de maisons cubiques à la française, traversé par une voie ferrée factice, des chars AMX-13, du 11° régiment de chasblindés (VAB), du 46° régiment d'infanterie. apprennent à s'affronter dans des opérations en zone urbaine qui ne s'improvisent pas. Dans le cimetière qui jourte l'église, sur l'une des tombes, comme par dérision, le nom de Himmler est gravé. Sur la façade d'une maison défendue par des barbelés et des sacs de sable, une affiche : Terrorristen », est placardée, avec des photographies

de la bande à Baader. c Nous sommes responsables. explique le général de division Jean-Pierre Liron, chef du gouvernement militaire et commandant le secteur français de Berlin-Ouest, de la sécurité et de l'ordre public. » Aux côtés des 6 800 hommes des troupes américaines et des 3 600 des forces britanniques, la garnison française de Berlin-Ouest aligne ses 2600 hommes autour d'une cinquantaine de chars AMX-30 et AMX-13, depuis que Paris a cosigné à la fin de la seconde guerre mondiale, les accords quadripartites sur les zones d'occupation en Allemagne et sur l'administration du Grand-Berlin. En face, si l'on en croit le lieutenant-colonel Chessel, chef du 2º bureau local, les Soviétiques ont installé à Berlin-Est une brigade d'infanterie de 5000 hommes avec (en contradiction avec les textes officiels) 204 chars. pour la phipart des T-62 et des

T-55. La République démocratique allemande y a délégué 5 régiments de grande-frontière (7000 à 8000 hommes), un régiment de la sécurité d'Etat (avec 7000 bomme et 250 blindés), et un régiment de la garde, pour les

«Le mur, ça les motive» De part et d'autre, on se préoccupe d'un mur, le célèbre et sinistre mur de Berlin qui ceint les trois secteurs occidentaux sur

une longueur totale de 164 kilo-

Tout y est. D'abord, une simple barrière; ensuite, une clôture électrique de signalisation; puis, pièges qui déclenchent des systèmes d'alerte. Une route puisde chevaux de frise et d'un fossé. Le tout sur une centaine de M. François-Victor Coicombet mètres de profondeur. Enfin, le ments préfabriqués, surmonté de tuyaux et n'offrant aucune prise aux mains du haut de ses 4.50 mètres.

Depuis sa construction à la hate, le 13 août 1981, le mur a fait soixante - douze victimes, toits », confie un officier supépersonnes tuées par les garde- rieur de l'état-major) est encore

De notre envoyé spécial frontière est-allemands. Cliq mille deux cent douze fugitifs (dont cinq cent quarante-deux soldats) sont parvenus à le franchir. Aujourd'hui, on compte une tentative d'évasion par

commande le 11° régiment chasseurs, en parlant de ses appelés du contingent, ca les motive, croyez-moi! ». Durant leur année de service militaire, les recrues, dont la moitié sont volontaires pour servir à Berlin - Ouest, sont maintenues en alerte à deux heures de préavis. Le reste du temps, elles patrouillent le long du mur mitoyen devant Berlin-Est, on le long du mur mitoyen avec la République démocratique allemande. Par tous les temps, y compris, comme l'hiver dernier, par des nuits à - 20°, leur fusil FAMAS au point, mais le char-geur dans la cartouchière sous plastique, pour éviter l'incident incontrôlé. Aucun garde-frontière est-allemand, à ce jour, n'a ouvert le feu sur une patronille

francaise. Quand elle n'est pas de permanence ou de faction, la recrue du contingent va à l'exercice. Et, parmi ces manœuvres, elle apprend le combat de rue à a Fighting City », ce camp d'instruction de 5 hectares mis gracieusement à la disposition des Français par les Britanniques, ou, plus rarement, dans les avenues mêmes de l'ancienne capitale du Reich, devant les Berlinois, qui voient les chars AMX-30 se mouvoir jusqu'à trois jours durant. Au centre d'entrainementcommando du quartier Napoléon, on s'entraîne aux combats dans le métropolitain ou dans les égouts de Berlin. « Notre terrain libre, c'est Berlin », dit encore le lieutenant - colonel Clouet des Pesruches.

a Fighting City > est un instrument pédagogique pour valoriser les savoir-faire techniques et tactiques d'une troupe. « Le combat de rue, explique le chef de bataillon Busch, exige une discipline collective et un esprit de corps pour surmonter des obstacles capables de freiner ou d'arrêter une progression. a Pour parvenir à ses fins dans ce dédale de rues et de maisons en dur, on doit y engager beaucoup dhommes et on y consomme

beaucoup de munitions. L'armée française s'est avancée sur la pointe des pieds dans un terre-plein semé de miradors, cette instruction aux combats de d'abris en béton, de parcours à rue. Ici ou là, en France, elle COMMISSION PERMANENTE DE chiens, de projecteurs et de s'est déjà livrée à quelques démonstrations dans les zones pavillonnaires, le centre urbain, ou samment éclairée la nuit bordée les ensembles HLM. de villes moyennes, lorsque les édiles ont donné leur accord pour simuler des évacuations de civils, liées à des attaques chimiques et nucléaires, ou la construction, puis d'automobiles.

la destruction de barricades composées d'épaves renversées Si la discrétion (« On le fait, mais on ne le crie pas sur les

nemental. La suppression des juridictions militaires est, en effet,

Si les juridictions miliété dissoutes, les ressortissants français auraient été soumis à la justice des paus où ils résident, alors que, par exemple en République tédéconventions de 1951 et de 1959, les militaires français et leurs familles bénéficient d'un privilège — qui n'est tales — de relever de la juridiction française locale. La même dérogation sera appliquée aux militaires français (y compris la Légion étrangère) stationnés en

Incidents au T.P.F.A. de

SCIENCES

Le Conseil économique et social a adopté un avis favorable au projet de loi sur la recherche

adopté, mercredi 24 mars, un avis favorable au projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche et du développement technologique (1), dont M. Georges Beauchamp était le rapporteur. Cet avis propose cependant de nombreuses modifications du texte du projet de loi, auxquelles le ministère de la recherche et de la technologie est, dans l'ensemble, favorable, Beaucoup n'ont d'autre raison que de préciser des formulations qui pourraient donner lieu à des divergences d'interprétation ou simplement de meux faire apparaître ce projet gouvernemental. Sur quelauquel il a donné lieu - ont une

ce qui était implicite dans le ques points, les modifications proposées par l'avis — et les débats portée plus politique. C'est le cas pour les articles qui concernent les comités consultatifs régionaux de la recherche et du développement technologique ou ceux qui définissent la mission et le fonctionnement des organismes de recherche.

Sur le premier point, le Conseil économique et social s'est préoccupé de l'articulation du comité « recherche » avec le comité économique et social régional. La malorité du conseil souhaite que le premier ait un rôle essentiellement technique et que le dislogue avec les acteurs socioéconomiques s'établisse au sein du second. Cette majorité a donc rejeté des amendements d'origine syndicale, qui prévoyaient expli-citement la répartition des partenaires sociaux au sein des comités de recherche - point sur lequel le projet de loi est muet puisqu'il renvoie à un décret à prendre en Consell d'Etat su ria composition

de ces comités. Sur les organismes de recherche, le Conseil souhaite que le projet de loi soit plus détaillé et distingue mieux le rôle des consella d'administration et des conseils scientifiques. Pour ce qui est de la représentation des personnels dans ces instances, le Conseil a adopté, après un débat animé, une

(1) Le Monde du 11 mars a donné les grandes lignes de ce texte,

M. COLCOMBET PRÉSIDERA LA LUTTE CONTRE LA TOXICO-

vient d'être nommé par le premier mur hui-même, constitué d'éléministre président de la commission permanente de lutte contre la toxicomanie.

pierre-sur-Besbre (Allier), M. Francols-Victor Colcombet est diplômé de sciences criminelles et de droit privé. Entre dans la magistrature en 1963, Il est successivement substitut à Villefranche-sur-Saone, à Bourg-en-Bresse, à Lyon de 1970 à 1974, puis à Paris. Conseiller référendaire à la Cour de cassation depuis la 22 décembre 1977. M. Colcombet ast memde 1972 à 1973 le Syndicat de la magistrature Actuellement substitut

DN6 le 1er septembre 1937, à Dombre du comité directeur de la Ligue des droits de l'homme. Il a présidé

UNE LETTRE DE M. CHARLES HERNU

M. Charles Hernu, ministre de la défense, nous écrit : Un articie de Philippe Boucher, paru dans le Monde du 25 mars. s'étonne de sanctions qui suraient général, il a été chargé, le 14 octo-bre 1981, par le ministre de la frappé « d'incontestables nalis » solidarité, des problèmes de toxico- demandant que le service natiofrappe « d'incontestables naifs » nal soft ramené à six mois.

- Mmes Monique Piollet.

Nicole Tournierlasserve.

Marie-Claire Badonaille.

ont la douleur de faire part du

Jacques PIOLLET,

ingénieur E.C.P. et E.S.E.

rappelé à Disu le 24 mars 1982, à

La cérémonia religieuse aura lieu

le lundi 29 mars, à 16 h. 30, en l'église

de Montanceix-Montrem (Dordogna),

suivie de l'inhumation dans le cavesu

familial de Périgueux - Saint-

Une messe du souvenir sura célé-

brés dans un délai d'un mois à la paroisse Saint-Léon (Paris-150).

l'age de soirante-dix-sept ans.

Bernadette Dumgzert.

Christiane Mayer,

Jacqueline Prost.

Et leurs épous

deces de leur pere,

Je crains que l'information de votre collaborateur n'ait pas été tout à fait complète. En effet, ce n'est pas le fait pour un citoyen de réclamer une telle mesure qui a été sanctionné, mais des infractions au réglement de discipline générale, que leurs auteurs ne pouvaient pas ne pas connaître.

C'est ainsi que ceux qui ont participé en civil à la conférence de presse évoquée par M. Boucher n'ont pas été sanctionnés Par contre, ceux qui se trouvaient en uniforme l'ont été. Les sanctions qui ont été prononcées ont d'allieurs été des sanctions légères d'arrêt et non d'arrêts de rigueur.

Quelques rares sanctions plus importantes ont été prises vis-àvis des militaires avant incité leurs camarades à signer des pétitions collectives que le règlement interdit à juste titre.

Cet article met également en cause la défense qui aurait tardé à prêter son concours pour le ramassage du mais dans un département de l'Ouest touché par des pluies exceptionnelles. En feit, le département (la Loire-Atlantique) ayant fait le premier une demande, le 16 octobre, a recu des moyens militaires dès le lendemain. Des permissions exceptionnelles ont été accordées dès le 20 pour les pays de la Loire. Le problème, ayant pris une ampieur multirégionale, a été traité au niveau interministériel et des moyens ont été mis en place dès le 29 octobre et au fur et à mesure des demandes totalisant neur cents hommes et cinquante-trois camions-treuils

Bien entendu, j'ai tenu à ce que l'effort des militaires reste dans les limites de la solidarité nationale et ne se transforme pas

de mise, c'est parce que l'armée redoute les fausses interprétations ou les procès d'Intention : l'accusation de se préparer à réprimer une émeute interne, un soulèvement insurrectionnel ou un

désordre public. réalité, l'armée française pourrait avoir à combattre en Europe, dans des régions à forte population, où les concentrations urbaines seraient autant d'embûches, de pièges qui sont évitables tion aux combats de rue. Si toute arrière-pensée ne peut être totalement exclue, la défense de Stalingrad, en 1942, ou la libération de Paris, en 1944, montrent que de telles opérations ne sont pas de simples scénarios d'état-

A Berlin, dans cet univers étrange, anachronique, d'une ville coupée en deux et où le quart de la population se souvient parce qu'elle a plus de soixante-cinq ans, cette instruction aux combats de rue est plus facilement admise tolérée. Tandis que les fantassins apprennent à progresser de bonds en bonds, le maniement d'un char - a ce canon d'artillerie mobile », comme l'appelle le colonel Mouton, chei d'état-major de la garnison française de Berlin — s'enseigne en vraie grandeur sans soulever la réprobation ou les inquiétudes des habitants, à l'exception, peut-être, de quelques jeunes écologistes qui commencent à se plaindre de la pollution auprès des Britanniques. L'une des grandes entreprises de la ville, la société Borsig, spé-

cialisée dans la construction mécanique et la chaudronnerie nucléaire, va jusqu'à prêter ses usines aux forces françaises. Une autre accepte des manœuvres à l'intérieur de certains de ses bâtiments désaffectés, « Pourquoi ne pas imaginer que la régie Renault en fasse autant un jour ? ». laisse tomber, comme dans un rêve, le général Liron.

JACQUES ISNARD.

LES TRIBUNAUX MILITAIRES SUBSISTENT EN R.F.A.

En dépit du projet de loi suppriment les tribuneux permanents des forces armées. approuvé par le conseil des ministres du jeudi 25 mars (le Monde du 26 mars), les troupes stancaises en République fédérale d'Allemagne et la garnison française de Berlin, soit à peu près 90 000 personnes, continueront de relever du tribunal oux armées de Landau et des tribungur prévotaux outre-Rhin qui ne sont pas supprimes par le texte gouver-

limitée à celle des peridictions qui ont leur siège sur le territoire de la République française. taires à l'étranger avaient rale d'Allemagne, depuis les pas reconnu aux personnels des autres forces occiden-

Afrique et à Madagascar, soit de l'ordre de 20 000 personnes, non compris les familles. Un tribunal aux armées subsistera à Paris pour les juger. Toutefois, ces furidictions militaires qui subsistent, en République fédérale d'Allemagne et à Paris, seront constituées de magistrats civils. La direction de la police fudiciaire et le pouvoir d'appréciation de l'opportunité des poursuites, actuel lement dévolus à l'autorté

militaire, seront attribués à

un magistrat, le commissaire

du gouvernement.

Rennes. - Vingt-quatre heures après l'adoption par le conseil des ministres du projet de suppression des Tribunaux permanents des forces armées, des incidents ont en lieu vendredi matin 26 mars, à Rennes. Quelques heures avant l'audience du TPFA. la porte principale du palais de justice a été murée avec des briques et du platre, par des antimilitaristes. Cette action se vonlait un témoignage de solidarité à l'égard de M. Didjer Herve vingt-deux ans. éducateur, de Quimper, fils de militaire condamné vendredi à quinze mois en une injustifiable corvée au de prison pour refus d'obéissance

(1) GATT : Accord général sur les tartis dousniers et le commerce.

C'est à l'unanimité des cent formule qui prévoit, au sein des soixante deux votants que le conseils d'administration, « des Conseil économique et social a représentante du personnel élus excessif pouvoir syndical. etait implicite dans le

sur listes présentées par les organisations syndicales représentatives » mais qui ne pose pas cette condition de listes pour la représentation des personnels aux consells scientifiques. Reste savoir si le gouvernement et Parlement suivront le Conseil economique et social sur cette question des scrutins de liste, à laquelle les syndicats attachent la plus grande importance mais qui fait craindre à d'autre un MAURICE ARYONNY.

- Marie Annick et Bernard VALLUIS, Alexandre et Nicolas ont la joie d'annoncer la nalesance de Martin. Paris, le 22 mars 1962. 204, rue de Vaugirard, . 75015 Paris.

- Le président, Le conseil d'administration, Le médecin-chef. Et tous les collaborateurs du Centire médical des autreprises travallant à l'extérieur. ont le regret de faire part du déces docteur Robert CHASTANG.

· médecin-colonal des troupes de missine (C.B.), chevalier de la Légion d'honneus. survenu le 24 mars 1962. Le service religieux sers célébré le lund i 29 mars, à 10 h. 30, en la chapelle du Val-de-Grace (277 bis, rue Baint-Jacques, Paris-5°).

MADAME DESACHY Mariogos réussis depuis 40 ans 4, piece de l'Opéra, 75002 PARIS Tál.: 742.00.38

- Mme Dianaghian Grégoire. M. Henri Plaindoux et Mme. née Djaneghian, et leurs anfants. Parents et allies, ont la douleur de faire part du décès de M. DJANAGHIAN Grégoire, survenu en son domicile, et dans sa quatre-vingt-unième année, le Les obséques ont en lieu. L'église d'Argelés - Gazost (65).

jeudi 25 mars. — Le conseil d'administration de Is Fondation Auguste-Recoffler, Le comité consultatif. Le conservateur du Musée de l'art culinaire. ont la tristesse de faire part du décès de M. Joseph DONON.

president fondateur. croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite. survenu à Middletown (02840) Rhode-Island (U.S.A.), le 19 mars 1982, Les obsèques auront lieu à Cormeilles en Parizis (Val-d'Oise), le mardi 30 mars, à 15 h. 30, en l'église Fondation Auguste-Escoffier,

06270 Villeneuve-Loubet. Nos abornés, bénéliciant d'une teduction sur les insertions du « Carnet da Monde . sous priés de joindre à leur envoi de texte une det dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Cet avis tient lieu de faire-part, Remerciements - La docteur Outsekhovsky et Mme Lavie remercient de tout cour les personnes qui, à la suite du

Mme Georges OUTZEKHOVSKY, nee Martine Lavie, leur ont manifesté ieur sympathie et se sont associées à leur danil. Anniversaire

- Le 31 mars 1981, zi brutalement Henri TAOUREL nous a quittés. Que ceux qui l'ont aimé joignent aniourd'hui leurs pensees sux notres.

- Création de trois grands services « horizontaux »
- M. Pierre Mayet, directeur de la sécurité routière

25 mars a approuvé une réorganisation du ministère des transports, présentée par M. Charles Fiterman. Celle-ci prévoit un renforcement de la structure du département par la création d'organes « horilarges (direction des affaires économiques, financières et administratives, service affaires internationales, service des études, de la recherche et de la technologie), et un accroissement des compétences des services du boulevard Saint-Germain en matière de sécurité routière.

Le ministère des transports n'est devenu que récemment un ministère à part entière. Les diverses tutelles qu'il a longtemps subles ont avant tout cherche à en faire un outil technique (par exemple en le dotant de directions sectorielles : transports terrestres, aviation civile, routes...), les préoccupations « politiques » (finances, statistiques...) incombant à des centres de décision extérieurs. Bref, il lui manquait les moyens d'affirmer une autonomie propre à tout véritable mmistère.

C'est la raison pour laquelle M. Charles Fiterman a présenté au conseil des ministres, du 25 mars, une restructuration des organes dirigeants de son département qui se traduit par la créstion de trois grands services :

- Une direction des affaires économiques, linancières et admimistratives, qui sera confiée à M. Noël Guibert, commissaire contrôleur en chef des assurances, à laquelle seront rattachés le service d'analyses économiques (qui devient service d'analyses

département des statistiques des transports. La compétence de la nouvelle direction s'appliquera à toutes les branches du ministère et, à la différence de l'ancienne direction des affaires adminisn'avait qu'un rôle de pure ges-tion — elle aura à connaître des grandes orientations de l'administration (arbitrages budgétaires,

élaboration de la planification...) - Un service des affaires internationales, responsabilité qui avait echu, au hasard du redecoupage ministériel du printemps dernier, à une direction du ministère de l'urbanisme et du loge-

— Un service des études. la recherche et de la technologie. qui devra avoir une vue globale de travaux d'études menés dans le secteur tant an ministère même que dans des organismes extérieurs (Institut de recherche des transports, etc.). Il existait usqu'ici un service de la recherche, mais il n'avait que des tâche de gestion

La seconde série de réformes

a pour but de renforcer la prééminence du ministère des transports en matière de sécurité routière. A cet effet, la direction des routes et de la sécurité routière éclate en une direction des routes (confiée à M. Michel Fève), qui aura en charge la construction, l'entretien et la gestion du patrimoine routier, et une direction de la sécurité et de la circulation routières (aux destinées de laquelle présidera M. Pierre Mayet) chargée de tout ce qui concerne l'utilisation des

En même temps, M. Mayet prend les fonctions de délégué interministériel à la sécurité routière, que M. Christian Gérondeau occupait depuis près de dix ans. Il donne donc à son admi-

économiques et du plan), et le nistration les moyens de coordon-département des statistiques des ner tous les travaux des divers ministères dans ce domaine. Ces décisions sont conformes aux conclusions du comité interminis-tériel du 19 décembre dernier qui vesti des pouvoirs de président délégation du premier Desormais, les responsables principaux de la sécurité routlère sont M. Fiterman au plan gouvernemental et M. Mayet au

> Demier voiet du remaniement la direction des transports intérieurs est supprimée. Coiffant la direction des routes, la direction des transports terrestres, le service d'analyses économiques et celui des statistiques des transports, elle n'avait pu, dit-on dans entourage du ministre, faire la preuve de son utilité, contrairement aux autres grandes directions techniques — aviation civile. marine marchande, aujourd'hui rattachée au ministère de la mer. Elle n'avait d'ailleurs plus de titulaire depuis la nomination de M. Jean Costet à la direction générale d'Aéroport de Paris.

plan administratif.

[Né le 15 février 1934 à Cunihat (Puy-de-Dome), M. Pierre Mryet 2 été nommé ingénieur adjoint des travaux publics en 1955. Affecté en 1957, au service maritime du pas de Calais. Il est nommé en 1964 à l'équipement du Puy-de-Dôme. De 1971 à 1974, Il est conseiller technique dans les cabinets des minis tres de l'équipement (MM. Albin Chalandon et Olivier Guichard). En 1974, il devient directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, puis, en 1981, directeur des personnels des ministères du logement et des transports.]

JAMES SARAZIN.

De l'humour pour les enfants

Florence Parry Heide et Edward Gorey , à l'Ecole des loisirs, Ber-

narc et le monstre, d'Helen

Oxenbury, Gallimard), des

grand-mères horribles dont on

ne peut se défaire qu'au prix de

magies radicales. (la Potion ma-

gique de Georges Bouillon, de

Roald Dahl, ill. Quentin Blake,

Dėja, Colin Hawkins invitait

les moins de dix ans à s'inter-

roger : votre grand-mère est-elle une sorcière ? (les Sorcières,

Albin Michel Jeunesse); Il leur

suggérait des tests, des indices

où se trahissent ces vieilles dames

pittoresques et, finalement, atten-

Gallimard, Folio junior).

ter depuis longtemps que les grandes personnes n'étalent ni infaillibles ni parfaites. Mais désormais c'est officiel Les petits lecteurs ont des albums et des livres de poche qui les aident à y voir clair dans les rapports humains et les prétendues hiérarchies entre génerations.

La littérature enfantine n'est plus ce qu'elle était. Les nourrissons de concoms, roses et doclles, les jolles mamans et les papas sécurisants ont jeté le masque. C'est vrai : il 5 a des bonnes femmes collantes qui veulent à tout prix séduire les bébés (Fais-moi un sourire, de Diane Paterson, chez Gallimard), des parents aveugles et débordes qui vous abandonnent à vos problêmes (Théophile a rétréci, de

Le chariot

de Marie-Odile

de livres cour enfants : romans.

albums illustrés, bandes dessi-

nées. Une ou deux fois par

semaine. Il fait le tour comolet

du secleur pédiatrique de l'hô-

pital Necker - Enlants - Malades,

courageusement poussé par une

jeune bibliothécaire, Marie -

Odile Bosch. Elle passe une

dizaine de minutes guorès de

chaque malade, l'interroge sur

ses goûts, lui raconte le contenu

des livres qui peuvent l'inté-

Elle est à présent au chevet

de Valérie, sept ans. Elle récu-

père les livres qu'elle avait

laissés la semaine précédente

à la petite fille, elle en discute

avec elle. Valérie a bien aime

les aventures de Zeralda et du

géant. La bibliothècaire lui pro-

pose ensuite l'histoire d'un roi

qui était contre la guerre, ouis

l'histoire d'un crocodile. Vaié-

rie semble davantage intéressée

par le crocodile. Un peu plus

loin, un petit Noir, Sylvain,

réciame des bandes dessinées.

- J'essale de leur taire lire

de la poésie et aussi des livres

qui abordent certains problè-

mes d'actualité dont ils enten-

dent parler à la télévision »,

dit Marie-Odlle Bosch, Elle

prête mille livres par mois, cinq

à dix par enfant. Elle souhaite-

rait avoir devantage d'ouvrages

en langues étrangères : arabe.

portugais, espagnol, italien.

Elle fait le même travail à l'hô-

pital Cochin.

mais refuse Astērix.

TEST un chariot à trois

étages, pas plus volumi-

neux qu'un caddie, chargé

Bouillon, elle, est irrécupérable : contrariante, tyraunique et de maurais conseil, elle ne s'améliore pas, malgré les vertus des shampooings, détergents et produits vétérinaires dont il a composé — au petit bonheur la chance — sa potion. Elle grandit. grandit jusqu'à percer le toit. Une autre formule tout aussi hasardeuse la réduira à un point. puis au néant, et personne ne s'en plaindra. Mals le père Bouillon, d'abord ébloui par les perspectives commerciales de la potion, devra renoncer à sea projets d'élevage intensif : poules géantes et vaches inépulsables.

Haro sur la grand-mère La grand-mère de Georges

L'humour, qui a décidément investi les livres d'enfants, n'est pas toujours de ce noir. Deux livres récents, venus des Pars-Bas, se veulent des miroirs proposés à l'enfance : Les bonbons sont jaits pour être manges, de Guus Kuijer (Bordas, Aux quatre coins du temps), ou Chez nous dans la rue, de Anke de Vries (Nathan, Arc-en-poche/ deux), montrent les petits tels qu'ils sont, leurs propos entre eux et leurs interrogations. C'est très vivant et souvent très drôle. Le lecteur adulte y surprend les signes d'une évolution des rapports parents-enfants, la recherche d'une autonomie — pour les covains comme pour les couples, lies ou non par le mariage. A quel age est-on sensible à ce regard sur sol-même?

Chacun cherche à sa manière la libération des expressions

AU SALON **DU LIVRE**

Dimanche 28 Mars de 15 h à 17 h Michel BEURDELEY signera son ouvrage L'EXODE DES OBJETS D'ART sous la Révolution

Lundi 29 Mars de 15 h à 17 h Marie-Blanche D'ARNEVILLE

signera son ouvrage PARCS ET JARDINS SOUS L'EMPIRE

TALLANDIER

naturelles de l'enfance : deux albums d'un auteur suédois vont aussi dans ce sens : Abracadabra, et Dans une petite semaine, d'Eva Eriksson (Centurion Jeunesse, coll. & Victor et Rosalie »); Rosalie prend seule l'autobus ou blen elle téléphone à des inconnus pour se trouver un ami. A ses jeux, à sa fantaisie, les adultes répondent par la disponibilité et le sourire ; ce qui peut être d'ailleurs une nouvelle sorme de securisation.

Dans la ligne des démythifications plaisantes : le Monstre pollu, de Pef, sur un texte d'Henriette Bichonnier (Gallimard, Folio benjamin), mettra sinement tout le monde d'accord. Vous y verrez (poil au nez) comment la petite Lucile (poli aux cils) vient à bout de cet affreux (poil aux yeux), etc. Inutile d'insister, cela va de sol.

Mals pour en revenir aux grands-mires, si elles savent rire, offrez-leur donc un antre album de Pef : Moi, ma grand-mère... (La Farandole, Fen follet). Ça les rassurera peut-être.

SIMONE LAMBLIN.

Le Père Castor a cinquante ans

L'age de la retraite n'est pas renu pour le Père Castor. Loin de là. C'est comme s'll avait une seconde feunesse. Le petit dernier, ne en 1980. c Castor Poche > fait le bonheur de la jamille.

Belle histoire que celle de cette collection - qui fait honneur à l'enfant et à l'édition trancaise — et qui avait commence comme un conte: il était une sois un homme qui se consacrait à l'édition et au mouvement d'éducation nouvelle. En 1927, à Locarno, il rencontra un pédagogue tchéque qu'il considère comme « le génie de l'éducation en personne ». Frantisck Bakulé, et au cours d'une visite de l'Institut Bakule à Prague, trois ans plus tard, il rencontre la collaboratrice du pedagogue, Lida Durdikova. Il l'épousa et ils eurent beaucoup de petits Père Castor... Les deux premiers, des licres-jeux, étaient parus pour les étrennes 1932 (Je découpe, je fais mes masques),

1941 : 100° album ; 1952 1982 : 600... (370 titres sont actuellement disponibles). Plus de 30 millions d'exemplaires ont été vendus en langue française: certains titres (Panache, Michka, Perlette) ont depassé 500 000 exemplaires vendus. Depuis 1967, François Faucher, le fils de Paul et de Lida, a repris l'atelier du Père Castor, qui continue à fournir des lectures à tous, depuis les premiers balbutiements jusqu'à... l'âge où on n'aime lire.

S.O.S. MANUSCRITS 11, rue Boyer-Barret 75014 PARIS - 541-17-27 Rédaction, remanlement, correction de textes autobiogra-

phiques, documentaires ou

techniques.

URBANISME

DE NOUVELLES DISPOSITIONS DANS LA CAPITALE

- Augmentation du prix du stationnement payant. Gardes à cheval dans le
- bois de Boulogne.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, vendredi 26 mars, au cours d'une réumunicipal du 29 mars.

Stationnement payant. Mille huit cents places nouvelles vont être créées dans la capitale. Elles se répartissent ainsi : mille cinq cents dans le dix-septième arrondissement, deux cents dans le huitième et cent dans septième. D'autre part, les tarifs du stationnement payant seront augmentés avant la fin de l'année. Selon les quartiers, ils passeront de 3 à 3 francs de l'heure et de 3 à 4 francs. Le stationnement « résidentiel », sera aussi aug-menté de 10 à 12 francs. Enfin l'abonnement annuel des V.R.P. passe 500 à 550 francs.

● Sécurité dans le bois de Boulogne. — Un peloton de trentedeux gardes à cheval qui effectueront quotidiennement, jusqu'à une heure avancée de la soirée, des patrouilles va être installé dans le bois de Boulogne « ajin d'intensifier la surveillance », a annoncé M. Chirac. La Ville va construire des écuries sur un terrain de plus de 4 000 mètres car-rés situé route de l'hippodrome. Le projet prévolt un batiment principal comprenant trente-deux boxes ainsi que les locaux réser-vés aux gardes.

• Journaux lumineux. — Le Conseil de Paris sera appele lundi à autoriser la Ville à lancer un appel d'offres pour louer soixante appareils projetant des journaux lumineux. Une dizaine seront pla-ces dans le hall des mairies annexes, les autres se trouveront répartis sur la voie publique, après concertation avec les élus locaux et avis des commissions d'arrondissement concernés. Ce système d'information devrait permettre, seion M. Chirac, de donner des bulletins d'information générale sur les activités de la mairie el des informations spécifiques chaque arrondissement.

• Grève du personnel des services des saux. - Parlant de la grève en cours M. Chirac a déclaré : « Je dis non à la nouvelle demande de la C.G.T. exi-geant l'abaissement horaire du travail à 33 heures 16 par semaine et je n'ai pas l'intention de changer de position. Le rythme de l'environnement. — M. Jean37 heures 24 (accordé depuis le l'apprince 24) le paraît comme tout à fait raisonnable. » La question des tère de l'environnement, vient raisonnable. » La question des tère de l'environnement, vient rejets dans la Seine des eaux non d'être aussi désigné comme directraités à Achères reste donc entière. Elle relève, selon le maire, de « la seule responsabilité des syndicais ». - J. P.

Les perturbations pour les départs en vacances

Des pilotes d'Air Inter appellent à la grève lundi et mardi

Divers mouvements sociaux vont affecter, à partir de ce samedi 27 mars, et pour quelques jours l'activité des transports intérieurs et internationaux. La grève d'une partie des navigants d'Air France a commence ce jour, mais la compagnie nationale esperait pouvoir assurer, oucourrier, une bonne partie de ses vols moven-courriers (70 27 mars, et plus de 80 % le nion des presse les proposi-tions qu'il fera au conseil contre l'achat par la compagnie de douze Boeing-737, qui seront pilotés par deux navigants, sans officier mécanicien. cide, à leur tour, de se joindre au mouvement les 29 et 30 mars.

Les pilotes d'Air Inter ont de-Air Inter espère assurer, pendant ces deux jours les trois

ROUTIERS : LES SALARIES SE DÉMARQUENT DE LEURS PATRONS

L'un après l'autre, les syndicats de salariés du transport routier se démarquent de l'action décidée par les deux organisations patro-nales de la profession : la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routlers automobiles (UNOSTRA) pour le 29 mars.

Pour la Fédération des transports C.G.T., a cette grève n'est pas celle des travailleurs, elle est jaite contre eux », et ils « n'accepteront pas de perdre un centime au cas où ils se trouveraient dans l'impossibilité de travailler». M. Jean Brun, secrétaire général de la Fédération, déclare notamment : « Est-ce trop demander que d'avoir une négociation véritable arec les patrons et d'avan-cer concrètement dans la diminu-tion de la durée du travail?»

La Fédération gênérale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.-C.F.D.T.), qui a décide, de son côté, une semaine d'action du 30 mars au 5 avril, tient, elle aussi, à se distinguer du mouve-ment patronal. « Les patrons ont lancé cette journée d'action précisément pour ne rien lacher estime la C.F.D.T. Enfin, la Fédé-ration nationale des chauffeurs routiers poids lourds et assimilés (F.N.C.R.) déclare qu'elle est « étrangère à ce mouvement, car elle ne saurait prendre parti entre le gouvernement et les entreprises d'autant plus que celles-ci ne manquent pas de répercuter les charges nouvelles sur les sa-

 Au cabinet du ministre de teur de cabinet de M. Michel Crépeau, en remplacement de M. Lucien Kalfon, appele a d'au-

tres fonctions.

quarts de son trafic. Toutes ses destinations seront desservies. mais selon des fréquences ré-

duites. Les entrepreneurs de transport routier manifesteront, pour leur part, lundi dans toute la France. Malgré les consignes des orgasateurs, les automobilistes peuvent eraindre des hauchons et des harrages de routes, principalement dans l'Ouest et le Midi où les transporteurs ont pris des positions en flèche contre la politique générale du gouvernement à leur egard et la hausse du prix du gazole. Les organisations de salariés ont cependant refusé de s'associer à ce mouvement.

Renseignements: Air France, 320-15-55 ou auprès des services de réservation de la région (pour la région parisienne : Air Inter: 532-25-25, et, à partir du 29 mars à 6 heures: 675-13-13.

AIR FRANCE: LA DIRECTION RÉPLIQUE

Après la décision du Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (S.N.O.M.A.C.) et du syndicat national du per-sonnel navigant de l'aviation civile (S.N.P.N.A.C.) d'appeler les équipages techniques d'Air France à une grève, M. Gilbert Pérol, directeur général, a adressé un message à l'ensemble du personnel de l'entreprise.

Rappelant le dialogue engagé
avec le S.N.O.M.A.C., M. Pérol

assure : « Nous étions parvenus assure: « Nous étions parbenus à jeter les bases d'un accord qui définissait les principes de cette évolution de la jonction technique et affirmait la continuité » au terme de négociations engagées après la commande de Bœing-737, la direction garantissait aux mécaniciens navigant en activité — que l'entrèe en service des nouveaux avions ne touchait pas, au moins dans un premier temps, muisque ces derniers ne remolapuisque ces derniers ne rempla-çaient pas un autre modèle d'appareil qui aurait été piloté à trois — leur emploi et un déron-lement de carrière normal M. Pérol regrette la décision syndicale qui va frapper la compagnie a au moment ou elle doit faire face à une situation difficile et se battre contre une concurrence impitoyable ».

 PRECISION. — Après notre article du 24 mars sur la grève d'une partie du personnel naxigant technique d'Air France, M. Michel Dumaz, secrétaire général de la section Air France du syndicat national du person-nel navigant de l'aéronautique civile (S.N.P.N.A.C.), nous fait observer que son organisation ne regroupe pas 10% de pilotes d'Air France, ainsi que nous l'avons écrit, mais qu'elle a obtenu 23,2 co des voix aux élections des délégués du personnel, dans le collège a personnel navigant technique » le 24 juillet 1981 (255 voix sur 860 suffrages exprimés).

EDITIONS DELA REUNION DES MUSEES NATIONAUX 10, rue de l'Abbaye 75006 Paris **La Revue** du Louvre des Musées de France en vente au

Salon du Livre, stand G 13



CHEZ VOTRE LIBRAIRE ET PIERRE TÉQUI 82.RUE SONAPARTE - PARIS MI*

Edité par la S.A.R.L. le Monde Jacques Feuret, directeur de la publication,



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux ct publications : nº 57 437 I.S.S.N.: 0395-2037.



ing jun die felben

** 17.54**4989 - 88**

ititmest all

1.17-28-2-26 F- 496

THE PROPERTY OF

523m. 👪 🙀

pom restentation

in transcriptions. Houseways THE RESIDENCE SHOPE IN des relevent semination principles of alder & false of M erotes Padilion francesto saldes & Myleso, a cade service at use assert must believe Bellegener Breit terretries S

elanet a teleprocusen, solius transmitte - (1021, 45 bits. The Establishment 78015 P State State . Managord e servente de la Maditerrant and the representation into HANG DE PRINCIPE ST. L'SUNTEGES bene all in a leasticated in MANAGEMENT - FOREGOVIEWED OF

company of extrapt markets

rachid Doudiedra Frank from hyre adamining 28 Macs. apara do 15 h

विकास वृक्षा -LA REPRODATION ... LANGE BERTH toboticulation to the Land ME WELL COM CARRESTAND Fisting talling ? TES ROUT BREEFE DI LA MUSTALBLE SUTON DU LIANS STAND M 3

AL CH

Linn

第18年19年

PARKET PINE

-

111

THE STATE OF THE S

1. 1. 1. 1. 1.

is to The

1

les enfant.

Le Québec sous le regard de quatre romanciers

(Suite de la première page.)

Au terme du roman, à l'été 1945, Il s'est passé très peu de chose dans la lamille Plouffe. Cécile et Joséphine, inchangées. Renvoyé par ses patrons chrétiens pour crime de liberté de pensée, retraité sans retraite ou chômeur sans allocations, le père meurt paralyse Napoléon et-Ovide, qui n'ont pas quitté le Québec, ont épousé daux bonnes grossas auxquelles ils font des enfants. Le Québec continue.

Mais Guillaume a été recruté par te gouvernement d'Ottawa pour se battre contre les Allemands, C'est ia paroisse, en Europe et face aux

Le film et l'édition actuelle du roman sont sur-titrés : « Il était une fois des gens heureux : les Ploufie. . En somme, une famille Duraton du Québec. Des gens heu-reux.

If y a maldonne. Ce n'est pas dans le bonheur que nagent les Plouffe de 1948, mais dans la médiocrité, la frustration. l'humiliation et l'imbéclilité. Tout au plus sont-ils trop habitués, trop bien dressés à ce genre de bonheur pour avoir envie d'en sortir et de goûter un peu du malheur de la liberté.

i was dear

To Barrell

Et puis, le pourraient-lis? Les années 1940-1960 au Québec, c'est le temps de « la grande noirceur » : chômage, salaires de famine, privations, menace de la conscription. surveillance de tout le monde par tout le monde, délation et chantage. bigoterie et conformisme.

Heureux? Peut-être, comme des bêtes châtrées. Car même dits avec humour et gentillesse (le récit Roger Lemella ne grince pas). peur du corps, la hantise du « péché de chair ». l'impuissance devant les femmes, la peur devant les hommes. le refoulement de chaque instant. n'an restent pas moins ce qu'ils sont

Le politicien canadien français à le dit pas, et pour cause. Le Québec de 1948, c'est aussi l'autocensure. (1960), le Libraire, de Gérard Bessatta (1960) et Prochain éplande. d'Hubert Aguin (1965).

Mais ce cul n'est pas dit est signalé, en y ajoutant que le person-

il se lit d'une haleine et n'a pas

mais les craignent n'alment guere les Américains mais les apprécient, sont plutôt en sympathie avec les Allemands, même nazis, et ignorent la Franca, sinon pour la voir à travers les grognements de leurs prêtres, comme le pays du péché, que Dieu punira de son athéisme un jour prochain

Le Cercie des arènes, de Roges Fournier (2), est, au contraire, pisin de la Franco, d'une France découverte et, en bout de compte, paselonnément aimée par deux Québécois. le fils en le père,

Ce fils. Sépastien, est pratiquement orchelia. Du moias abandonné par son pere. Laurent, avant meme qu'il ne soit né; et élevé par une mère un peu lointaine, qui a refait sa vie. Son père, il l'a vu rapidement trois ans avant, alors qu'il venait de décider de partir pour Paris. Pour quol faire? Sébastion n'en sait trop rien. Pour être allieurs...

v est maintenant depuis deux connaissant la faim et la misère. A bout de forces, il se décide à faire télégraphier à son père pour en avoir un peu d'argent. Et c'est quelques lours après Laurent luimême qui arrive... Les deux hommes vont se retrou-

ver avec une passion romantique. Le père est maintenant un homme droite, le prêtre règne sur le Québec, de quarante-cinq ans, qui fait des dollars gros comme jul et n'a rien celui des Parisiens, mais qui est senti et randu avec une

: Nos deux cogs vivent donc dans la paix retrouvée, quand - une poule survient -. Elle a vingt-trois, vingt-

du papa-juga, devenu un ami.

On voit venir is coup, gros comme une montagne. Laurent et Sébastien se disputerent ce cœur à prendre. aven arrêts à Fontainableau (château), Vézelay (basilique), Beaune (hospices). Meursault (caves). Orange (théâtre romain). Avignon (pont) et

est bien touristique cette fois (j'oubliais les vignobles de Tain-l'Hermitage), bavarde et longuette. Mals la première sauve le livre. Et si Roger Fournier a péché pour avoir voulu en faire trop et pour manier un peu lourdement des symboles faciles le Québécois orphelin de la France et toute cette sorte de choses. - il lui sera beaucoup pardonné pour l'émotion réelle qui baigne son roman, et de vrales qualités d'écrivain.

Toute cette seconde moltié du livre

« Le Matou »

Du troisième roman québécois de ce mois, le Matou, d'Yves Beauchemin (3), on no peut dire que du contradictoire. Il est long, long, et maloré cela on le lit blen, au moins par étapes. Il est bayerd, bayard. et on l'écoute sans déplaisir. Il est confus. et pourtant on s'y retrouve-En deux lignes pour cinq quatre - vingt - trois pages, c'est l'histoire d'un jeune couple montréalais. Florent et Elise, poursuivis par la haine incompréhensible d'un vielliard passablement mystérieux qui sa falt appeler Ratabla-

bécois tourmenté par les démons-Roman policier? Picaresque? Fantastique? Un peu de tout cela sans que l'auteur, se décide pour la vinctaine de personnages du livre nous sont peu à peu famillers. Un venir de loin.

vasky et n'est peut-être qu'un Qué-

De même qu'à Roger Fournier. sera pardonné à Yves Beauchemin d'avoir voulu en faire trop. D'abord parce qu'il le fait sympathiquement. avec beaucoup d'entrain, sans trop se répéter : ensuite, parce que le tableau qu'il nous donne de Montréal et du Québec est vrai et minutieux.

Et enfin, parce qu'il est difficile de refermer la livre avant de connaître le châtiment réservé dans les demières pages à l'affreux Batabla-

Comment peut-on être

Familièrement au Québec, « la tête à Papineau », c'est celle d'un homme exceptionnellement intelligent et instruit, Mais les deux « têtes à Papineau .. du récit de Jacques Godbout (4), appartiennent au même corps, celui de Charles-François Papineau, dit « les têtes ». Siamois. phénomène de foire si l'on-veut mais aussi un brave enfant né comme beaucoup d'autres à Montréal

On voit sans être québécols I parti qu'un auteur peut tirer de cette situation tragi-comique. Deux têtes ce sont deux tacons de sentir le monde et d'y vivre : celle de Francols a, de naissance, un « côté gaulois » qui homplie celle de Charles. nord-américaine, dès sa venue au

A l'époque du roman, adjourd'hui, ce bicéphale que tout le monde

JACQUES CELLARD. (2) Le Cercle des arènes, de Roger Fournier, Albin Michel, 273 p., 55 F. (3) Le Matou, d'Yves Besuchemin,

Juliard, 583 p., 70 F. (4) Les Têtes à Papineau, de Jac-ues Godbout, roman, Le Seuil.

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23

Le Monde

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

273 F . 442 F 611 F 780 F TOUS PAYS BTRANGERS PAR VOIE NORMALE 483 F 862 F 1241 F 1620 F

ETRANGER (par messageries) BELGIOUE-LUXEMBOURG PATS-BAS

522 F 731 F IL - SUISSE, TUNISIE 667 F 949 F 1 239 F Par voic aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois voleta) vou-dront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse delle nitifs ou provisoires (deux.

avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envol à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de

AL-GAZALI - Le livre du licite et de l'Blicite 129 F D. GHMARET - Théorie de l'acte humain en théologie musulmane

J. LAINDWEHR

Les orchidées sauvages de France et d'Europe

Une mine d'informations précieuses pour les amis de la mature et les botanistes professionnels. 570 pages - format 31 × 23,5 258 planabes en couleurs Les 2 va sumes : 140 F.

SALONI DU LIVRE STAND G 10

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS 3, place de l'Odéan 75006 Palis - 653.18 18

ALAIN **JEMAIN**

un siècle de secrets

Un siècle d'opiniatreté, de secrets de fabrication, de rigueur dans la gestion... Avec toujours une pointe d'humour en plus! Une aventure hors du commun

CALMANN-LEVY STAND C23 où Alain Jemain signera

son livre le 27 Mars

Découvrez sur le stand de 1'IMPRIMERIE NATIONALE

La prestigieuse Collection:

françaises. Des chefs-d'œuvre de la littérature

Des illustrations originales Des éditions critiques de haute qualité

stand E8

Présence de la francophonie

Comme l'an dernier, le Québec est, au Salon, la mileux représentée des communautés francophones hors de France. Affaire de crédits certes, mais aussi de nombre oféditeurs : sans compter que les auteurs québécols sont aussi présents sur le stand de leur éditeur ou

coediteur français. La Belgique est très présente, d'une part avec le stand collectif des éditeurs belges de langue française : ouvrages scientifiques ou techniques l'emportent ici sur le livre d'art (souvent de petit format, et beau), et sur la littérature romanesque. Il est vial que Bruxelles ou Llège sont si près de Paris... Des éditeurs beiges ont également leur née (nous sommes au pays de Tintin et Milou) et le livre d'enfants ou d'art (très soignés, chez

Duculot). Les Suisses ont également leur stand collectif d'éditeurs : sur-

rachid

boudiedra

signera son livre

le vanaueur

de coupe

le dimanche 28 Mars

à partir de 15 h.

ainsi que:

LA RÉPUDIATION

 L'HISOLATION • TOPOGRAPHIE IDEALE POUR

HUE AGRESSION CARACTERISES

tout du très beau livre d'art en

demandés par la clientèle fran-

Le Maghreb et l'Afrique noire sont les grands défavorisés de cette représentation de la francophonie. Heureusement l'Agence de coopération culturelle et technique, dont l'une. missions assentialles est précisément d'aider à faire vivre et croître l'édition francophone, aurtout d'Afrique, a cédé une partie d'un stand aux Nouvelles Editions africaines, qui peuvent presenter ainsi quelques hons

A signalar, is stand de l'assoclation - information, culture et immigration = (ICEL, 43 bis. rue des Entrepreneurs, 75015. Paris. tél. : 575-62-32), consacré sux « écrivains de la Méditerranée ». avec un regroupement intéressant de romans et d'euvrages de base sur les: - immigrés méditerranéens », yougoslaves et lurca compris. et surtout maghtébins

québécois ?

an 1955, et que ses parents alment





BALZAC Remarquable édition critique des Œuvres complètes en 24 volumes illustrés.

DUMAS Ses grands romans historiques regroupés par siècle. 1" série parue " romans du XVI siècle. 2º serie en cours de parution : roman's du XVIII siècle.



illustrée par Raymond MORETTI.

SARTRE/BEAUVOIR Pour la première fois réunies en une scule edition, leurs Œuvres romanesques. 10 volumes tous

Aux Editions du Club de l'Homete Hemme, 32, rue Rousselet - 75007 Paris - Tél. 783.61.85 + Venillez me faire parvenir gratuitement et sans en gagement de ma part une documentation sur :

Notices de Gilbert SIGAUX.

D Les Œuvres complétes de Balzac

Le Thestre complet de Sacha Guitry ☐ L'Œuvre romanesque de Sartre/Beauvoir

☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVI° et XVII°).

Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, Luce Fieschi éditeur, 32, rue Rousselet, 75007 Paris: tel: 783,61.85

Le plus grand choix d'affiches polonaises

TOUT SUR LA POLOGNE

est présent au Salon du livre

STAND A19

123, bowleverd Scint-Germain, 75006 PARIS (fondée en 1833)

• L'ESCARGUT ENTÈTÉ

semaines ou plus) : nos sbonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins rédiger tous les noms proprés en capitales d'imprimerie.

Les monstres

Tourné en 1960 par Sidney Lumet, l'Homme à la peau de serpent (Fugitive Kind) est de ces films adaptés d'une pièce de Tennessee Williams qui ne font rien, à part un morceau de bravoure spectaculaire (l'opération à cœur ouvert dans Soudain, l'été demier, ici un incendie) pour briser l'immobilisme ou l'étirement des méandres psychologiques imposées par les dialogues. Lumet s'emploie surtout à cemer, par les contre-champ, les prestations de deux stars. Efficacité très éloignée des exercices de voltige sensuelle opérés par la caméra de Kazan dans Baby Doll.

Tennessee Williams avait écrit sa pièce, la Descente d'Orphée, pour Marion Brando et Anna Magnani. Mais Brando avait refusé de jouer la pièce à Broadway avec Magnani : boufferait toutes les scènes. » Au cinéma, par contre, les gros plans permettent à Brando de préserver son numéro et ne l'empêchent pas, quand if est hors champ, de scier les tirades de sa partenaire, en baissant son pantalon ou des choses comme ça... Au début du tournage, quand on demande à Magnani : « Que pensezvous de Brando ? », elle répond : comme si le partageais ma chambre avec un étrange animal qui s'apprête à se jeter sur moi. » Et Brando : « Cette femme volcanique est tout à fait mon. type quand il s'agit de l'avoir pour partenaire. » Mais, à la fin du tournage, Magnani déclare : « Je ne veux plus jamais retourner avec lui. Jamais. » Et Brando:

Les Maîtres du Temps de

René Laloux et Moebius pose

bien le problème du dessin animé

aujourd'hui, ses manquas et ses

faiblesses. Voilà le meilleur des-

sinateur français, et peut-être de

la planète, Moebius, inventif,

percutant, délirant, trahi par une

animation de bouts de ficelle,

pauvre, malhabile et, pire que

tout, figée. Adapté du roman de

Stefan Wul, l'Orphelin de Per-

fide, par René Laloux - qui déjà

en 1977 s'était inspiré de l'écri-

vain français pour *la Planète Sau*-

vage - les Maîtres du Temps hé-

site continuellement entre la B.D.

adulte et la B.D. pour en-

fants (1), pas assez féérique pour

séduire les premiers et faire réver

les seconds, trop simpliste pour

intriguer les seconds et convain-

dans un cadre rigide, sans folie,

avec des dessins dépouillés,

presque réduits à leur plus simple

On rage de voir Moebius limité

cre les premiers.

« Moi, oui, mais avec une pierre et un gourdin dans la main. 🛪

Sur l'écran, pourtant, les deux monstres sacrés doivent s'aimanter. Brando est un jeune délinquant qu n'a pas d'écailles sur la peau, comme le titre français à la J. Ecques Tourneur voudrait le faire crexire, mais porte simplement un blourson de lezard, aime sa guitare par-dessus tout et fuit les femmes. Un hasard de circonstance (voiture- en panne... l'amène justement, à devenir le commis d'une femmas de quarante cing ans, émigrée itallienne qui tient un bazar avec son vie ux mari grabataire et méchant, évidemment jaloux. Le jeune rebelle s'emploie à devenir un jeune homme comisse il faut, il troque son blouson confire un costume, et sa guitare contre uise femme.

Si Magnani rejoue magnifiquement son rôle d'Italienne au sang généreux et à la larme facile. Brando invente des choses rares, disdouble chaque geste et chaque paro le d'une arrièrepensée ; quand il prerad le poignet de la femme pour le carresser, on dirait qu'il veut le briser, et quand il l'embrasse, enfin, il donn a à voir la vénération du fils à sa mère. Mais le film. qui s'appelait au départ la Bataille des anges, finit mal :; les cœurs purs sont abattus par les envieux, les racistes, les conformistes. A moins de se reconnaître soi-ranême un bien mauvais fonds, il est toujours décourageant d'en arriver à de telles conclusions. A sa première sortie, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, le film connut un échiec retentissant. Tennessee Williams décida de se lancer dans une psychanalyse.

HERVÉ GUIBERT. * Voir les grandes ruprises.

beaux moments daus le film.

comme cet hôpital die l'espace,

mais on retrouve si ptru de l'ins-

piration de ce roi du fignolage, si

peu de ses scénarios clébridés et

loufoques, de ses parsonnages.

de ses décors fantastiques et

grandioses. Où sont les halluci-

nants Major Fatal, Arzach et au-

l'audace doit être réservée au

créateur solitaire et définitive-

ment mise à l'écart du cinéma

(i) La bande dessinée du film

est parue aux Humannides Asso-

* Voir les nouveaux films.

ALAIN WAIS.

tre Incal ?

d'animation?

Les Maîtres du Temps

de René Laloux et Moebius

MUSIQUE

A LA MONNAIE DE BRUXELLES

Sylvia Sass dans « Alceste »

M. Gerard Mortier, pour sa première année de direction à l'Opéra national de Bruxelles (Théâtre royal de la Monnaie), n'a pas choisi la voie facile.Don Carlos, Wozzeck, Luisa Müller, et maintenant Alceste, sont des ouvrages austères qui ne visent pas le public traditionnel et donnent une image artistique exigeante, mais qui pourrait être fructueuse à l'avenir. L'excellente réponse des Bruxellois devrait permettre une restauration du prestige de la Monnaie, à condition oue celle-ci (aui dispose actuellement de crédits inférieurs à ceux de l'Opéra flamand et de l'Opéra de Wallonie) soit à l'avenir soutenue par des subventions plus importantes de l'État : la violente crise économique qui traverse la Belgique rend sur ce point les responsables assez pessi-

La reprise d'Alceste marqueraitelle un regain d'intérêt pour Gluk, qui a été curieusement laisse de côté ces demières années ? Ce n'est pas impossible, car le répertoire actuel a besoin de se renouveler. A condition de ne pas craindre une forme de spectacle classique assez compassée, telle cette Alceste dont les Viennois disalent malicieusement, lors de la création de la première version en 1767 : « Comme c'est édifiant d'être privé d'un spectacle pendant neuf jours (la temps des répétitions) pour assister, le dixième, à une messe d'enterrement ! »

L'œuvre est en effet suspendue uniquement à la décision de l'héroine qui, pour sauver Admète, son époux, se livre à la mort, avant d'être ressuscitée par l'intervention d'Hercule. Ce ne sont donc que chœurs funèbres, proclamations de l'oracle et du grand prêtre, splendides airs pleins d'energie et de détresse d'Alceste (tel le célèbre « Divinités du Styx ». lamentations d'Admète, où seule l'antrée piaffante d'Hercule, le bon sauvage, viendra mettre quelque

On ne saurait dire que l'action, longuement délayée et fort prévue, soit captivante, ni que les caractères soient d'une originalité saisissante, mais la noblesse, la grandeur, l'accent de cette musique, le tragique réel de ce débat intérieur sur la vie et la mort, atteignent, par-delà le décorum antique et les draperies funèbres, une force pathétique proprement musicale qui n'est pas indigne de certaines pages de Sibelius, voire du Chant de la terre de Mahier. Des draperies funèbres pour cette r messe d'enterrement », le metteur en scène et décorateur allemand Ekkehard Grüber en a mis partout sur cette scène obscure que domine l'aile sombre de l'Ange de la mort. Les chœurs, fantômes au visage de platre encapuchonné de noir, sont juchés sur des échelles abruptes encadrant une haute porte étroite, seul point de passage vers la vie, sous une verrière à moitié brisée. En fait d'images colorées, il n'y a guère que des danseurs, couverts de rubans comme de flots de sang, qui viennent

tive, ce drame fort classique. La mise en scène, assez impressionnante, est cependant lourde et brouillonne, parfois incompréhensible : ainsi, contrairement à Gluck. elle fait mourir à la fin, une seconde fois, Admète, dont sa femme semble maintenant totalement se désinté-

animer, parfois de façon intempes-

Mais l'intensité scénique se concentre sur l'adorable Alceste

(Sylvia Sass), sculpturale dans ses longs voiles de deuil, sous ses cheveux dénoués, aux belles attitudes tragiques lentement modulées par la musique, agenouillée, terrassée par la douleur, et dont la voix jaillit avec une grandeur extrême : une voix inégale sans doute, faible dans le grave. parfois comme emprisonnée dans la gorge, mais qui s'arrache du cœur pour exploser en grandes envolées poignantes, où resplendissent les couleurs d'un timbre exceptionnel. On ne comprend malheurausement

pas un mot de ce qu'elle chante. Un excellent Admète l'accompagne. Eberhard Büchner, belle voix de ténor mozartien, et un Hercule pirtoresque, trompettant (Jonathan Summers), armé d'une massue et couvert de la peau du lion de Némée, dont il fait tourner négligemment la queue en chantant. A part un grand prêtre désastreux. le reste de la distribution est honorable et les chœurs de bonne

Le point faible réside dans l'orchestre, dirigé par un chef (Kenneth Montgomery) qui semble incapable d'obtenir des attaques propres et cohérentes avec les chœurs et de moduler les accents et les intensités de cette musique. L'auverture, très désarticulée, semblait annoncer une tentative pour imposer à Gluück le style baroque à la mode, mais tout le reste est d'une sagesse traditionnelle voisine de la médiocrité. Pour ressusciter cet art, c'est de Toscanini qu'il faudrait s'inspirer dans son inimitable enregistrement d'Orphée.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 28 et 31 mars et le 4 avril.

VARIÉTÉS

MORT DU CHANSONNIER GILLES Le chansonnier et compositeur Gilles, de son vrai nom Jean Villard est mort vendredi 26 mars dans un

hôpital de Vevey, en Suisse. Il était

âgé de quatre-vingt-sept ans. [Dans les années 30, Gilles, associé avec A.-M. Julien, rencontré autresois chez Copeau, forma un duo de chanteurs qui innova dans la chanson française en insufflant à celle-ci une nonvelle vigneur, un autre ton, en parlant de la réalité sociale, en se lançant dans des chansons-pamphlets (Dollar). Gilles et Julien chantèrent aussi des chansons de marin (la Marie-Jésus, les Trois Bate-

liers), avant de se séparer en 1939. Né à Montreux en 1895, Gilles, après la séparation d'avec Julien, s'associa d'une manière éphémère avec d'autres partenaires (Edith, puis Urfer), composa de nombreuses chansons dont les Trois Cloches (rendues populaires par Edith Piaf) et A l'enseigne de la fille sans corur, ouvrit, avenue de l'Opéra, un cabaret (chez Gilles) qui joua un cerrain rôle dans la chanson française au lendemain de la Libération. En 1959, se retira à Vevey, dans le pays de Vaud. En 1977, la firme Escargot avai publié un double album de ses princi-

EXPOSITIONS

Populaires ou révolutionnaires?

Si rous rous sentez l'âme frondeuse ce week-end, vous pouvez toniours faire un saut à la B.N., où l'austère maison accueille pour quelques jours encore les irrérérencieux slogans et les non moins irrévérencieuses affiches de mai 68. L'exposition se voudrait, nous dit-on - me revue sommaire de l'imagination graphique du soixante-luitard moven. avec tout ce qu'elle charrisit d'issolence, de rire et d'espoir ». Tout en se demandant à quoi potrait hien répotdre le « soixante-huitard moyen », les anciens combattants y trouveront de quoi se souvenir, et les jennes d'auiourd'bui la recette sans doute toniours valable du cocktail Molotov.

Banderoles, tracts, strichettes, journaux éphémères, revues, entourent les soixante-dix affiches (sélectionnées pour ne pas trop choquer) sorties prin-cipalement de l'atelier de l'ex-École des benux-arts, dit « atelier populaire ». Ce qui ne veut pas dire pour autant que les étudiants (et autres) - renousient avec l'art populaire, retrouvé en ses sources profondes -, comme on peut le lire dans la préface du catalogue. Voilà qui donne à penser que, pour connues qu'elles soient, les affiches de mai, douze aus après, mériteraient peut-être d'être à nouveau regardées et analysées avec un peu de recal, histoire de voir si oui ou non elles tiennent le coup en tant qu'affiches, révolutionnaires ou pas. avec leur transparence, elliptique, leur jeu d'image-texte testé collectivement avant tirage et distribution. Ce que l'exposition n'incite pas à faire. - G.B.

* B.N. Salle Mortreuil, rue de Richelieu, jusqu'au 31 mars.

Un manuscrit de Robespierre volé aux Archives de France

Une douzaine de textes autographes de Robespierre, de Saint-Just, du peintre David, de Cherubini et de Jussieu ont été volés aux Archives nationales, à Paris, vraisemblablement au cours du week-end dernier. ou lundi, jour de fermeture.

Parmi les documents, qui étaient provisoirement placés sous vitrines non cadenassées dans une des salles où les conservateurs des Archives préparent une exposition sur la Révolution française, seul un texte de Robespierre présente une très grande valeur historique : daté du 9 Thermidor, c'est, probablement, le dernier de sa main. Il semble improbable qu'il puisse être négocié.

u La Ville de Leipzig vient de décerner le prix Arthur-Nikisch au compositeur et chef d'orchestre Igor Markévitch. Rappelous qu'Arthur Nikisch fut pendant vingt-quatre aus à la tête du Gewandhaus de Leipzig où il succéda, en 1885, à Hans von Bülow. Ce prix institué à sa mémoire, et très rarement décerné, a été attribué notamment à Brune Walter, Otto Klemperer et Ergueni Mravinsky.

Cette distinction couronne la carrière de chef d'orchestre d'Igor Marké-vitch qui, après la publication du premier volume de ses Mémoires, vient de réaliser aux éditions Van de Velde une édition encyclopédique des neuf Symphonies de Beethoven (le Monde du 5 (évrier).

NOTES

Théâtre

« Vous avez dit oui ou bien vous avez dit non?» au Petit Odéon

Après six ans de vie à deux. Louis On reste perplexe à l'idée que, quitte Elise à laquelle il reproche de seul devant ses planches, Moen'être pas « féminine ». Elise (pantapius réussit sur le papier à donlozs de charpentier, croquesots de l'arner plus de vie à ses personmée, chionog sans couleur, gros mots) nages, à faire bouger un dessin se prépare le lendemain matin son preformidablement riche qui est mier café en poudre solitaire, quand dédesservi ici, pour ne pas dire ambarque un bean jeune Américain qui puté, par une équipe hongroise. cherche un médecin. Est-ce qu'une fois pour toutes

Ce jeune homme va mourir (une septicémie, on ne sait pas an juste). Quand il aura cessé de vivre, Elise quittera l'appartement.

Les meilleures minutes de cette pièce de Geneviève Serreau, Vous avez dit oni ou bien vous avez dit non ?, sout dues à Brett Heller, qui joue le jeune Américair avec gentillesse et fraîcheur.

MICHEL COURNOT. ★ Petit Odéon, 20 h 30.

Photo

Fernand Michaud chez Agathe Gaillard

Photographe du Festival d'Avignon, Fernand Michard propose chez Agathe Gaillard une série de portraits serrés et acérés sur le monde du théâtre (Georges Lavaudant, Daniel Mesgaich) et de la photographie (Jean-Claude Lemagny, qui a vu son portrait, lui aurait trouvé des airs de Rembrandt on de Tintoret...). Le pins bean portrait est celui de Pina Baasch, longues mains ossenses tenant une cigarette on pincant le décolleté d'une robe poire fendae sur un torse maiere, la tête renversée en arrière, les yeux qui partent loin, un condensé postique de ses spectacles.

Au sous-sol de la galerie, Fernand Michand expose les exemples d'une beauté plus conventionnelle : des pus de jeunes filles qui allient pureté et sen-sualité, - H. G.

* 3, rue du Pont-Louis-Philippe Paris 4. - Jusqu'an 17 avril.

LES FILMS AREANE presentent

pales chansons. - C. F.] MERCREDI



expression. Bien sûr, la plus simple expression de Moebius reste de grande facture et il y a de très ACTUELLEMENT un film de DIDIER HAUDEPIN

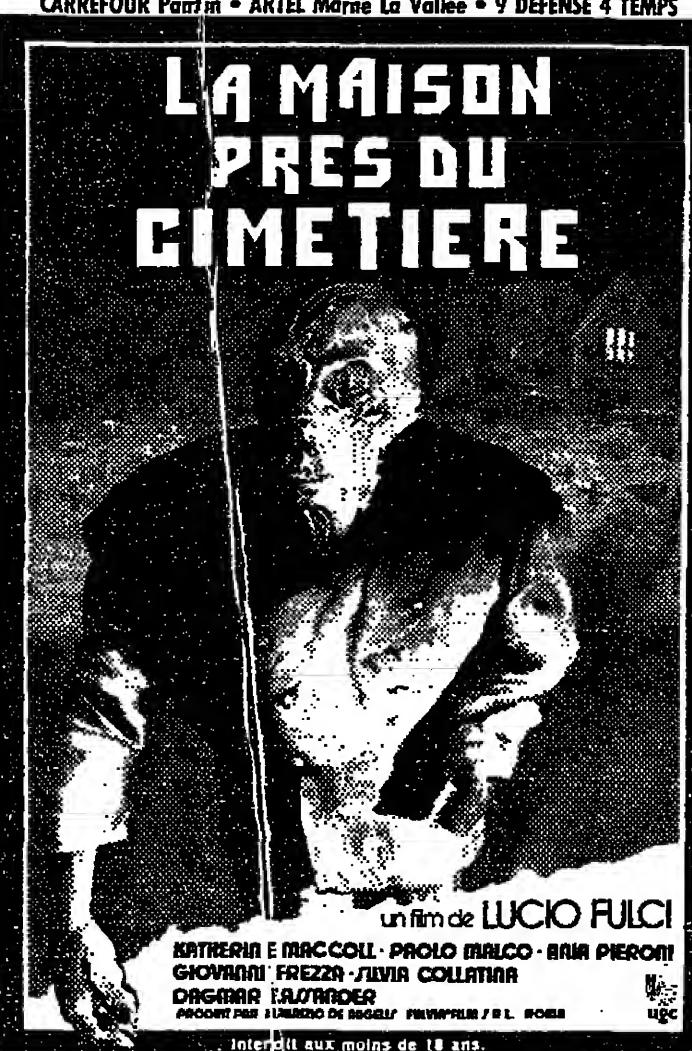
PATRICK DEWAERE





UGC MARBEUF vo - CAMEO - MAXEVILLE - LES MONTPARNOS - UGC ODEON vo MISTRAL - MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT MONTMARTRE 476C GARE DE LYON - 3 SECRETAN

CARREFOUR Partin - ARTEL Marne La Vallée - 9 DEFENSE 4 TEMPS



PARIS BURNEY

CHAQUE SEMAINE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

t differ

The terror of the second

-

A Company

The state of the s

* Art 141 12 24

7.7

- جيري س

_ - -

1 1 to 1 to 2

... #

F - - - 2 - 1

LOW IN THE PERSON

SERVE E F

الرابية فالمداعظ

海

5 A 5 -

海 第一人

gogs 4 miles

· 本族學者

₹ '7E' '-

MESTER ...

September 1 To a september 1

37.24 mg

fit:

~· *** ---

Service of the service of

L'HOMME EN PELUCHE, Lucernaire (544-57-34) (sam. 18 h 30). PHEDRE, Fondation Deutsch de la Mourthe (241-81-16) (sam. 21 h). LE PRINCE DE HOMBOURG, Odeon (325-70-32) (sant. 20 h 30.

dim. 15 h). EDUQUÉ A MORT, Confluences (387-67-38) (sam. et dim. 21 h). HISTOIRE VRAIE D'EZECHIAS GARDENIAN, Montreuil, Studio-Théatre (859-17-32) (sam. 21 h. dim_ 16 h).

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) : la Tosca (sam: 19 b 30). Salle Favort (296-12-20) : Bubbling Brown 20 h 30, dim., 14 h 30 et 18 h 30, der-

Comédie-Française (296-10-20): Marie Tudor (sam. 20 h 30, dim. 14 h 30); Le plaisir de rompre, le Voyage de M. Périchor (dim. 20 h 30). Chaitiet (727-8)-15). - Salle Gémier;

l'Orfeo (sam. 20 h 30) ; Hippolyte (dim. 15 h). Odéan (325-70-32) : les Derviches journeurs (dim. 20 h 30). Petit Odéon (325-70-32): Vous avez dit oni on voes avez dit non? (sam, dim.,

18 社 15)。 TEP (797-96-06): Gevrey-Chambertin (sam, 20 h 30, dim, 15 h). Petit TEP (797-96-06): Bance Schwartz (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Centre Pempidou (277-12-33), Danse : Compagnie Alain Germain (sam. 18 h 30, dim. 15 h 30 et 18 h 30); CInéme vidéo : Cinéma d'avant-garde en Espagne (sam., dim., 19 h); Pollock

l'exposition : Comment va la presse (sam., dim. 19 h). Carré Silvia Monfort (531-28-34), Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et 16 h 45). Théâtre musical de Paris (261-19-83):

(sam., dim., 15 h); Films on haison avec

Attile (dim., 20 h 30). Théâtre de la Ville (274-22-77) : Murray Louis Dance Company (sam., 20 h 30) (an Théatre de Paris). Les autres salles

American charch (372-92-42); A Midsummer night's dream (sam. 20 h 30). Autoine (208-77-71) : Potiche (sam... 20 h 30; dim., 15 h 30 ct 20 h 30). Arts-Hebertot (387-23-23); L'étrangieur

s'excito (sam., 21 h). Astelle-Théâtre (202-34-31) : les Bounes -(sam., 20 h 30; dim., 16 h); Atelier (606-49-24): le Nombril (sam., 21 h; dim., 15 h et 21 h). Athense (742-67-27) : Couleur tango (sam., 21 h); salle C. Bérard: Balle perdue (sam., 20 h 30).

Bouties-du-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam., 20 h 30). Bouffes parisieus (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h; dim., 15 h). Cartoucherie, Thélitre du Soleil (374-24-08) : Richard II (sam., 18 h 30 ; dim., 15 h 30); Epéc de Bois (808-39-74) Ecrits contre la Commune (sam.,

20 h 30; dim., 16 h, dern.). - Théâtre de la Tempéte (328-36-36) : Ella (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30, dem.) ; Théûtre de l'Aquarium (374-99-61): De mémoire Centre d'art ceitique (258-97-62) : Peries à rebours (dim. 17 h). Chitean de Vincennes (365-70-13) : Gerbe de blé (sam. 21 h, dern.).

Cité internationale universitaire (589-38-69), Galerie: la Religieuse (sam., 20 h 30, dern.). - Grand Theatre: la Divine Comédie (sam. 20 h 30). - Resserre : Pierre Abelard 1079-1142 (sam. 20 h 30, dern.). Combdie Commertie (742-43-41) : Revieus

dormir à l'Élysée (sam., 21 h; dim., 15 h 30). Comédie des Champs-Elysées (720-08-24) : l'Escalier (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30). Comédie italienne (321-22-22) : la Ser-

vante amoureuse (sam., 20 h 30; dim.,

15 h 30). Danmon (261-69-14) : La vie est trop courte (sem., 21 h; dim., 15 h 30). Duncis (584-72-00) : Saxofolic (sam., dim_15 h). Edouard-VII (742-57-49) : la Dense du diable (sam, 20 h 30; dim, 17 h). Espace Cardin (266-17-30): Oratorio pour

une vie (dim., 17 h).

dans

Espace-Galté (327-95-94) : Il faut que Cléo parte (sam., 22 h; dim., 17 h 30, Essaion (278-46-42), I : le Marteau des maléfices (sam., 20 h 30); l'Alpage (sam., 22 h 15). - II: La Pianète Shakespeare, le conte d'hiver (sam., 20 h 15); La chambre aux sommets bleus (sam., 22 h.).

Fondation de l'Allemagne (589-53-93) :

Feutzine (874-74-40) : Koudechapo (sam., 20 h 30). Galté Montparansse (322-16-18) : l'Os de com (sam. 22 h; dim. 17 h 30 et 20 h (5, dern.) et Lena (sam., dim., 20 1 30); Galerie 55 (326-63-51) : The dumb wanter (sam. 20 h 30, dern.).

CHAQUE SEMAINE

UNE PAGE

Grand had Moutorgacil (233-80-78) Avez-vous des nouvelles du docteur? (sam., 20 h 30, dern.). Huchette (326-38-99) ; la Cantatrice

chauve (sam., 20 h 15) ; is Leçon (sam., 21 h 30); l'Augmentation (sam. 22 h 30). La Brayère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h;dim_15 h). Lierre-Théâtre (586-55-83) : la Grande pour dans la montagne (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

Lucernaire (544-57-34): Thélitre Noir Un amour de thélitre (sam., 20 h 30). -Sylvie Joly (sam., 22 h 30); Thestre Rouge; Sans soleil on vicillit plus vite (sam., 18 h 30); Douce (sam., 20 h 30); Pour une infinie tendresse (sam. 22 h 15). — Petite salle: Parlons français (sam., 18 h 30). Madeleine (265-07-09) : Du vent dans les

branches de sessafres (sam., 20 h 45: dim_ 15 b). Marie Steart (508-17-80) : La confession d'Igor (sam. 20 h 30); Zoo Story (sam., 22 h 30 : dim_ 15 h). Marigay (256-04-41): Amadeus (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 20 h 30): — Saile

Gabriel (225-20-74) : le Garpon d'appentemest (sum., 21 h). Mathurius (265-90-00) : Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30). **Muchel (265-35-02) : On disett au 1** (sam., 21 h 15; dim., 15 h 30 et Michodière (742-95-22) : la Pattemouille (sam., 20 h 30; dim., 15 h et 18 h 30).

Moderne (874-99-28) : Trio (sem., 20 h 30; dim., 15 h). Mostpernasse, (320-89-90) : Trahisons (sam., 21 h; dim. 16 h). Petine salle: Un cri (ssm., 21 h, dim., 16 h). Nouveautés (770-52-76): Folis Amanda (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Paints des glaces (607-49-93) : Gros cillins (sam., 22 b 15). Palais-Royal (297-59-81) : Panyro France (sam., 20 h 45; dim., 15 h et 18 h 30).

Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam., 20 h 45; dim., 15 h). Salle Vallabert (584-30-60) : la Dorotea (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h) Studio Bertrand (783-64-66) : A la rencontre de M. Proust (sam., 18 h 30); les Campeniaques (sun. 20 h 30). Studio des Champs-Elysées (723-35-10): le Cour sur le main (sam., 20 h 45; dim., 15 h 30). Studio-Théatre 14 (545-49-77) : Le tintement du bourdon (sam., 20 h 30). T.A.L. Theatre _ CEnsi _ (278-10-79), Salle I : la Maison de Bernarda (sam., 20 h 30, dim., 15 h); l'Écume des jours

(sam., 22 h, dim., 17 h). - Salle II: Mr Hyde (sam., 20 b 30). Theatre d'Edgar (322-11-02) : Nons on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h).
Théstre de l'Épicorie (272-23-41) : l'Amant (sam., 20 h 30 ; dim., 17 h 30). Theatre on Road (387-88-14): Roméo et Juliette (sam., 20 h 30, dim. 15 h). Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV

(sam., 20 h 30). Théâtre de Ménimontant (366-60-60) : La passion à Ménilmontant (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h). Théâtre de la Mer (520-74-15): Voulezvons jouer avec moi? (sam., dim. 20 h 30). Théâtre de la Pinine (250-15-65) : le Dernier des métiers; l'Equarrissage pour tous (sam., 20 h 30, dim., 17 h). Theatre Present (203-02-55) : Pantagleize (sam., 20 h 30, dim., 17 h).

Théitre des Quaire - Cents - Coups (633-01-21) : la Folle (sam., dim., 21 h), Theatre de Road-Point (256-70-80) l'Amante anglaise (sam., 20 h 30, dim., 15 h). - Petite salle : Virginia (sam., 20 h 30 : dim., 15 h). Théâtre 13 (589-05-99): les Cancars (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Thistre-18 (226-47-47) : Lettre au père (sam_ 22 k). Tristan Bernard (522-08-40): la Famille Leibovitch (sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30). Variétés (233-09-92) : Chéri - (sam.,

Les cafés-théâtres

20 h 30; dim. 15 h et 18 h 30).

Am Bec fin (296-29-35) : Theirre chez Léautand (sam., 19 h.); Tohu Bahnt (sam., 20 h 15); le Président (sam., 21 h 30); Patrick et Philomine (sam. 22 h 45). Binnes-Mantenux (887-15-84) Arench = MC 2 (sam., 20 h 15); les Démones Loulon (sam., 21 h 30); Des

bulles dans l'encrier (sam., 22 h 30 et 24 h). - IL : Qui a taé Betty Grandt? (sam., 21 h 30 et 24 h); Popote (sam., 22 h 30). Cafe d'Edgar (322-11-02), I : Tiens, voilà deux boudins (sam., 20. h 30); Mangeuses d'hommes (sam., 20 h 30). - II : Paurais pu être votre fils; (sam., 20 h 30); C'était ca ou le chômage (sam., 21 h 45). Café de la Gare (278-52-51) : Qu'est-ce qu'il y a dedans (sam., 20 h 15) ; Le

chasseur d'ombre (sam., 22 h 15). Coupe-Chos (272-01-73) : Le Petit Prince (sam., 20 h 30); Feydean - Courteline -Labiche (sam., 22 h). Famal (233-91-17): Ismocentines (sam., 20 h): Francis Blanche (sam., 21 h 15). La Gageure (367-62-45): La petite cuiller (sam., 22 h); les Méfaits du tabac

(sam., 23 h). Petit Casino (278-36-50) : Dosby... be good (sam., 21 h); les Bas de Harleveau (sam., 22 h 30). Point-Virgule (278-67-03) : Vincent B. on le navigaterre (sam, 20 h 15); Du ronron sur les blimis (sam., 21 h 30); Les chocottes (sam., 22 h 30). La Soupep (278-27-54) : Pourquoi c'est comme ça (sam., 21 h 30) Splendid Saint-Martin (208-21-93): Papy fait de la résistance (sam., 20 h 30 et Le Thitemarre (887-32-82) : Contro-Jour (sam., 18 h 30); Phèdre (sam.,

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures a 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 27 - Dimanche 28 mars 1982

20 h 30); L'apprenti fou, Lime (sam., 22 h; dim., 17 h).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48): Hommage à Gribouille ; Il en est... de la police (sam., 21 h 30); Tas pas vu mes benancs ? (sam., 22 h 30). Vieille Grille (707-60-93) : La mémoire et la mort (sam., 20 h 30); II : Vincent ou la folie d'être (sam., 22 h 30),

Les concerts

zart, Bach, Debussy) (sam., 19 h 45): Quatuor de clarinettes Lutèce (Vivaldi, Albeniz, Roger, Bondon) (sam., 21 h). Eglise St-Merri: M. Kamedan, J. J. Balet (Bach, Brahms, Ravel, Rachemaninov) (sam., 21 h, dim., 16 h). Hôtel Hérenet : Simone Escury (Bach) (sam., 20 h 30). Centre Sivananda : B. P. Shrivastan,

S. Maitra (musique de l'Inde) (sam., Crypte Sainte-Agnès : Quatuor de guitares (musique sud-américaine, sam., 20 h 45). Théitre de Road-Point : G. Piodermacher (Ravel, Xenakis, Beethoven) (dim. Notre-Dame de Paris : J. C. Ablitzer

(Buxtebude, Bach, Frank) (dim.,

17 h 30). Salle Pieyel: Orchestre dez Concertz Lamourenx, dir. : J. Semkov (Tchsikovski) (dim., 17 h 45). Espace Japon: Y. Hirota, piano (Schu-mann, Chopin, Beethoven) (dim., 15 h.). Conciergerie: Orchestre de chambre de Versailles, dir. : B. Wahl (Aubert, Pergo-Rec. Bach, Mozart) (dim. 17 h 30).

Eglise Saint-Julieu-le-Pauvre : Ensemble Les Folies d'Espagne - (Ortiz, Corelli, Marais) (dim., 17 b). Eglise St-Louis-des-Invalides : G. Robert (dim., 17 h).
Egiise St-Germain-des-Prés : N. Tsukamoto (Buxtehnde, Bech, Widor, Alain dim., 18 h).

cinemas

Les films marqués (*) sout interdits nux moins de treize ans (**) sur moins de dix-imit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Sam:, 15 h : Notre pain quotidien, de F.-W. Murnau; 17 h: Whisky a gogo, de A. Mackendrick; 19 h: Jacques Prévert et le cinéma : le Roi et l'Oiseau, de P. Grimault ; la Bergère et le Ramoneur ; - 21 h : Les marandeurs attaquent, de S. Fuller, Dim., 15 h : Don Giovanni, de J. Losey: 19 h: Jacques Prévert et le cinéma : courts métrages ; 21 h ; Hantise, de G. Cukor.

BEAUBOURG (278-35-57) 15 h : Folies de semmes, de E. von Stroheim; 17 h: la Fureur des hommes, de H. Hathaway; 19 h: le cinéma et le monde de la presse : Scandale, de A. Kurosawa; 21 h: Vivre sa vic, de J.-L. Godard; Dim., 15 h: The Jack knife man, de K. Vidor; 17 h: les Fiancés, de E. Olmi : 19 h : Le cinéma et le monde de la presse: Une journée particulière, de E. Scola : 21 h : la Fiancée des Andes, de S. Hani.

Les exclusivités

ABSENCE OF MALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36); Studio Médicis, 5º (633-25-97); Paramount Odéon, 64 (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23). - V.f. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Paramount Montparansee, 14° (329-90-10); Paramount Oricans, 14° (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Maillot, 4 (758-24-24). ACTEURS PROVINCIAUX (Pol., v-p.) :

Olympic Entrepot, 14 (542-67-42).
ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). LES ANGES DE FER (All., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6' (326-58-00). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5° (326-79-17) ; George-V. 8° (562-41-46). – V.f. : 3 Hanssmann, 9° (770-47-55) ; Images, 18° (522-47-94).

BANDITS... BANDITS (Arg., v.o.):

Chiny Ecoles, 5° (354-20-12); U.G.C.

Odéon, 6 (325-71-08); Normandie, 8 (359-41-18); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79). — V.f.; Rex, 2- (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2- (261-50-32); U.G.C. Gare de Lyon, 12- (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52).

LE BATEAU (All., v.o.): Biarritz, 6 (723-69-23). - V.f.: Bretagne, 6 (222-57-97) ; U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44).

BLOW OUT (A., v.o.): Forum, 1= (297-53-74); Cinoches, 6 (633-10-82); U.G.C. Damon, 6 (329-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23). - V.f.: Caméo, 9 (246-66-44). LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (297CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-It., v.o.) (*), Studio Alpha, 5' (354-39-47); George-V, 8' (562-41-46). - V.f.: Paramount Montparnasse, 14' (329-90-10).

COUP DE TORCHON (Fr.): Marivaux, 2º (296-80-40); Monte-Carlo, 8º (225-09-83); Paramount Montpernasso, 14º (329-90-10). CUTTER'S WAY (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23); St-Ambroisc, 11 (700-89-16). DERNIER CAPRICE (Jsp., v.o.), Studio Git-le-Cetur, 5" (326-80-25). LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.): Napoléon, 17 (380-

DIVA (Fr.), Capri, 2: (508-11-69): Vendome, 2 (742-97-52); Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36); Panthéon, 5º (354-15-04); Pagode, 7e (705-12-15); Marignan, 8e (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8º (387-35-43); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42); Murat, 16 (651-99-75); Clichy Pathé, 18 (522-

LE DROIT DE TUER (A., v.f.) (**):
Paramount Opéra, 9- (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). ESPION LEVE-TON (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Normandic, 8º (359-41-18); Bienvenue-Montparnasse, 14 (544-25-02). LE FAUSSAIRE (All, v.o.) : Lucernaire,

6 (544-57-34). LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1= (297-49-70); Quin-tette, 5- (633-79-38); Olympic-Balzac, 8 (561-10-60). - V.f. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montpernasse Pathé, 14 (322-19-23).

LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A., v.o.) : Stedio de la Harpe, 5 (354-34-83); Marignan, 8 (359-92-82); Biarritz, 8 (723-69-23); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Parnassiens, 14 (329-83-11). - V.f. : Berlitz, 2º (742-60-33); Capri, 2 (508-11-69); Fauvette, 13 (331-56-86); Murat, 16 (651-99-75); Garmont-Gambetta, 20° (636-10-96).

FRANCESCA (Port., v.o.): Olympic, 14 (542-67-42). GALLIPOLI (Aust., v.c.) : U.G.C. Dezton (329-42-62); Biarritz (723-69-23); 14 Juillet-Beaugrenelle (575-79-79). GARDE A VUE (Fr.): Impérial, 2- (742-72-52); Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, 8º (359-19-08).

GEORGIA (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8 (359-12-15); 14-Juillet Beaugrenelle, 15: (575-79-79). - V.f. : Caméo. 9 (246-66-44) * U.G.C. Gobelins, 134 (336-23-44); Bionvenue Montparnasse, 15° (544-25-02) LE GRAND PARDON (Fr.): Richeliez,

2 (233-56-70); Colisée, 8 (359-29-46); Montpernasse Pathé, 14 (322-19-23); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). LA GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Impérial, 2 (742-73-52); U.G.C Danton, 6 (329-42-62); Ambassade, 8= (359-19-08); Athéna, 12: (343-00-65); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Kinopanorama, 15° (306-50-50) L'HIVER LE PLUS FROID A PEKIN

(Chine, v.o.) : Ciné Seine, 54 (325-IL ETAIT UNE POIS DES GENS HEU-REUX: LES PLOUFFE (Can.): Gan-mout Les Halles, 1 (297-49-70); Saint-Michel, 5 (326-79-17): Ambassade, 6 (359-19-08); Parnassiens, 14º (329-

JOSEPHA (Fr.) : Gammont les Halles, 1ª (297-49-70); Richelien, 2° (233-56-70); Hautefenille, 6 (633-79-38); Montparpasse 83, 6° (544-14-27); Colisée, 8° (359-29-46); Français, 9° (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Mayfair, 16 (525-27-06); Wepler, 18 (522-46-01).

KUNG-FU (Pol., v.o.): Olympic-

Entrepot, 14' (542-67-42). LE LARRON (It., v.o.) : Hautefenille, 6-(633-79-38). - V.f.: Marivaux, 2 (296MAD MAX (A., v.I.) (**), Gante-Rochechouart (878-81-77). LA MATTRESSE DU LIEUTENANT FRANCAIS (A., v.o.) : Gaumont-les-Halles, 1 (297-49-70) : Quartier-Latin, 5 (326-84-65) : Hameferille, 6 (633-79-38) Gaumont-Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Parnassions, 14 (329-83-11) : v.f. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Nation, 12 (343-04-67); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Gaumont Convention, 15 (828-

MANIAC (A. v.a.) (**): Marignan, 8*
(359-92-82); v.L.: Berlitz, 2* (742-60-33); Montparnasse &3. 6 (544-14-27); Hollywood Bd, 9 (770-10-41); Fauvette, 13 (331-60-74); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). LA MEMOIRE COURTE (Fr.) : Action République, 11 (805-51-33); Olympic, 14 (542-67-42). MEPHISTO (Hong., v.o.) : Epéc-de-Bois, 5 (337-57-47).

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS (Fr.): U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); U.G.C. Bätrritz, 8º (723-69-23); Mont-parnos, 14º (327-52-37). MUR MURS ET DOCUMENTEUR (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 64 (326-

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5 (633-08-40). LA NUIT DE L'EVASION (A., v.o.) Ermitage, 8 (359-15-71); v.f.: Rex, 2 (236-83-93); Paramount Odéon, 6º (325-59-83); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Gobelins, 13 (707-12-28); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Magic-Convention, 15-(828-20-64): Paramount Montparnasse, 14 (606-34-25).

PARLO PICASSO (Fr.): Paramount Odéon, 6º (325-59-83). PACO L'INFAILLIBLE (Fr.) (*) : Quintette, 5 (633-79-38); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-28); Pagode, 7 (705-15-12); Elyséez-Lincoln, 8 (359-36-14); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43). LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A., v.f.) : Marbeuf, & (225-18-45). POPEYE (A., v.f.): Napoléon, 17: (380-

PRENDS 10 000 BALLES ET CASSE-TOI (FL); Quintette, 5 (633-79-38) Elysées Point-Show, 8 (225-67-29); Français, 9 (770-33-88): Louzor, 10 (878-38-58); Paroassiens, 14 (329-LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.): Marbenf, 8 (225-18-45).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Ambassade, & (359-19-08).PRUNE DES BOIS (Beig.) : Banque de Mmage, 5 (329-41-19). RAGTIME (A., v.o.) : Cluny Palace, 5º (354-07-76); Hautefenille, 64 (633-79-38); Elysées Point Show, 8- (225-67-29); Parpassiens, 14 (329-83-11). REMBRANDT FECTT (Holl, v.o.):

Movies, 1 (260-43-99). RICHES ET CELEBRES (A., v.o.): Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80); Paramount City, 8 (562-45-76). ROX ET ROUKY (A., v.1.) : La Royaie, 8-(265-82-66); Napoléon, 17^c (380-LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Berlitz,

2 (742-60-33). LES SOUS-DOUES EN VACANCES (Fr.), Gaumont les Halles, 1 (297-49-70); Berlitz, 2 (742-60-33); Richelicu, 2 (233-56-70); Cluny Palace, 5 (354-07-76); U.G.C. Rotonde, 6- (633-08-22); Biarritz, 8 (723-69-23); Marignan, 6 (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 6 (387-35-43); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13º (331-60-74); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Gaugnont Sud, 14 (327-84-50) Gaumont Convention, 15º (828-42-27) Victor-Hugo, 16 (727-49-75): Wepler, 16 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20= (636-10-96). STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.);

Studio Logos, 5 (354-26-42). TE MARRE PAS C'EST POUR RIRE (Ff.) : Kio Opera, 2* (742-82-54) ; Embitage, 8 (359-15-71); Maxéville, 2 (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) : U.G.C. Gobelins, 13-(336-23-44); Miramar. 144 (320-89-52); Mistral, 14° (539-52-43); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Secrétan, 19° (241-77-99).

TETE A CLAQUES (Fr.) : Richelien, 2* (233-56-70); Marignan, 8° (359-92-82); Français, 2 (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13: (331-60-74); Gangsont Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23). TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Marignan, & (359-92-82); Paramount

Opéra, 2º (742-56-31). LA TRIPLE MORT DU TROISIÈME PERSONNAGE (Fr., vers. Esp.): Forum, 1" (297-53-74).

UN JUSTICIER DANS LA VILLE Nº 2 (**) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Ermitage, 8 (359-15-71); Paramount City, 8 (562-45-76). — V.J.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Max-Linder, 9 (770-40-04); Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 124 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10); Para-mount Orléans, 14° (540-45-91); Convention St-Charles, 154 (579-33-00) Paramount Maillot, 17. (758-24-24) Paramount Montmartre, 18° (606-34-25); Secrétan, 12° (241-77-99).

UNE FEMME D'AFFAIRES (Fr., v.o.) : Forum, 1" (297-53-74); Paramount Odcon, 6 (325-59-83); Paramount City. 84 (562-45-76); Publicis Champs-Elysées, 8: (720-76-23). - V.f. : Paramount Opera, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13º (580-18-03) Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Convention St-Charles, 15. (579-23-00): Passy, 16 (288-62-34); Paramount Maillot, 17 (758-24-24).

UNE GLACE AVEC DEUX BOULES (Fr.) : Richelicu, 2 (233-56-70) : Mariуашх, 2° (296-80-40) ; Метсигу, 8° (562-75-90); Paramount Galaxie, 13- (580-18-03); Clichy-Pathé, 18- (522-46-01).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Publicis Matignon, 8: (359-31-97).

WOLFEN (A., v.o.): U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Biarritz, 8. (723-69-23). -V.f.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Maxéville, 2 (770-72-96); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnos, 14* (327-52-37) : Tourelles, 20 (364-51-98).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CADEAU, silm français de Michel Lang: Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Bretagne, 6º (222-57-97); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 8 (359-41-18); Le Paris 8 (359-53-99) Helder, 9• (770-11-24); U.G.C. Gare do Lyon, 12 (343-01-59). U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) Mistral, 14" (539-52-43); Magic Convention, 15" (828-20-64); Murat. 16 (651-99-75); Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétans, 1**9-** (241-77-99).

CHASSE CROISE, film français d'Arielle Dombasie: Olympic Luxembourg, 6- (633-97-77). PEQUIPAGE, film soviétique d'Alexandre Mitta, v.o.: Cosmos, 6º

(544-28-80). LES JEUX DE LA COMTESSE DO-LINGEN DE GRATZ, film français de Catherine Binet : Saint-Germain-Studio, 5• (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8º (359-36-14) ; Parnassiens, 14 (329-83-11); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LA MAISON PRES DU CIME-TIERE (**), film italien de Lucio Falci, v.o.: U.G.C. Odéon, 6. (325-71-08); U.G.C. Marberl, 8- (225-18-45); v.f.: Maxéville, 9- (770-72-86): U.G.C. Gare de Lyon, 124 (343-01-59); U.G.C. Caméo, 9-(246-66-44): Montparnos, 14 (327-52-37); Mistral, (4: (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64) Paramount Montmartre, 18º (606-34-25) : Secrétars, 19- (241-77-99). LES MAITRES DU TEMPS. film français de René Laloux : Gaumont Halles, 1= (297-49-70); Richelien, 2* (233-56-70); Quintette, 5 (633-38); Montparnasse 83, 6° (544

14-27) : Ambassade, 8 (359-19-08) ; Français, 9 (770-33-88); Athéna 12 (343-00-65) : Gaumont Convention, 15º (828-42-27); Broadway, 16º (527-41-16); Clichy-Pathé, 18-(522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96). LE PONT DU NORD, film français de Jacques Rivette : Forum, 12 (297-

53-74): Olympic Laxembourg, 6-(633-97-77); Olympic Balzac, 8-(561-10-60); Olympic Entrepôt, 14-(542-67-42). TAXI ZUM KLO (**), film allemand de Frank Ripploh; v.o.; Berlitz, 2* (742-60-33); Marais, 4 (278-

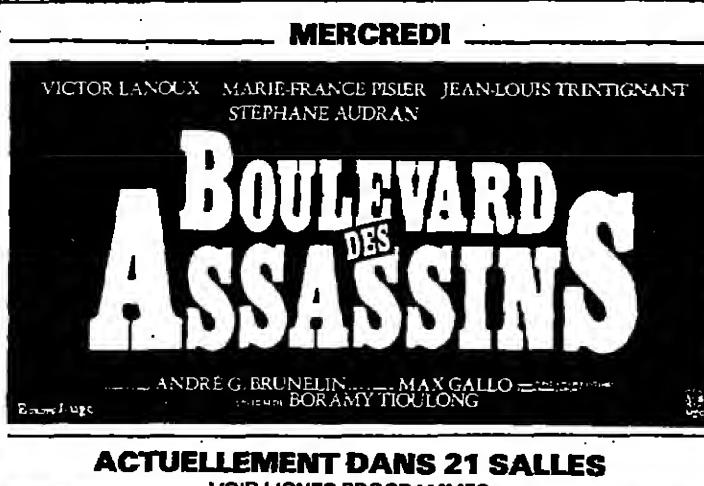
47-86); Racine, 6º (633-43-71); Elysées-Lincola, 8º (359-36-14); 14-Jnillet Bastille, 11º (357-90-81).



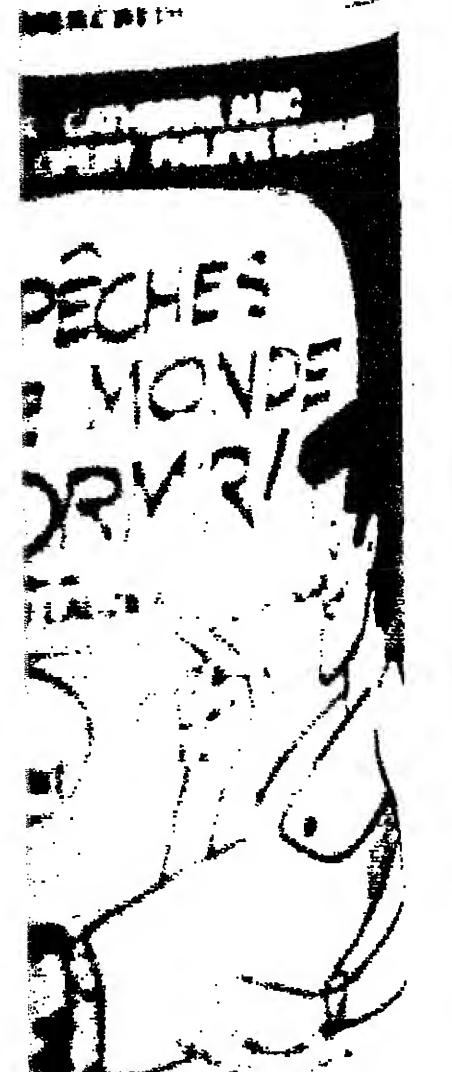












Page 12 - LE MONDE - Dimanche 28 - Lundi 29 mars 1982* RADIO-TELEVISION

LA SITUATION FINANCIÈRE DES CHAINES

La polémique se poursuit

La situation sinancière des chaînes de télévision continue de provoquer des remous. A la suite de la question écrite de M. Robert-André Vivien, député du Valde-Marne, président du groupe d'études R.P.R. de la communication, accusant les directions de TF l et A 2 d'être en cessation de paiements à cause d'une - embauche pléthorique de personnel » et d' - augmentations de salaire non justifiées », les directions de TF I et A 2 avaient opposé immédiatement un démenti, tandis que le ministre de la communication, M. Georges Fillioud, tout en dénonçant une opé-ration politique • irritante • et sans aucun fondement -. reconnaissait cependant que TF I connaissait - quelques difficultés de trésorerie à ne pas confondre avec des dissicultés financières -. - Il n'y a pas eu d'emprunt », n-t-il précisé.

M. Robert-André Vivien, revenant aussitôt sur sa première question, a répondu que M. Fillioud reconnaissait par là qu'une société nationale de télévision avait des problèmes, qu'il constatait également que des syndicats lui donnaient raison quand il dénonçait l'augmentation pléthorique des effeculs. - Je rappelle que les sociétés de télévision ont des recettes et des dépenses imposées par le gouvernement, dit-il. Je demande à M. Fillioud s'il y a adéquation entre les objectifs d'antennes et les moyens mis à la disposition des chaînes pour l'année 1982. Je demande si les réléspectateurs, qui ont acquitte 6 milliards 124 millions de francs de redevance ne patiront pas des incohérences que risquent de provoquer la nouvelle loi sur l'audiovisuel. - M. Vivien demande également - de préciser s'il est dans les intentions du gouvernement de déplasonner le montant des recettes publicitaires autorisé à la télévision, qui représente actuellement près de 2,2 milliards de francs. La gravité d'une telle decision, si elle se révélait exacte, n'echappera pas à tous ceux qui sont attachés au pluralisme de la presse écrite et des radios -.

Revenant à la charge, M. Alain Madelin, autre député de l'opposition, a demandé à son tour, dans une question écrite envoyée le 25 mars à M. Fillioud, que « toute la lumière [soit faite] sur la situation financière actuelle des sociétés de radiotélévision », « que soit publié le nombre exact des personnels permanents et occasionnels intègrés depuis le 10 mai ainsi que les fonctions occupées et les salaires correspondants. Le service public, ajoute-t-il, ne saurait etre confondu avec un self-service politicosyndical -.

De son côté, la direction de FR 3, qui n'a pas été mise en cause M. Vivien, mais par une radio périphérique, précise qu'e elle n'a fait que régulariser les situations précaires des personnels qui collaboraient en son sein depuis longtemps -, soit quelque trois cent cin-

 A la suite de la parution dans l'hebdomadaire du parti socialiste - l'Unité » d'un article de M. Claude Estier, directeur de la revue et député socialiste de Paris, donnant des précisisions sur le projet de réforme de l'audiovisuel (le Monde du 27 mars), M. Dominique Pado, sénateur centriste de Paris, a envoyé au premier ministre une question écrite dans laquelle il demande ce qu'il pense de - la publication dans l'hebdomadaire de son parti, commentée par un député de son mouvement, du projet de loi portant résorme de l'audiovisuel, dont le conseil des ministres n'a pas encore delibere -.

326-90-14 et 68-64

51, quai Grands-Augustin, 6. F. dim.

quante personnes « qui avaient au minimum un an de collaboration, certaines [étant] employées depuis des années, parfois même plus de dix ans, sans être pour autant dotées de contrat à durée indéterminée -. - Cette opération de gestion n'a pas entraine de dépenses supplémentaires importantes, pulsque les intéressés qui étaient déjà rémunérès ont tout simplement benéficié d'un changement de régime juridique, en francs constants, l'accroissement correspondant de la masse sa-

lariale n'a été que de 6 millions de francs, soit 0,3 % du budget. - FR 3 assirme en outre que. - à la sin se-vrier 1982, la situation de trésorerie de cette chaine présentait un solde Enfin, un communiqué du conseil d'administration d'Antenne 2 rap-

positif de 120 millions de francs .. pelle que « la situation de la tréso-rerie de la chaîne est absolument normale », que le budget qu'il a adopté pour 1982 - est équilibré et que, en l'état actuel de l'exécution du budget, tout indique que cet

équilibre sera respecté ..

A LA COMMISSION HOLLEAUX

Les radios libres pourront avoir des portées variables

La commission Holleaux, réunie ieudi 25 mars pour examiner la situation des radios libres en région parisienne, n'a pu se prononcer définitivement sur le plan proposé par T.D.F. (Le Monde du 26 mars), et le nombre de stations auxquelles il sera possible d'accorder une dérogation. Toutefois, un vote effectué à la demande de M. André Holleaux a écarté l'hypothèse des quarante-huit petites radios locales (dotées d'une antenne directionnelle et capables d'émettre sur un rayon de 5 à 8 kilomètres), par 12 voix contre 3 : celle de la F.N.R.L., celle de la Coordination des radios libres du Nord, et celle du ministère de l'intérieur. Il ne s'agissait pas pour autant d'adopter définitivement la proposition opposée de T.D.F., visant à placer le plus grand nombre possible de radios de forte puissance (30 kilomètres de rayon), le nombre total de stations se trouvant alors réduit (vingt-sept selon l'hypothèse de

Le vote de jeudi témoigne en fait de la volonté de la commission de ne pas figer définitivement la situation et de trouver une voie médiane qui respecterait l'esprit de la loi (petites radios locales associatives), mais ne fermerait pas totalement la porte aux radios de couverture étendue ou de taille moyenne (entre 15 et 20 kilomètres) qui côtoieraient d'autres stations de portée nettement plus réduite (3,5 ou 8 kilomètres). La commission confirme en tout cas son souci d'ouverture et de souplesse, mais laisse supposer encore un long délai avant que soient accordées les premières dérogations par le gouver-

En attendant, donc, aucune radio libre n'a d'existence legale et, en province, certaines commencent à manifester de l'impatience. Quatre radios de l'Ouest, Radio-Atlantic à Nantes, Radio-Vilaine à Rennes, Radio-Griboville à Angers et Radio-Populaire à Saint-Nazaire, ont protesté dans un communiqué contre la lenteur des décisions et rappelé que les dérogations permettraient d'embaucher un millier de personnes en France.

Au ministère, on sait remarquer que plus de mille dossiers sont en attente et qu'un choix sérieux exige une certaine lenteur.

Le changement sur le tas

La parole à la base. Enfin du direct. Des gens comme tout le monde qui saisissent bien ce que veut dire M. Jacques Delors, mais « ne comprennent pas grand-chose > aux discours compliqués de certains économistes. Des auvriers qui jugent le changement en fonction de ce qu'ils vivent sur le tas et s'expriment franchement et simplement. Des chômeurs blasés qui pointent à l'agence sans en attendre d'offres d'emplois, tandis que d'autres « travailleurs privés d'emploi », organisent un service privé, celui du « comité de chômeurs, le Sillon de Bretagne ».

Sur FR 3. « Le nouveau vendredi », du 26 mars, consacré à la nouvelle donne économique et sociale, a promené ses caméras sur les marchés, chez Rhône-Poulenc, Prestil-Éclair, sur le trottoir en face d'un bureau de chômage. Et de découvrir. comme dans les sondages, que les Français sont plus réalistes qu'on ne le pense, qu'il leur paraît peu sérieux d'obtenir les trente-cinq heures sans réduction des salaires. Sur ce point, un cégétiste et un cédétiste de Rhône-Poulenc donnent le même avis : il faut partager le travail. Et les re-

● Ambiance musicale ■ Orchestre • P.M.R.: prix moyen du repas • J... H.: ouvert jusqu'à... heures

DINERS

アドリハ ハラハハリリノイス

Les plus belles occasions du printemps

and the second of the second o

CREDIT TOTAL 42 MOIS

sans versement comptant,

sur les occasions garanties O.R.

OTRE TABLE

J. 23 h.Grande Carte. Menu d'affaire : 100 F s.n.c. Menu dégustation : 220 I

s.n.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

AUJOURD'HUI: DERNIER JOUR...

venus ? Les revenus aussi. Mais d'autres ouvriers, manifestant l'air grave et déterminé, ne l'entendent pas ainsi : nous, on veut des « pesetas ». Comment accepter une réduction de salaire quand on transporte cinquante tonnes de sacs par jour pour 4 600 F par mois 7 Pour ces manœuvres et ces hommes à tout faire. « tout paraît possible », et l'entreprise nationalisée qu'est devenue Rhône-Poulenc est plutôt l'affaire des gens d'en haut et du gouvernement. « Pas la nôtre. » En revanche, d'autres salariés attendent beaucoup des conseils d'atelier. Enfin, on va pouvoir s'exprimer, « rompre le monologue du patron ».

Fallait-il entre chaque reportage donner la parole aux ténors du monde syndical, MM. Krasucki et Maire ? Ils onr reaffirmé leur conception, répété leurs discours. Etait-ce nécessaire ? Comme l'a admis le dirigeant cégétiste, « les images parlent d'elles-mêmes ». Alors laissons les images parler. Enfin un langage que le téléspectateur comprend.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Samedi 27 mars

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac.
- L'Education (2 partie).
- 21 h 50 Série : Dalles.
- Un beau parti. Lucy rejette la proposition de mariage que lui fait Alan. 22 h 40 Magazine d'actualité: Sept sur sept.

 Emission de J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.

 Au sommaire: le Salvador: Valence, la ville aux seux sacrés: la télévision suisse: le témoin de la semaine: Topor.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. De Michel Drucker. Gérard Lenorman. Renaud, Laurens Voulzy, Clio



21 h 40 Feuilleton: Le village sur la colline. Chavigny, 1943 à nos jours. Réal. Y. Laumet Avec M. Boyer, M. Chpill, B. Castoldi.

Le dernier épisode de cette fresque de la vie paysanne es: le plus beau : une femme est arrivée au bout d'une vie de travail et vit les bouleversements de la société



23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 30 On sort ce soir : l'Escarpolette. De J.-M. Damuse, mise en scène A. Boudet. Avec M. Mesple. G. Bacquier, M. Baquet, P. Doghan et l'Orchestre national de musique de chambre d'Aquitaine. 22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Théâtre ouvert : La passion de l'insomniaque, d'E. Curmann, enregistré au Jardin d'hiver. 21 h 55, Ad Bb, avec M. de Bretenil. 22 h 5, La fugue de samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Concert (donné à la Philhaemonie de Berlin le 4 avril 1981): - Le Jour du jugement », oraturio pour solisies. chœurs et orchestre, de Telemann, par le petit chœur de Rias, Berlin et ensemble de solistes de Berlin : R. Kussmanl, premier violon, G. Donderer, violoncelle et viole de gambe, P. Puehn, contrebasse; sol. K. Kunde, soprano, J. Hamari, alto. K. Markus, tenor, E. G. Schramm, basse : dir. U Gronostay. 23 h. La nuit sur France-Musique : Œuvre de Berhoz : Entre guillemets : 0 h 5, Haute-Infidélité.

Dimanche 28 mars

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 9 h 30 Source de vie.
- Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- Messe. Célébrée dans la chapelle de l'hôpital Saint-Louis à Paris.
- Prédicateur: Mgr J.-M. Lustiger. Télé-foot.
- 13 h Journal. 13 h 20 Mise en boîte.
- 14 h 10 Toute une vie dans un dimanche.
- De P. Sabarier (et à 17 h 15). 15 h 25 Sport dimenche.
- Cyclisme; basket-ball. Magazine : Pleins feux.
- De J. Artur et C. Garbist. La famille Leibovitch, de C. Rochmann, au Théatre Tristan-Bernard, Dell'inferno, d'A. Engel, au Thédire Gérard-Philipe, etc.
- 19 h 30 Les animaux du monde. Vitrine dans on lagon.
- Journal. 20 h 35 Cinéma : la Vie privée de Sherlock
 - Film américain de B. Wilder (1970), avec R. Suphens, C. Blakely, I. Handl, C. Lee, G. Page (rediffusion). Pour échapper au mariage avec une ballerine russe. Sherlock Holmes prétend être homosexuel. Mais il vole au secours d'une semme en détresse, ce qui l'entraine, avec Watson,
- jusqu'en Ecosse, pour une étrange aventure. Retournement humoristique et parodique du mythe du cêlè-bre détective inventé par Conan Doyle. Et aussi une certaine amertume dans les rapports amoureux, une vision de l'Angleterre victorienne qui glisse vers le fantastique social. 22 h 35 Sports dimanche soir.
- 23 h A Bible ouverte. · Et nu, je mourral ·, avec M. Elie Wiesel, écrivain.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- Cette semaine sur A 2. 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal. 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- incrovable mais vrai : 14 h 25, Série : L'homme à l'orchidée : 15 h 20, L'école des fans; 15 h 55, Les voyageurs de l'his-
- toire; 16 h 25, The dansant 17 h 5 Série: Sam et Sally. Bédélia (dernier épisode).
- La chasse au trésor.
- Stade 2. 19 h Journal. 20 h
- 20 h 35 Variétés: Délires.
- Le moulin à remonter le poivre, réal. J.-N. Roy.
- Avec E. Constantine, B. Bergman, R. Leduc. V. Lagrange. h 40 Magazine : Remue-meninges. De G. Lauzun et O. Orzenberger. Désirs-délires : Les érouques du Père-Lachaise : Les petites tresses : Madame Rose : Clic-Clac : Mort à Melun : Laumenta à Gallinae, etc.
- 22 h 25 Document : Gérard Titus Carmel. Un artiste, trait pour trait, réal. C. Vilardebo. Un portrait d'un artiste de quarante ans, un des plus commus de sa génération. Il dessine très bien des objets insolites : le papier, le crayon. 22 h 50 Document : la Fiancée.
- D'A. Zorz (redif.) Une jeune musulmane de seize ans prépare son mariage dans
- un petit village du nord de l'Afghanistan. 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

- Émissions de J'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mossique. Les informations de la semaine : à Paris et à Tierneen.
- 13 h 45 Dessin anime : Mister Magoo. La soupière a des crei Une émission de Piem et P. Bonte.
- 15 h 15 Série : Le comte de Monte-Cristo.
- D'après A. Dumas. Dernier épisode : la Vengeance. 16 h 45 Théatre de toujours (cycle Shakespeare) :
- le conte d'hiver. Réal. J. Howeli, avec J. Kemp, R. Stephens, A. Calder-Marshall, M. Tyzack, D. Burke... (v.o. sous-titrée.)
- 18 h 55 Prélude à l'après-midi. Symphony, de Britten, par l'ensemble La Folia.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- Bilan de la campagne de pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon; dentiste à Maface (la Réunion).

Série : Benny Hill.

20 h 30 Série: La révolution romantique.

- De M. Brion, réalisation J.-L. Fournier. Les enfants du Les prolongements du romantisme : de Modigliani à - Che -
- Guevara, en passant par Artaud, Ginsberg, etc. 21 h 25 Courts metrages.
- Moulins du Nord, de P. Handiquet, les moulins de Flandres et d'Artois vus par un cinéaste de talent. Tant qu'il y aura de l'angoisse, de M. Otero. Un oiseau en papier journal, de
- Cinéma de minuit (cycle G. Tierney) : 22 h 30 le Château du dragon. Film américain de J.-L. Mankiewicz (1947). Avec G. Tierney, W. Huston, V. Price, G. Langan, A. Revere (v.o. sous-
- Dans les années 1840, la fille d'un fermier du Connecticus entre au service d'un riche Hollandais de New-York, habitont un château au bord de l'Hudson. Elle est plongée dans d'étranges événements. Tiré d'un roman à succès, ce film. très rare, de Mankiewicz, unit l'étude psychologique, la psychanalyse et le fantastique dans un drame à l'atmosphère envoltante. Forte composition de Vincent Price face à Gene Tierney, touchante héroine menacée.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 7. La senètre ouverte.
- 7 h 15, Horizon, magazine religioux.
- 7 h 48. Chasseurs de son. 8 h. Foi et tradition.
- 8 h. 30 Protestantisme. 9 h 10. Ecoute Israel.
- 9 h 48. Divers aspects de la pensée contemporaine : L'Union
- Messe au convent Saint-Dominique, à Paris. Regards sur la musique : « Jérôme Bosch - sympho-
- nie (Serge Nigg).
- 12 h 40, Le lyriscope : Tosca -, de Puccini, à l'Opéra de Paris. 14 b 5, La Comédie-Française présente : - Andromaque - de
- 16 h 15, Inde du Sud, au Festival d'automne à Paris. 16 h 45. Conférence de carême: Pourquoi m'interroges-tu sur
- ce qui est bon?, par Mgr Jullien, évêque de Beauvais (en direct de Notre-Dame de Paris). 17 h 35. Rencontre avec... Ingolf Diener, Eckard Supp. Daziel
- Cohn-Bendit. 18 h 30, Ma non troppo. 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
- Albatros: Andre Baillon.
- 28 à 40, Atelier de création radiophonique: La Rumeur, avec M. Rouquette, D. Colas, G. Lascault, M. Serres, E. Morin...
 23 à. Minsique de chambre: Asturias, Villa Lobos, Ibar-
- rondo, par J.-C. et M. Tavernier, percussions.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Concert-Promenade, musique viennoise et musique légère; œuvres de Mozart, Haydn, J. Strauss. Schmidt, Tchaikovski, Nedbel, Drigo, Weber, Haendel, Schoenherr, San-
- dauer, Volker, Fucik. 8 b 2, Cantate: B.W.V. 161, de Bach.
- 9 h 10, Magazine international.

 11 h. Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des
- Champs-Elysées, à Paris), G. Piudermacher (piano), œuvres de Ravel, Xénakis, Beethoven.
- 12 b. 5 Les après-midi de l'orchestre : Les Mablériens, avec W. Mengelberg, œuvres de Beethoven. Dvorak. Schubert.
- 14 h 4, D'une oreille l'autre, œuvres de Mozart, Schubert. Hersant, Beethoven, Saint-Saërs, J. Brahms, Crumb.
- 17 h, Comment l'entendez-vous? par M. Ragon, écrivain, œuvres de Ravel.
- 19 h 38, Jazz Les muses en dialogue. 26 h 30, Concert (donné Salle Pleyel, à Paris, le 21 janvier
- 1982), « Concerto pour violon et orchestre », de Bach et de Szymanowzky. « Symphonie nº 8 », de Dvorak, par l'Orchestre de Paris, sol. H. Szeryng, piano, dir. C. Bardon.

 22 h 30, La noit sur France-Musique : les mémoires musicaux
- d'L Markevitch; œuvres de Haydn, Beethoven, Stravinsky: 0 h 5, Rupture : œuvres de Roussel, Brahms, Liszt

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 28 MARS

- M. Albin Chalandon, ancien ministre de l'équipement, participe à l'émission « Le grand jury R.T.L.-le

Monde -, sur R.T.L., à 18 h 15. - M. Yvon Gattaz, president du C.N.P.F., est l'invité du « Club de la presse », sur Europe 1, à

greet dest finds

13.5

美國國際

整備重整發送票

養養養

PARTOS LASTAS PRIMES "This Manage to traffine Fine

Tia la la little संस्थानक **से लेक्ट्र** The training of the contract of

TANK NYE I.

THE RESERVE

ATTE THE SE

CARL CONTRACTOR

(4) - 4 m

in West Eret fin

4 cyisheltes.

THE PART PART

THE PERSON NAMED IN

the the same

THE MANY WARDS

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TW

ा हुन्य स्**विकार्य**ः

nitte er werte

MENNEYS (A) TO THE

שני ייני ייני ייני

יישנאים בום וני ייי Place the state of Lidie in f bei bei angebraten 1314 101 4 4-445. \$ 4

te Tight The street space

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3155 HORIZONTALEMENT

I. Se lève en même temps que la séance. Frein. – II. Sur deux jambes ou sur deux pattes, il invite à se mettre à table. Personnage qui fut très raccourci au cours de l'histoire et présenté ici comme tel ortho-

graphiquement. -III. Entrepreneur de démolition pour pièces mal construites. Vocalise. dans les Carniques. - IV. Démonstratif. Pays. Font culs secs Personnification Dépôt de glace. Brûle-gueule d'importation boitant. - VI. Après trouve emballé.

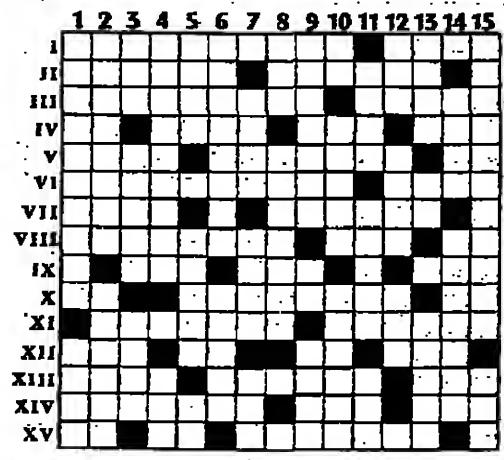
la crème

anglaise. - VII.

Signes du temps.

3 4-WE

MACES (H



Robe que revêtit Baucis après une métempsycose. - VIIL Ses adeptes ont des idées très particulières sur la chose. Emberlificotée. Copulative. - IX. S'ajoute au nom du père et du fils. Les accumuler ne constitue pas une source de richesse. Lettre grecque. - X. Note. Certains le remontent pour assurer leur descendance. Le Bordelais vu par un Bourguignon - XI. La Faculté sous son aspect le plus symbolique. Perdit un œil en Corse, un bras aux Canaries et le reste à Trafalgar. -XII. Institution britannique des plus stables. Personnel. Conjonction. Son débit peut satisfaire des gens désireux de boire en Suisse. -XIII. Ressort d'un sommier. Avertissement. Article. -XIV. Enjoliveurs de roue. Animateur de ciseaux, plumes, pinceaux, etc. La plus courte fut républicaine. - XV. Varient davantage entre les continents qu'entre les générations. Possessif. Personnage. que l'on ne saurait

VERTICALEMENT

prendre au sérieux.

L. Se lève en même temps que la séance. Jour pouvant donner lieu à une reprise. - 2. Grand saigneur d'Espagne. Jeu de calculs. -3. Porte souvent le nom d'un personnage qui ne l'a jamais vue. Facteur d'abattement qui ne se laisse pas facilement abattre. Orphée aux Ensers en est un modèle homérique. - 4. Spécialiste des maux d'esprit. Veste autrichienne endossée par un baron. - 5. Met au clou on voue à la potence. Privation de sortie pour mauvaise conduite. Article. - 6. Ils s'étendent souvent sur un divan. Champ où l'on peut récolter des tomates en produisant des navets. - 7. Exhale. Indicatif évoquant un coup brillant ou qualificatif d'une chose sans brillance. Roi de Juda. - 8. Lettre grecque. Une mesure à ne pas dépasser. - 9. Abreuve des sillons. Possessif. Victime d'un frère aussi fraudeur qu'arriviste. – 10. Négation. Créature qui ne risque pas d'être enlevée, bien qu'elle s'emporte sacilement. Même si leurs arrières ne sont pas à la hauteur, ils

fesses. - 11. Dont l'adresse est incontestable. Jouer pour des étoiles. D'un auxiliaire. - 12. Entreprise de travailleurs émigrés fondée en 1943. On pousse ceux qui en manquent et retient ceux qui en ont de trop. Roi d'Israël. - 13. Embrasse tout le monde. Personnel. Action mesuree par le chef et démesurée pour l'aubergiste. - 14. Le potard y potasse le potassium. Jouer le rôle d'ôter l'eau. - 15. Préavis reçu de

Solution du problème nº 3154 Horizontalement

de reprises.

l'au-delà. Manche ne manquant pas

I. Berceaux. - IL Elargir. -III. Rimer. Gel. - IV. Etêtage. (cf. gourmand) - V. Zée. Tente. -VI. Pince. - VIL Non. Giens. (cf. langue). - VIII Avoine. Nn. IX. Acre. Tir. - X. Pleurs. Si. XI. O.E.S.N. EL.

Verticalement

1. Berezina, Pô. - 2. Elite, Ovale, - 3. Ramée. Noces. - 4. Crêl. Irun. - 5. Egratigner. - 6. Ai. Génie. Se. 7. Urgence. - 8. Tennis. -). Elle. Surin.

GUY BROUTY.

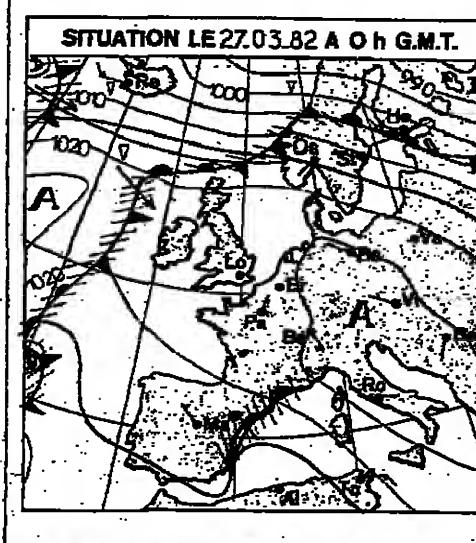
Le dimanche 28 mars

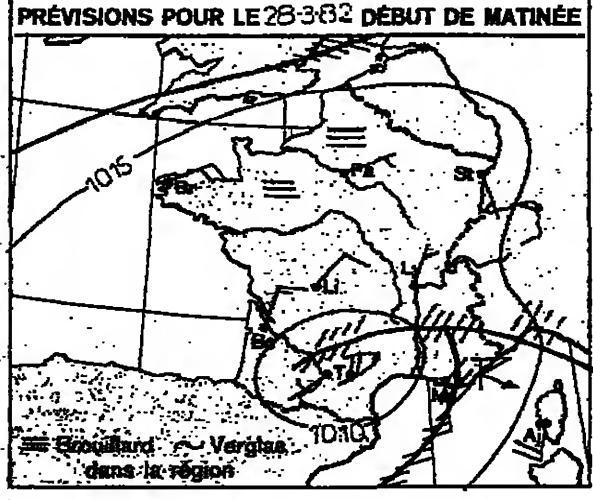
L'HEURE D'ÉTÉ

L'heure d'été entrera en vigueur le dimanche 28 mars.A 2 heures du matin, ce jour-là, les montres et pendules devront être avancées d'une heure.

Le nouvel horaire sera adopté par presue tous les pays européens, Les dix de la C.E.E. (Allemagne, Belgique, Luxembourg, France, Pays-Bas, Italie, Danemark, Irlande, Grande-Bretagne, Grèce) et onze autres Etats (Autriche, Espagne, Finlande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne) sont en effet concernés par cette mesure.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 mars à 0 heure et le dimanche 28 mars à 24 beures :

Le champ de pression continuera de baisser sur la France, tandis que la cellule de hautes pressions se décalera vers la Grèce. Dans le flux de sud-est, puis sud, qui s'établit sur le pays, la progression de l'air humide et instable de Méditerrance sera plus rapide et demain, le temps lourd et parfois orageux n'épargnera que les régions du Nord et du Nord-Ouest

Dimanche matin, le temps sera très mageux et humide sur la moitié sud du pays, tandis qu'ailleurs la matinée sera parfois brumeuse mais, en général, peu nuageux. Au cours de la journée, la zone de nuages gagnera vers la Loire, le Jura, et, le soir, les Vosges. Elle sera accompagnée de pluies ou d'averses, prenant parfois le caractère d'orage. Plus an Sud, une relative amélioration se développera sur les Pyrénées et l'Aquitaine, avec des éclaircies. De la Bretagne à la frontière belge il fera bean, mais avec des nuages plus abondant le soir près des côtes. Les vents seront modérés et souffleront du sud ou du sud-est. Les températures minimales seront en hausse, tandis que les maximales accuseront une baisse plus ou moins sensible. en fonction des précipitations.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 mars 1982, à 7 heures, de 1021,2 millibars, soit 776,0 millimètres de mer-

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mars ; le second, le minimum de la unit du 26 mars au 27 mars) : Ajaccio, 17 et 5 degrés; Biarritz, 17 et 5; Bordeaux, 17 et 6; PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

Bourges, 16 et 1; Brest, 16 et 5; Caen, 14 et 0 ; Cherbourg, 12 et 2 ; Clermont-Ferrand, 17 et 1; Dijon, 15 et 0; Grenoble, 18 et 1; Lille, 16 et 2; Lyon, 17 et 2; Marseille, 18 et 8; Nancy, 17 et -1; Nantes, 17 et 3; Nice, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 18 et 2; Pau, 16 et 3; Perpignan, 15 et 9; Rennes, 18 et 2; Strasbourg, 17 et 0: Tours, 17 et 2: Toulouse, 16 et 6; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 7 degrés: Amsterdam, 16 et 2; Athènes, 11 et 2; Berlin, 16 et 3; Bonn, 18 et D; Bruxelles, 15 et 3;

Le Caire, 24 et 9; Canaries, 21 et 14 Copenhague, 15 et 3; Dakar, 23 et 19 Genève. 14 et -1: Jérusalem, 9 et 6 Lisbonne, 18 et 9; Londres, 17 et 4: Luxembourg, 16 et 5; Madrid, 14 et 0; Moscon, 2 et 2; Nairobi, 29 et 14; New-York, 9 et 1; Palma-de-Majorque, 14 et 8: Rome, 4 (minimum); Stockholm, 12 et 2; Tunis, 17 et 12; Tozeur,

Document établi avec le support technique spécial de la Méséorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 27 mars 1982 : DES DÉCRETS

JOURNAL OFFICIEL ----

Relatif à la cessation anticipée d'activité des personnels des collectivités locales prévue par l'ordonnance du 30 janvier 1982 relative

aux contrats de solidarité: · Portant modification de l'article R. 111-6 da code de la construction et de l'habitation relatif aux équipements et aux caractéristiques thermiques des bâtiments d'habita**DIMANCHE 28 MARS**

14 h 30 et 15 h 45, entrée côté parc. M™ Hulot - Hôtel de Sully >, 15 h, 62, rue Saint-Antoine M. Guillier.

ceau », 15 h, métro Monceau, M= Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h 30, 15, rue Vangirard (Approche de l'art). « Le quartier Saint-Paul ». 15 h. métro Pont-Marie (Art et Histoire).

cle ». 11 h. hall du Grand Palais (Arcus) «Le parc de Versailles», 14 h 30. stame de Louis XIV dans la cour (L'art

« Hôtels de Beauvais, Seas, Aumont -, 15 h 15, 22, rue de Beautreillis,

М≕ Салыя. - Salons du ministère des finances », 15 b. 93, rue de Rivoli, Mª Reynaud. «L'Opéra», 15 h; entrée, M= Ra-

- Hôtel de Camondo -, 15 h, 63, rue de Monceau. Mar Ferrand. « Anciennes Halles », 15 h, place Co-

« Palais du Luxembourg ». 15 h. 20. rue de Tournon (Histoire et Archéo-« Montmartre ». 15 h. métro Abbesses, M. Jasiet.

leine (Lutèce Visites).

« De l'hôtel de Lamoignon à celui des

15 h. métro Pont-Neuf (Résurrection « Vieux quartiers de la Cité», 14 h 30, pont Neuf, statue Henri-IV,

- Les Catacombes », 10 h, 2 bis, place Denfert-Rochereau (lampe électrique) (Tourisme culture!). «L'Opèra », 11 h, statue de la Danse

LUNDI 29 MARS « Quartier du temple », 11 h, mêtro Temple, M= Aliaz.

< Notre-Dame présentée aux jeunes», 14 h 30, parvis côté Préfec-

ture. Mar Hulot. · Hôtel Salé », 15 h. 60, rue des Francs-Bourgeois, Ma Allaz - Exposition Gabriel Davioud >. 15] 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale

des monuments historiques). « Egypte: Vie quotidienne », 15 h, le Louvre, porte Champollion (Approche de l'art). « Hôtels et église de l'île Saint-

Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris). « La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru, M= Reynaud.

 Chez un orfèvre ». 15 h. métro Arts-et-Métiers, M= Raguenan (Connaissance d'Ici et d'Ailleurs). - Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, Mos Ferrand.

« Les tympans célèbres », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie). - L'Opéra ». 13 h 30. entrée. « Carmel de Saint-Denis », 15 h. mé-

tro Saint-Denis-Basilique (Paris et son - Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

< L'UNESCO : film sur Malte », 15 h, place Fontenoy (Tourisme cultu-

CONFÉRENCES -

ter : « Comment reconnaître notre degré spirituel et celui des autres ». Natya: Les paroles secrètes de Jésus selon 15 h 5, rue Largillière, B. Miollan

- Machu Picchu - (Nouvelle Acro-17 h 50, 9 bis, avenue d'Iéna, J.C. Stevens: La Pologne et la Russie

14 h 45, 23 quai Conti, M. Pomey: - Le renouveau actuel des fondations -

(Académie des sciences morales et poli-15 h, 17, rue Fémelon, J. Galtier

Dr Simon : « L'œnvre médicale de Maïmonide (1135-1204), médecine du Moyen Age - (SILOE).

D'UN SPORT A L'AUTRE

HOCKEY SUR GLACE. - Au cours de la dixième journée du championnat du monde (groupe C) le 25 mars à Jaca (Espagne), le Japon a battu la France 6-2 (1-0, 1-2, 4-0). Avec trois victoires et deux défaites, la France partage la deuxième place du classement provisoire avec la Yougoslavie et la Hongrie, derrière le Japon.

PENTATHLON MODERNE. -Le Français Joël Bouzou a remporté . jeudi 25 mars, la réunion internationale de pentathlon moderne organisée à Paris, il a précède avec 5.450 points les Soviétiques Nefedov, 5.406 points, et Kapaniov, 5.309 points. Par équipes, I'U.R.S.S., avec 15.914 points a devancé la France, 15.826 points.

SKI ALPIN. – L'Américain Phil 26 mars le slalom de Montgenevre, en 1 min. 39 sec. 41, dernière épreuve de la Coupe du monde; il devance le Suédois Stenmark 1 min. 40 sec. 7, et le Suisse Gaspoz 1 min.40 sec. 9. Fait sans précédent, l'Américain enlève cette année la Coupe du monde. et les deux spécialités, le slalons spécial et le géant.

L'Allemande de l'Ouest Maria Epple a obtenu, le 25 mars à San-Sicario (Italie), son troisième succès de la saison en Coupe du monde, en gagnant le dernier slalom géant comptant pour l'attribution du trophée de cristal. La Suissesse Herika Hess, championne du monde, en se classant deuxième, a pratiquement assuré sa victoire générale sur la sœur ainée de Maria. Irène Epple, qui a terminé deuxième.

SPORTS EQUESTRES. — *Le ca*valier français de sauts d'obstacles, Hervé Godignon, a signé un contrat professionnel avec la société Moët et Chandon, qui avait dējā sous contrat depuis six ans le Brésilien Nelson Pessoa, Agé de trente ans. l'ancien champion de France, qui s'était déjà vu retirer Electre il y a deux ans, va perdre à cette occasion les deux meilleurs chevaux de son . piquet », Giran P, vendu à l'Italie, et Khadidja, momentanément confié au fils de son propriétaire. M. Alain Casagrande.

VOILE. - Le voiller néerlandais Flyer, qui est en tête de la ouatrième et dernière étape de la Course autour du monde. Mardel-Plata-Portsmouth, devant le néo-zélandais Ceramco, le françaisCharles-Heidsieck-III. le britannique First-Cooperative et les françaisKriter-9 etEuromarché, est attendu lundi 29 mars dans le port anglais par les organisateurs, si toutefois le bateau de Cornelius Van Rietschoten n'est pas retardé par les difficultés météorologiques prévues au sud de l'Angleterre.

PRESSE

ML PIERRE JANROT **EST NOMMÉ DIRECTEUR** DU « BERRY RÉPUBLICAIN »

Deux nominations interviendront dans le groupe Centre-France (la Montagne], à compter du la avril :

- M. Pierre Janrot sera nommé. directeur du quotidien le Berry républicain, en remplacement de M. Pierre Feuerstein (M. Janrot a été P.-D.G. de l'Aurore, de novembre 1978 à janvier 1979, et directeur de France-Antilles depuis septem-

- M. Pierre Feuerstein est nommé directeur-délégué pour les filiales du groupe Centre-France (il dirigeait le Berry républicain depuis

• Dans le groupe La Vie. - Lo conscil d'administration de la S.A. Malesherbes Publications (qui édite la Vie, les Informations catholiques internationales, Prier, etc.) a décidé de coopter trois nouveaux administrateurs: MM. Philippe Farine, membre suppléant du comité directeur du P.S., Jean-Pierre Hourdin, fils de M. Georges Hourdin. fondateur de la Vie catholique) et Georges Montaron, directeur de Hebdo T.C. Témoignage chrétien.

Les autres membres du conseil. outre M. André Schafter, président, sont MM. Michel Houssin et Jean-Pierre Dubois-Dumée, plus un représentant du personnel.

• La Fondation - Journalisse demain - organisera son concours annuel d'entrée le 5 juin (dix places à pourvoir). Les inscriptions (6; rue Ancelle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél: 624-01-23) sont acceptées jusqu'au 30 avril. L'enseignement, d'une durée d'un an, est constitué de cours dispensés par des personnalités du monde de la presse et de stages effectués dans les entreprises membres de la Fondation.

AUTOMOBILE

ne sont pas habilités à leur botter les

CITROEN, commercialisera courant avril 1982 une série spéciale de 1 000 Visa : la Visa West End. La Visa West End est une Visa Super E (moteur 4 cylindres. 1124 cm3, 50 ch, consommations: 4,81 l. aux 100 km à 90 km/h, 6,3 l. aux 100 km à 120 km h et en consommation urbaine) à carrosserie rouge Delage. Un toit ouvrant panoramique sera monté en série, de même qu'un pare-brise feuilleté et glaces teintées, essuie-glace/lave-glace de lunatte amère, prééquipement radio, roues en alliage léger. (44 800 francs).

CINÈMA

SCÉNARIOS FANTASTIQUES. Pour la quatrième année consécutive. la Fondation Philip-Morris pour le cinéma organise un concours de scénarios sur le thème du fantastique.

Parmi les onze synopsis sélectionnés, le jury choisira le laurést qui cecevra le prix de 10 000 francs au Festival d'Avo-

* 33, avenue Mac-Makon, 75017 Paris. Tel.: 755-71-40.

FORMATION PERMANENTE

JEUNES ET LE TIERS MONDE. - Le service civil international organise du 5 au 9 avril nu stade divilitiamon an develobbe ment économique et social qui aura lieu à Marly-le-Roi. Ce stage s'adresse à des jeunes intéresses par les problèmes du tiers-monde * Service civil international. 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tel: 874-60-15.

CHATILLON JEUNES. - Sous le patronage de l'Orchestre de l'Ile-de-France et

avec la participation de la Délégation régionale à la musique d'Îlede France est organisée sur l'initiative de la ville de Châtillon (Hauts-de-Seine); du 29 mars au 13 avril, un stage national de formation de jeunes musiciens au travail d'orchestre. Ainsi sera créée. sous la direction du chef d'orchestre Alexandre Myrat, la philamonie nationale des jeunes, qui donnera plusieurs concerts à l'issue du stage, le prix de ce stage est de 800 francs.

* Conservatoire municipal, rue Jean-Mace. 92320 Châtilionsous-Bagneux, tel : 657-34-24. LA MAISON

LUMPÈRE EXOTIQUE. - Dens ses boutiques de meubles en rotin venus d'Extrême-Orient, Jacques Pergay présente des lampes originales. Les abat-jour en tissu sont montés sur des reproductions de vanneries anciennes, exécutées par des artisans philippins selon une technique ancestrale. Ces pieds de lampes, de ton brun roux. sont des coffrets, des jarres effilées ou des petites hottes dorsales. La collection comprand une douzaine de lampes, vendues aux

alentours de 1 000 F.... * Jacques Pergay, 206, bd Saint-Germain; Forum des Halles, miveau 2; les Ountre-Temps à la Défense, allée des Arcades ; 16, place Crillon à Avignor.

PRIX DÉCOUVERTE DU JAPON. -- L'Association de presse France-Japon, qui groupe des journalistes francais en poste à Paris, et des journalistes français s'intéressant au Jacon, attribue un prix annuel

 ← Découverte du Japon », destiné
 à encourager les études sur le Japon dans tous les domaines, journalistique, politique, économique, culturel, scientifique, technique, sociologique, artistique, etc. Doté par la société S.B.A. (l'As-

sociation des jeunes entrepreneurs français au Japon) et l'A.P.F.J., donne droit à un voyage d'études d'un mois. Les candidats, de nationalité française et âgés de moins de trente ans, devront remettre avant le 1er juin, en cinq exemplaires, un mémoire de quatre pages dactylographiées de vingt-cing lighes au maximum sur le sujet de l'étude qu'ils souhaitent mener au Japon. Ce mémoire sera accompagné, en cinq exemplaires, d'un curriculum vitae d'une page maximum, manuscrite.

* Association France-Japon, 14, rue Cimerosa, 75116 Paris. Tel.: 727-30-98.

RÉTROMANIE

LE LIVRE A TRAVERS LES SIÈ-

CLES. - L'exposition organisée à Lyon par la Compagnie des libraires-experts de France présente un grand choix d'œuvres précieuses, des incunables lyonnais en lettres gothiques aux livres-objets contemporains à cassettes incorporées. Parmi les œuvres les plus remarquables, les Mémoires sur l'histoire de Lyon, édités au seizième siècle ; un Bréviaire de l'amour, manuscrit du dix-huitième, de l'ancienne collection Roger Peyrefitte; des éditions originales de La Fontaine, Racine, Buffon, Stendhal, Benjamin Constant, ainsi que de nombreux autographes intéressants. (A la Maison de-Lyon, place Ballacour. du 27 mars au 4 avril.)

« Château de Maisons-Laffitte ».

« Promenades autour du parc Mon-

« Palais du Luxembourg et Sénat »,

≺ Peinture française da XVIIº siè-

pour tous). « Synagogues de la rue des Rosiers, le convent des Biancs-Manteaux ». 16 h. 3, rue Malher (A travers Paris).

M= Barbier. « Vieux village de Montmartre », 15 h 30, mětro Lamarck-Caulaincourt

guencan (Connaissance d'Ici et d'Ail-

lette, sortie du souterrain, Mª Hager. - Palais Bourbon ». 15 h. métro Chambre-des-Députés, Mrs Hauller.

« La Madeleine », 15 h, mêtro Made-

«L'Académie française», 14 h 45. 23, quai Conti, M. de la Roche. ambassadeurs de Hollande », 15 h, 24, rue Pavée, M™ Bué-Akar (Paris et

son histoire). « Quartier de la Tour de Nesies».

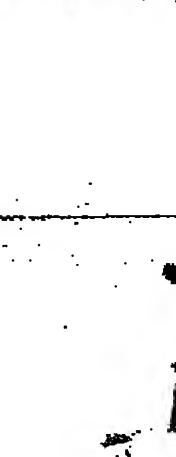
(Visages de Paris).

DIMANCHE 28 MARS 14 h 45, 9 bis, avenue d'Iéna, J.-C. Stevens: - La Colombie, l'Equateur, les les Galapagos » (films). 15 h, 163, rue Saint-Honoré, G. Wal-

saint Thomas ».

jusqu'en Sibérie - (Illms). **LUNDI 29 MARS**

 Marc Boegner et le judaïsme de 1940 à 1954 - (Amitié judéo-chrétienne). 17 h et 20 h. 30, Musee des arts decoratifs, . L'Europe chrétienne : l'apogée roman et gothique ». 18 h 30, 24, rue du Mom-Thabor,



SOCIAL

Les syndicats portent un grand intérêt aux problèmes des « nouveaux retraités »

Trois importantes associa-tions de retraités viennent de se réunir en congrès natio-nal : à Sète (Hérault) il y a huit jours, l'Union confédé-rale des retraités C.G.T. (UCR-C.G.T., trois cent mille membres); à Guidel, près de 25 mars, celle des retraites C.F.D.T. (UCR-C.F.D.T., cent mille adhérents) : enfin, à Royan (Charente-Maritime), presque an même moment, l'Union nationale des retraités et personnes agées, ex-Union des vieux de France, organisation proche du P.C., regroupant des dizaines de milliers de militants.

Les deux congrès syndicaux ont montré l'intérêt que portent les centrales ouvrières aux problèmes des « nouveaux retraitės », desormais de plus en plus jeunes.

Comme l'avait souligné à Sète M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., les travailleurs vont quitter la vie professionnelle de plus en plus tôt. C'est une force avec laquelle il faudra compter. Dès lors, rien d'étonnant si les syndicats accordent à cette évolution une attention nouvelle, illustrée par la présence, à Sète, des deux dirigeants de la C.G.T., MM. Séguy et Krasucki, et à Guidei de M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

Une organisation de masse et de classe

Pour la première de ces centrales, il s'agissait de proclamer « la necessité d'un syndicalisme spécifique des retraités dans la C.G.T. v. La transformation des « conférences » de l'U.C.R.-C.G.T. en congrès nationaux apporte à la structure « autonome » des retraités cégétistes la consécration d'une organisation « de masse et de classe», qui se situe dans la ligne du «changement» intervenu le 10 mai 1981.

Même analyse à la C.F.D.T., où l'on a souhaité aussi, jeudi, une organisation « de masse et de classe » et, pour reprendre l'expression de M. Maire, une « démarginalisation » des retraités pour a rompre la loi d'airain travail-revenus > et briser l'isolement psychologique et culturel tée des nouveaux retraités, estisociété tout entière. Elle met en lumière ses carences — aggravées par la crise - et l'indigence de la cité dans le domaine des activités socio-culturelles et des relations sociales. Lutter avec les retraités, c'est lutter pour eux. mais aussi pour le cadre de vie. pour le progrès social de l'ensemble de la nation.

« Démarginaliser », donc, les retraités. Mais comment? D'accord sur le fond, l'U.C.R.-C.G.T. et PU.C.R. - C.F.D.T. ont pris contact entre elles ces derniers iours - les cégétistes adressant notamment un télégramme à « ceux d'en face » pour leur souhaiter a un bon congrès s.

Lorient. — Clôturant à Guidel, près

de Lorient (Morbihan) le quatorzième

congrès de l'Union confédérale des

retraité C.F.D.T. (U.C.R. - C.F.D.T.).

M. Maire a lancé, leudi 25 mars, un

avertissement au pouvoir, estimant que

l'ordonnance sur la retraite à soixante

rapport à ce que les retraités atten-

général de la C.F.D.T conclut : = "

dans les mois à vanir pour exercer

permettre aux salaries qui ont cotisé

quarante ans e plus de hénéficier de

leure droits à la retraite à l'âge de

cinquante-cinq ans, surtout dans les

métiers pénibles. Les travailleuses

aui ont une carrière professionnelle

complète et qui ont élevé des enfarts

devraient aussi bénéficier d'une anti-

au moins à 70 % du salaire brut

déléguées, vanus surtout de la Bre-

représentant plus de cent mille adhé-

rents dans environ soixante-cina décente. — J. B.

SMIC.

Cependant, des divergences sub-sistent, au niveau des appareils aussi bien que des militants, sur les moyens de mobiliser les re-traités dans l'action syndicals.

A la C.G.T., aucun problème, apparemment, « si l'on excepts tantes qui estiment que la composition du bureau de l'U.C.R.-C.G.T. est loin de refléter la proportion de semmes retraitées ». Toutefois, ainsi que l'avait reconnu M. Krasucki, a des questions d'organisation subsistent ». Comment intégrer l'U.C.R. aux activités du syndicat? Comment éviter les doubles emplois? Comment les retraités seront-ils représentés dans les instances locales et nationales de la C.G.T. dans les unions départementales et dans les fédérations? Les membres de l'U.C.R.-C.G.T. proviennent en majorité du secteur public et nationalisé. Ils vont tenter de recruter d'autres adhérents dans le secteur privé, qui représente six millions de retraités, et de se lancer dans la bataille des élections prud'homales. dans celle des élections à la Sécurité sociale. Du pain sur la planche, aussi, dans les domaines de la coopération avec le tiersmonde, de la formation des jeunes, des loisirs et du tourisme

Ce vaste programme suscite l'agacement de la C.F.D.T., où l'on accuse la C.G.T. de vouloir a pièger les vieux s, de les a enrégimenter » à des fins électorales. Agacement d'autant plus vif que les retraités C.F.D.T. sont issus grosso modo de la même clientèle que celle de la C.G.T. : la fédération des transports et de l'équipement y est représentée avec 40,66 % des adhérents: puis Viennent les travailleurs de l'E.G.F., les mineurs, la défense nationale, les enseignants, les

Les ordonnances : « pas concernés »

Au sein de l'U.C.R.-C.F.D.T., il est vrai, un important débat s'est instauré entre partisans et adversaires d'une structure interprofessionnelle des retraités. Pour premiers, la participation dans un syndicat n'est pas la bonne réponse pour la masse des retraités. « Nos problèmes ne sont pas les mêmes, déclare une retraitée utopie, une forme de corporatisme, alors qu'il faudrait réunitier la classe ouvrière en la solidarisant. » Pour les seconds. a être retraité, ce n'est pas une profession », et les revendications des travailleurs, actifs ou inactifs doivent passer par le syndicat. Deux attitudes extrêmes, a estimé M. Edmond Maire, qui font l'impasse sur la réalité : à savoir la diversité du milieu des retraités. Quoi qu'il en soit, le congrès de l'U.C.R.-C.F.D.T. s'est prononcé pour une double représentation - professionnelle et interprofessionnelle — de ces derniera « L'important, conclusit M. Marcel Gonin, secrétaire gé-

néral de l'U.C.R.-C.F.D.T., c'est de

départements. s'étaient rassemblés à

ce quatorzième congrès dont le thèr.:e

était : « Prendre sa vie en charge ».

été définis par les militants de

I'U.C.R. - C.F.D.T. : i'harmonisation

des régimes de retraites, visant à

faire disparaître les inégalités engen-

drées dans les mesures ponctuelles

sans souci de rationalisation : la

réduction de l'écart hiérarchique

entre les retraités par une augmen-

tation prioritaire des basses retraites :

l'accès à des droits sociaux nou-

veaux, permettant de réintégrer les

discutées et décidées teurs res-

Trois objectifs prioritaires avaient

AU CONGRÈS DE L'U.C.R.-C.F.D.T.

«Prendre sa vie en charge»

De notre envoyé spécial

Mais comment vont réagir ces nouveaux retraités » face aux nutations économiques, sociales contenu des nouvelles ordonnanune certaine déception derrière l'académisme (ou le folklore) des

« Nous sommes une génération sacrifiée, nous disait, avec amertume, un vieux militant cégétiste de Sète. Nous nous sommes battus pour le Front populaire, puis dans la guerre et dans la Résistance, ensuite à la Libération pour la Sécurité sociale, pour la re-construction du pays. A l'heure de la récession, on nous a laissé tomber, comme les immigrés. Et maintenant qu'un espoir est apparu avec le 10 mai, nous avons l'impression d'être tenus à l'écart. Pourtant, nous voudrions bien, nous aussi être les acteurs du changement. D

Langage de militant ? «La

Sécu, parlons-en », s'esclaffait un ancien président de caisse Sécurité sociale de la C.F.D.T. Le projet né dans la Résistance était basé sur un système redistributif. une Sécurité sociale généralisée, que l'on s'est acharnée à démoltr. Qu'en reste-Il aujourd'hui? In a créé les régimes complementaires, qui sont de la justice commutative, proche du libéralisme. Puis il y a eu les ordonnances, qui ne sont rien d'autre que la mainmise patronale sur la Sécurité sociale, avec un peu de sauce F.O. et un peu de sauce C.F.D.T. On nous brandit la perspective d'une harmonisation des régimes. La seule péritable harmonisation, ce serait la retraite pleine à soixante ans pour tous. Où sont les promesses de M. Mitterrand?»

Un autre militant C.F.D.T., ancien quartier-maître à Lorient dira pour sa part : « Le scandale, ce sont les basses retraites, surtout pour les couples, même dans le secteur public. La solution ne serait-elle pas de négocier pour un minimum vital dans tous les régimes, et surtout dans le régime general?»

Quant aux problèmes d'articulation de la préretraite et de la garantie de ressources, ils n'intéressent que fort peu les retraités présents dans ces conclaves syndicaux. « Fen suis moimême étonnée, nous confiait Mme Simone Malaquin, présidente de l'U.C.R.-C.F.D.T. alors que nous avons recu de nombreuses lettres de travailleurs à

La déception devant les lenteurs du changement va-t-elle de l pair avec une certaine dépolitisation? «Les ordonnances, expliquait un métallurgiste du Nord. soixante-sept ans, ce n'est pas natre problème, c'est celui des actifs, des futurs retraités. » « Même le cumul emploi-retraite? D — < Oh! pous savez, à mon âge, on n'a plus envie de cumuler. J'ai déjà assez de traavec mon jardin l p d'ajouter : «Nous les vieux, ce | qui nous intéresse, c'est d'abord

le montant des pensions.» JEAN BENOIT.

• SNPMI. : de nouveaux couts pour les entreprises - Le Syndicat national de la petite et moyenne industrie - S.N.P.M.I. - estime que les projets socieux du gouvernement « risquent d'entrainer de nouveaux coûts et de nouvelles contraintes pour les entreprises ». Le S.N.P.M.I. souligne, au sujet des droits nouveaux des travailleurs que le gouvernement cherche à imposer la concertation et le dialogue aux parlenaires sociaux alors que les plus importants syndicate outriers y sont opposés ». Ces textes, qui selon ce syndicat, « consacrent le pouvoir syndical n. risquent egalement « d'amplifier le malaise actuel et provoquer des réactions

passionnées des cadres ».

LOGEMENT

POLÉMIQUE SUR L'ACTIVITÉ DE L'OFFICE H.L.M. DE PARIS

La C.F.D.T. dénonce certaines opérations et demande la dissolution du conseil d'administration

«Rien n'est anormal» rétorque son président, M. Tiberi

puis rétrocéde à

La section syndicale C.F.D.T. de l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris vient de publier un Livre blanc mettant gravement en cause la façon dont est assumée la vocation de cet organisme de logement social. Toute une partie de ce dossier de cent cinquante pages est consacrée à une dizaine d'exemples concrets où la C.F.D.T reproche à l'Office (le plus i ni ortant de France avec près de quatre-vingtquatre mille logements, dont plus de soixantedix mille à Paris et le reste dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marnel d'avoir mené des opérations qui favorisent la spéculation foncière et imobilière au profit de promoteurs privés.

Outre l'organisation de la gestion et les problèmes de statut des personnels de l'Office, la CFD.T. fait essentiellement porter ses accosations sur « l'imbrication de plus en plus poussée entre les intérêts publics du logement so-cial et les intérêts privés ». A l'appui de cette thèse, la C.F.D.T. fait état des participations de l'Office dans le capital de treize d'economie mixte (SEM), où les banques jusqu'ici privées sont certes légèrement minoritaires, mais où a le pouvoir échappe en réalité à la Ville » paisque « les banques détiennent le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent frais v.

Il peut s'agir, grâce à l'existence de ces S.E.M., de la mise à la disposition de promoteurs privés, à des prix inférieurs au marché, d'une partie des terrains expropriés ou acquis selon des règles qui en limitent le coût. pour la réalisation non de logements sociaux, mais d'opérations de « standing ». L'exemple cité est celui de la rénovation de deux ilots du 11º arrondissement de Paris, rue Oberkampi et rue Jean-Pierre-Timbaud, ou, selon h CFD.T., l'Office d'H.L.M. a exproprié les parcelles, relogé les locataires, assuré les démolitions, les fautes relevées sont suffisamment graves pour que le conseil d'administration de l'Office soit juridiquement dissous, et se sont adressés en ce sens à M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. M. Jean Tiberi, président de l'Office et adjoint de M. Chirac à la mairie de Paris, nous a déclaré à ce sujet : - Ce n'est pas

Les responsables syndicaux estiment que

sérieux. Aucune des accusations qui sont portées là n'est fondée. Rien, je dis bien rien, n'est anormal dans l'activité de l'Office, qui remplit bien sa mission. - M. Tiberi prépare pour la semaine prochaine une réponse officielle aux accusations du Livre blanc.

Sepimo. La Henin, Suez, une partie des terrains nus et libres, au prix fixé par les domaines (ce qui représente une charge foncière de 745 F le m2 de logement). En fin de course, superficie des logements de standing réalisés par le promo-teur représente 51,5 Z de l'ensemble, le reste (logements H.L.M.) étant réalisé avec un coefficient d'occupation des sols inférieur à celui autorise, ce qui permettra a Sepimo d'a augmenter la constructibilité de la parcelle qui lui est dévolue n. Sur ce point. M. Tiberi nous a déclaré qu'il s'agissait la d'une affaire tout à fait naturelle, réalisée au prix sixé par les domaines, et avec l'accord du préfet et

qui a été nommé en 1977. Dans les zones d'amenagement concerté (ZAC), il s'agit encore, de montants de charges foncières, mais aussi de la conformité des conventions de rénovation urbaine avec les conventions types prévues par les textes. Ainsi, au Pont de Sevres, cela se traduit par la

construction par l'Office de

qu'il s'en expliquera. Qu'en fait

cette operation, realisée entre 1968

et 1976, ne mettait pas en cause

l'actuel conseil d'administration,

gements LLN. (immeubles à loyers normaux), et par la SIN-VIM (société d'investissement) de 179 logements et 44 chambres. par une SEM-de 378 logements aidés et de 416 logements non aidés, et enfin par une dernière société de trois tours de bureaux. Enfin, plusieurs exemples de «transfert de charges» du secteur privé au secteur public sont évoqués, comme à Bagneux, où des consolidations souterraines de carrière sont prises en charge par l'Office sous contrepartie financière d'une Société anonyme d'H.L.M., filiale de la SAGI une des SEM en cause. S'il était exact qu'on réserve « au secteuf privé ou aux sociétés d'économie mixte les opérations susceptibles d'être équilibrées ou excédentaires financièrement a et qu'on fasse a peser sur les locataires de l'office le poids financier d'opérations présentant un intérêt social quasiment nul », ce serait grave. Il faut attendre les réponses de M. Tiberi à la question que pose la CFD.T. : « Est-il légitime de faire payer par les locataires de La Courneuve les logements restaurés dans les beaux quartiers et attribués à des protégés? ».

934 logements H.L.M., de 299 lo-

JOSÉE DOYÈRE

Un ultimatum saoudien

(Sutte de la première page.) Faute de quoi les compagnies

pétrolières seront mises sur une liste noire et se verront privées à l'avenir de pétrole saondien, qu'il provienne des compagnies américaines lies à Ryad (l'Aramoo) on de la société nationale Petromin. Des sanctions identiques pourraient être appliquées par les autres pays du Golfe, voire dans l'ensemble des pays membres de l'OPEP. L'Arabie Saoudite envidessous du plafond de 7 millions de barils par jour, décidé pour le le avril Enfin, le président

exercice de l'Organisation. M. Al Otelba, a affirme au une nouvelle conférence extraordinaire pourrait être amenée à prendre d'autres sanctions. Les compagnies en cause sont Shell, la Gulf, Mobil, la société italienne AGIP, les deux compagnies françaises Elf et Total et Texaco. A en croire la Middle East Economic Survey, Mobil. membre de l'Aramco dont le destin est lié fortement à son activité en Arabie Saoudite, aurait délà fait savoir à Ryad qu'elle reprendrait ses achats (deux cent vingt mille barils par jour); et il y a toutes les chances que Texaco fasse de même (pour trente mille barils par jour

Dans la lutte qui oppose désormais l'OPEP aux compagnies celles-ci pensent-elles retrouver un pen du pouvoir qu'elles ont laisse echapper dans les an-

nées 70 ? — l'Arabie Saoudite dis- 20 % de pétrole de plus qu'elles ne pose d'arguments de poids. Qui pourront en écouler. Ryad devra prendrait le risque d'être mis sur donc sans nul doute procéder à une liste noire par un pays qui dispose du quart des réserves prouvées dans le monde, fournit le sixième de la production mondiale et intervient pour le tiers du commerce international du brut? D'autant que Cheikh Yamani n'a pas caché agir de la sorte pour préserver les pays industrialisés de baisses excessives de prix, prélude mévitable, selon iui, à un troisième choc pétrolier. Cette manifestation spectaculaire de la volonté saoudienne de tenir les prix et le marché du pétrole, si elle est susceptible d'avoir un impact psychologique sur les marchés libres, ne résout cependant pas la question de fond. Les réductions de production décidées à Vienne sont insuffisantes pour un second trimestre au cours duquel la demande de pétrole est traditionnellement déprimée. Les compagnies qui sont engagées par contrat l'égard du pays producteur n'ont pas seulement un problème de prix (le brut de la mer du Nord coute 15 % moins cher que le pétrole nigérian de même qualite) mais aussi de quantité Les deux compagnies françaises, par exemple, disposeront en 1982, si elles ne parviennent pas à renegocier

Occidental Petroleum pourinvestir 230 millions de dollars dans l'exploitation charbon en Chine. - La société américaine Occidental Petroleum a signé un accord avec les responsables chinois pour une étude prospective de l'exploitation de la mine de charbon de Pingshuo, située à 500 kilomètres à l'ouest de Pékin : cette mine à ciel ouvert susceptible de produire 15 millons de tonnes par an à partir de 1986, et ses réserves sont estimées à 1,4 milliard de tonnes. Si l'étude débouche sur un accord d'exploitation commun. Occidental investira 230 millions de dollars dans le

leurs contrats à la baisse de

• L'affaire Hugon : quatre députes de l'opposition demandent la démission de M Hervé A la suite de la révocation de Jean-Pierre Hugon, directeur des Charbonnages de France quatre députés de l'opposition, MM d'Aubert et Millon de décembre (+ 0,6%). Il y a (U.D.P.) et MM Noir et Seguin un an à la même époque, le (R.P.R.), demandent la démission de M. Hervé, ministre de l'énergie. Constatant que la politique énergétique du gouvernement a taires ont augmenté de 1,1 % été inspirée par un rapport de (+ 1% en janvier), les prix des M. Hugon, qui mettait l'accent produits manufacturés de 1,1%

ces Angagements

de nouveaux ajustements de pro-

En France, cette mise en garde saoudienne devrait marquer les limites de l'assouplissement de la politique d'approvisionnement pé-troller décidé il y a quelques jours après un comité restreint tenu à Elysée, M. Mitterrand semble avoir été convaincu par M. Chalandon, le P.-D.G. d'Elf-Aquitaine, de la nécessité pour les deux compagnies françaises de renégocier des contrats étatiques particulièrement rigides (prix supérieurs de 4 à 5 dollars au petrole obtenu sur les marchés libres et frequente obligation de destination). Elf et Total avaient donc commencé à discuter, sans grand succès jusqu'à présent, avec la Petromin saoudienne, qui fournit ces deux compagnies 12 millions de tonnes per an (le Monde du 4 mars). L'incident diplomatique proyoque l'été dernier par l'arrêt des achats de pétrole mexicain per Total avait dejà montre les imites politiques au désengagement de contrats fort utiles lorsque le pétrole manqualt 11 y a moins de deux ans. Alors que l'Arabia Saoudite fournit à France près de 50 % de ses approvisionnements, on imagine mel qu'Elf et Total risquent de perdre une telle source. Le marché est aujourd'huj déprimé, mais l'avenir à moyen terme reste bien incertain.

BRUNO DETHOMAS.

CONJONCTURE

• L'indice des prix de détail calculé par PINSES & augmenté de 1 % en février par rapport à janvier, passant du niveau 304,1 (sur la base 100 en 1970) à 307,2 Ce résultat définitif — égal à celui de janvier — confirme la première estimation publié par l'INSEE le 18 mars (le Monde du 19 mars). Par rapport à février 1981, la hausse des prix de détail est de 13.9 %. Mais calculé sur les trois dermers mois connus (décembre. nuel de l'inflation revient à rythme annuel d'inflation était de 12,5 %.

Les prix des produits alimensur les économies d'énergie, ils (+ 1 % en janvier), les prix des considérent que M. Hervé à trabi services de 0,8 % (+ 1,2 % en

The last back becomes a pro-THE RESIDENCE AND RESIDENCE AN succited is represent

A Marille Ad THE PART PART PHE . TREPUTE BY PLANTS METERNA OR A THREE TAXABLE er = cristi in PERSONAL COME STATE OF THE COURT a de arrigia 📆 time the first fath of penif.

- - 10-41 W 1986

THE SETTE STREET

THE ANNUAL A

SHARE IN DESCRIPTION OF SHARE the Best of Best of

11.7年 対抗に大き、場合 Te is the state

PACIFICATION AND THE PACIFIC A

W VILLARS Suisse A VENDRE

Solon M. Maire, il serait normal de l'etraités dans une société qui tend L U.C.R.-C.F.D.T demande notamment que les retraités soient reorésenté és - qualités gans les organismes, conseils, comitée où sont

> sources et leurs conditions de vie. aussi bier vi plan national que dans

cipation avant solvante ans. Autre les régions, les communes, les résidences et foyers de personnes âgées Les congressistes avaient souligné que l'augmentation du minimum vieilmaintient dans un système d'assisavec un minimum équivalant au tance des salaries entres dans la vie professionnelle à treize ou qua-Quelque quatre cants délégués et torze ans. qui ont travaillé et cotisé parfois olus de quarante ans, mais tagne et du Nord - Pas-de-Calais, et dont les salaires furent trop faibles pour leur assurer une retraite

La station de prestige des Alpes vaudoises 1300 m d'altitude, à 20 ma de Montreux

sewement).

dans un grand parc arborisé privé, avec environnement protégé, quelques

APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES

De 5 à 8 appartements seulement quec les prestations les plus raffinées Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes Crédit jusqu'à 60 % sur vingt ans, intérêts 8 % env. Directement du constructeur IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.

Case postale 62 CH-1884 VILLARS-sur-OLLON

Tél. -: (25) 35-35-31 Télex 456213

Ruée sur l'or au Japon

De notre correspondant

genre au Japon et le huitième dans le monde, a officiellement ouvert ses portes mardi 23 mars. Au total, cent quarante-quatre sociétés, dont quarante firmes de courtage, ont été admises à ce jour pour intervenir sur mination n'étant exercée à l'égard des compagnies etrangères qui souhaiteraient en faire partie. Le Japon se dote ainsi d'un outil important, alors que le métal précieux est l'objet d'un exceptionnel engousment

Tokyo. — Les Importations japonaises en provenance de la C.E.E. ont atteint en valeur. queique 8,5 milliards de dollars en 1981. Elles ont progressé de près de 9 % par rapport à 1960. Tokyo ne se prive pas de la soulignes en réponse aux critiques. Male cette progression est due, exceptionnellement, à des achats massifs d'or par les Japonale sur la place de Londres, qui ont été, l'an demier, supérieurs à 1 milliard de doilars, en augmentation de 330 1/L Soustraction faite de ces achats. les importations rippones en provenance de la Communauté ont baissé de près de 1 1/2...

Ge phénomène traduit deux tendances. D'un e part, maigré les pressions extérieures et les déclarations J'intention japonalses, les importations de produits manufacturés par Tokyo (délà globalement inférieures de moitié aux achats de la C.E.E.) continuent de baisser. De l'autre. est mise en lumière une poussée de fièvre des Japonais pour le métai jaune, fièvre limitée jusqu'à une époque récente par. les restrictions officielles au commerce de l'or et par la mauvaise réputation de ce métal.

Pour contrôle, cette rués vers l'or et officialement pour proteger les petits épargnants, pour éviter la prolifération du merché noir et des transactions parfole frauduleuses, le gouvernament a décidé de créer un marché à terme. Patronné par la Bourse des matières premières. Il va fonctionner avec la participation des banques et des malsons de etrangères faisant commerce d'or it ayant une succureale au

atum saoudii

Le marché à terme de l'or Japon. En revanche, les quelque à Tokyo, le premier du trente firmes japonaises spécialisees (Tanaka, Mitsul Mining, Sumitomo Metal Mitsubishi Mining, etc.), qui dominent le da ne pas participer au marché

> Alors que tes cours mondiaux 1981, ime chute considérable, les Japoneis, contrairement à la windarce générale, sa sont littéralement jetés sur le métal Jau: - Moins paradoxal qu'll n'y paraît le phénomène a plusiaura causes. Outre l'attrait de la nouveauté, les gros épargnants trouvent dans I'er un moyen supplémentaire de diversifier leurs avoirs financiers. Pour les petits, qui dapuis des mois font la queue afin de se procurer 100 ou 200 grammes d'or, la métal précieux représente l'espoir - ou l'Hasion - d'une protection efficace contre les risques d'inflation.

L'or est également devenu abordable : entre lanvier 1980 et janvier 1981, le gramme a perdu la moltié de sa veleur. En outre, la thésaurisation des particuliers est au Japon très inférieure à ce qu'elle est, par exemple, en France. Il est aussi infiniment plus difficile ici d'investir dans ces valeurs refuges que sont zilleurs l'immobilier et la propriété foncière. Enfin, les autorilés ayant décidé de laxer les dépôte d'épargne au-dessua de 3 millions de yens, l'or permet d'autant mieux d'échapper à cette mesure qu'il n'est pas ful-mame imposable. Il apparaft dès lors aux Japonals comme un chobs speculatif à moindres trais et à moindres risques.

Les importations japonaises d'or sont passées d'environ 30 tonnes en 1980 à quelque 165 tonnes en 1981. Ainsi Tokyo acheté pour quelque 15 milliards de francs de métal prégieux, plus de 16 1/s de la production mondiale estimés à 1000 tunnes. Sur le total, quelque 40 tonnes sont venues d'U.R.S.S., via Londres et Zurich. A la forte demande japonaise a correspondu une importante offre des Soviétiques, qui ont vendu un maximum d'or pour faire face aux problèmes de

R.-P. PARINGAUX.

Les propos d'un haut sonctionnaire nippon sur un éventuel rapprochement avec les pays de l'Est suscitent la réprobation

De notre correspondant

es millaux officiels lie Monde du 27 mars). Elles n'ont cependant pas été l'objet d'une mise au point officielle pour le moment.

M. Wakasugi a précisé que ses propos étaient purement hypothétiques. et logiques dans la perspective s'une situation protectionniste extrême menacant la survie du Japon. Il avait bien souligné qu'il ne croyalt pas lui-même à pareille éventualité. Pourquol alors avoir cholsi, à un commerciales er..re Tokyo et ses partenaires occidentaux, de développer devant la presse étrangère ce thème explosif qui risqualt d'être une forme de chantage ?

On indique de bonne source que te rivalité qui oppose le MITI aux affaires étrangères sur l'ampleur des concessions à faire aux Occidentaux bisblement joué dans cette affaire. De côté du ministère des affaires étrangères, on réaffirme l'attachement vice diplomatique, il auralt sans doute n'est pas au MiTI de spéculer publi-

Tokyo. — Les déclarations polé— de telles hypothèses sont sans fonjarne place à l'affaire. L'Asahi Shim-

> • Les prix à la consommation ont diminue au Japon de 0,3 en fevrier par rapport 2 janvier. Par rapport au même mois de la hausse est de 3,1 %. Cette haisse des prix s'explique notamment par l'alimentation, services, et d'une façon générale par la stagnation des prix de gros. Les spécialistes prévoient une hausse des prix à la consommation de 4 à 4,1 .% pour l'année budgétaire finissant ce mois, solt moins que l'objectif de 4,5 % fixe dans le programme économique

AUTOMOBILE

• M. Poreyre, président 26 mars une usine à Valenciennes Dans cette unité construite par la Société mécanique antomobile du Nord (S.M.A.N.), filiale de marques Peugeot, Talbot, Citroën. Equipée de quatre ordinateurs et usine emploie huit cent cinq sala-

En R. F. A.

La mise en œuvre du programme de relance est retardée

De notre correspondant

Bonn. — Le programme de re- de la T.V.A. Si vendredi, le Bun-lance de M. Schmidt, hien qu'a- desrat n'a fait qu'adopter au cours dopté vendredi 26 mars par le d'un premier examen du projet Bundestag, n'est probablement pas « une prise de position négative », encore prêt à être mis sur les il ne fait pas de doute, à moins chambre du Parlement à majorité chrétienne-démocrate, ayant confirmé qu'il rejetait, comme le gouvernement le proposait, l'idée de le financer par une augmentation

Aux États-Unis

LE DÉFICIT COMMERCIAL S'EST FORTEMENT RÉDUIT EN FÉVRIER

Weshington (A.F.P.). - Le déficit commercial des Etats-Unis a diminué en février, en raison potamment d'une réduction importante des importations pétrolières. Les exportations ont atteint 18,7 milliards de dollars. en baisse de 0,2 %, tandis que les importations (assurance et fret compris), se sont élevées à 19.9 milliards de dollers, en diminution de 16.6 %. Le déficit — le plus faible depuis mars 1981 (0,7 milliard) — ressort à 1,2 milliard de dollars, contre 5,1 milliards en janvier. Les importations de pétrole brut

et de produits pétroliers ont atteint en volume 141 millions de barils contre 212 millions en janvier. En valeur, ces importations se sont chiffrées à 4.7 milliards de dollars contre 7,2 milliards le mois précédent, en réduction de 34 %. Du côté des exportations, l'excédent des échanges agricoles s'est situé à 2,4 milhards de dollars contre 1.9 milliard en janvier. La balance commerciale a en février, enregistre une amélioration sensible avec l'Europe de l'Opest, l'excédent passant de 32.5 millions de dollars en janvier à 1,2 milliard en février. En outre, le déficit s'est réduit vis-à-vis du Japon à 1,4 milliard contre 1,8 milliard, et à l'égard de l'OPEP

AFFAIRES

le mois précédent.

LA CRISTALLERIE DAUM A DÉPOSÉ SON BILAN

(De notre correspondant)

à 1,1 milliard contre 2,9 milliards

Nancy. — Tandis que le Musés des beaux-arts de Nancy accuelles encore jusqu'à la fin d'avril une exposition des plus belles pièces de production de la cristallerie Daum depuis 1875, l'annonce du dépôt de bilan de la cristallerie, jeudi 25 mars. devant le tribunal de commerce de Paris a été ressentie dans la région forraine avec inquietude et tristesse. Le nom de Daum reste en effet associé aux heures de giolre de l'école de Nancy et à la production contemporaine de qualité en matière de cristaux et de pâtes de verre. dont certaines, à tirage l'inité, furent signées de noms lilustres comme Dall ou César. En fait. Daum. qui emoloie deux cent soixante personnes dans la région nancéienne et dont la gestion ne semble pas actuellement être mise en cause. a fond provoquée par le dépôt de française du cristal (C.F.C.). La 90 % du capital de la cristallerie nancálenne. Après le dépôt de bilan de la C.F.C., la société Daum avait solutions : le décôt de bilan ou le rachat du capital appartenant à la C.F.C., soit environ 5 millions de francs. Cette demière solution, faute d'un délai suffisant, n'a pu être réalisée, maigré l'hypothèse de la vente de la collection Daum. Sous réserve de l'accord du tribunal de commerce de Parie, le dépôt de blian pourrait évoluer en liquidation partielle de blens: sans cessation d'activité. Encore que. pour garantir la « delle de masse »

et rassurer les fournisseurs, la société devra se tourner vers les collectivités locales ou départementales, afin de bénéficier d'une garantructuration, comme l'a souligné M. Pierre Lahalie-Gravier, président II du syndicat chimie-verre C.G.C. de l Lorraine, il faudra tenir compte du l capital humain de l'entraprise avant duction d'art comme chez Daum, la pérannité de l'entreprise passe par la transmission du savoir-laire des ouvriers les plus anciens, en l'ocour-

En Italie

Trois cent mille métallurgistes ont manifesté dans Rome

De notre correspondant

métallurgistes ont manifesté, le 26 mars, à Rome, pour revendiquer le droit au travail. Il s'agit, selon la presse, de la plus grande manifestation ouvrière de ces dernières années. Elle a été marquée par une contestation sévère de la direction de la confedération U.I.L. par la base, qui a empêché son socrétaire général, M. Benvenuto, de prendre la parole. La manifestation a été diffé-

rente de celles qui avaient eu lieu en 1977 et 1979, marquées par un certain air de kermesse. Vendredi les ouvriers dans les rues de Rome étaient en colère, le poing levé. Manifestation contre le gouvernement et « l'absence de politique de restructuration économique»; manifestation contre « l'arrogance de la Cofindustria » — l'organisa-tion patronale : mais, surtout, manifestation contre la direction de l'U.L., la division intervenue le 25 mars au sein de la confedération sur l'opportunité d'une grève générale étant le principal motif d'opposition de la base.

trouver d'autres sources de flnancement pour son programme qui porte, rappelle-t-on, sur une somme de 12 milliards de D.M. Le gouvernement et le parti socialiste ont critique le déroule-(environ 30 milliards de francs) sur quatre ans. En pratique, projet une fois refusé par Bundesrat devra être réétudié par une commission de conciliation qui pourrait alors le scinder en deux : une loi sur la prime à l'investissement que la C.D.U. est prête à accepter et une sutre sur l'augmentation de la T.V.A. Le principe du programme de

reiance serait sauf et pourrait alors être définitivement adopté par le Bundestag, mais le problème de son financement ne

improbable qu'il rejettera défini-

tivement l'augmentation de la

T.V.A., lorsqu'il se prononcers sur

La Chambre des Länder aurait

fait valoir que ce programme

comme son financement ne sont

pas appropriés pour régler les pro-

blèmes économiques de la R.F.A.

et la lutte contre le chômage. Or

le blanc-seing du Bundescat est

absolument indispensable à l'adop-

tion définitive du projet de re-

lance. En effet, seion le système

fédéral ouest-allemand, un impôt

dont le produit revient en partie

ou en totalité aux Länder doit

être voté non seulement par le

Bundestag, mais aussi par le Bun-

desrat, qui dispose d'un veto

Ce coup porté au chanceller,

prévu de longue date et qui n'est pas sans arrière pensées politiques,

va vraisemblablement l'obliger à

absolu_

le programme le 30 avril

Rome. - Trois cent mille dicat. « Une journée sur laquelle cisme ».

nœuvre.

ment de la manifestation Pour sa part, la Voix républicaine, organe du parti républicain de M. Spadolini, a même ecrit que M. Benvenuto avait été victime d'un a acte d'authentique jascisme » rappelant les manifesta-tions de 1922 dont l'intolérance favorise la montée de Mussolini. Le journal affirme que son éditorial ereflète la pensée du président du consell ».

Face à la crise de la métallurgie les ouvriers n'entendent pas serait pas pour autant réglé. — désarmer ; mais ils se sentent consu (Intérim.) mai compris par leur propre syn-

tout le monde doit réfléchir, titre l'Unita, qui souligne une participation dépassant toutes pré-visions, « signe d'une capacité de moblisation et d'une volonié de ne pas pliers. Pour l'organe du P.C.I., sans chercher à légitimer l'expression d'intolérance qu'ont constituée les huées contre M. Benvenuto, il est néanmoins a irresponsable de la part des républicains de parlet de fas-

Pour sa part, dans Avanti. organe du P.S. M. Crari écrit : « Quand le conservatisme et le maximalisme se donnent la main pour faire obstacle aux réformes, il ne reste plus qu'à recourir aux moyens de la luite politique démocratique.» Une menace évidente d'élections anticipées. Avec à l'intérieur de la majorité comme à l'extérieur, une contestation de plus en plus nette de sa politique sociale et économique. le gouvernement Spadolini voit se réduire sa marge de ma-

PHILIPPE PONS.

■ La Belgique et le Luxembourg se sont engagés à multiplier leurs rencontres dans l'intérêt de leur union monétaire. indique un communiqué publié, le 26 mars, après des entretiens, jeudi. à Luxembourg entre MM. Wilfried Martens et Pierre Wermer, premiers ministres beige et luxembourgeois. Selon les statuts de l'Union, créée il y a soixante ans, la dévaluation de 8.5 % du franc beige avait entraine automatiquement une dévaluation du même ordre du franc iuxembourgeois, ce qui avait provoque l'irritation du Grand-Duché, qui n'avait pas été consulté par Bruxelles. — (Reu-

COMMITTEE OF ISLAMIC SOLIDARITY WITH THE PEOPLES OF THE SAHEL

Tender notice

SUPPLY OF CEREALS TO THE SAHEL COUNTRIES

In accordance with the relevant resolution of the Organisation of the Islamic Conference, aimed at providing emergency food assistance to ten countries in the African Sahel affected by persistent drought, the Committee of Islamic Solidarity with the peoples of the Sahel, with its headquarters at the Organisation of the Islamic Conference, P.O. Box 178 in Jeddah, Saudi Arabia (telephone nº 6873880, telex nº 401366 Islami SJ), invites sealed tenders in the prescribed tender form for the supply of different quantities of cereals totalling approximately 37.000 tons of various types of rice, 8.000 tons of hard wheat, 28.000 tons of white sorghum, 12.000 tons of yellow sorghum, and 8.000 tons of two types of maize, to Cape-Verde, Senegal, Gambia, Mauritania, Guinea, Guinea-Bissau, Mali, Upper Volta, Niger and Chad, as per details and specifications set out in the -tender documents.

The tender form and other tender documents are available for personal delivery free of cost at the General Secretariat of the Organisation of the Islamic Conference in Jeddah, Saudi Arabia, the Executive Secretariat of the C.I.L.S.S. in Ouagadougou, Upper Volta, the Islamic Development Bank in Jeddah, Saudi Arabia, and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), Khartoum, Sudan.

Tenders shall quote a firm price in U.S. dollars for each quantity set out for each cereal for each Sahel country, on the basis of « delivered customs warehouse at the capital of destination (Incoterms). But duty free ».

The quantities required shall be supplied so as to complete delivery of the last tranche to the warehouse in the capital concerned before 1 July 1982.

Tenders will be received in the Office of the Secretary General of the Organisation of the Islamic Conference up to 12 noon on Thursday, 29 April 1982, and will be opened at 11 A.M. on Saturday, 1 May 1982.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

La prolifération des emprunts français à l'étranger

vant-il mieux lever des sommes importantes en un petit nombre de fois que par le truchement d'une multitude d'opérations? C'est la question qu'on peut se poser à propos de la France. Depuis le début de l'année, celle-ci, ou plus exactement les emprunteurs français du secteur public, ont drainé l'équivalent de plus de 3.5 milliards de doilars (22 milliards de francs) par le canal de huit eurocrédits bancaires et quelque vingt-cinq plafération de ces derniers, réalisés en neuf devises différentes allant du dollar au yen, en passant par le franc suisse, le deutschemark, la livre sterling et d'autres plus exotiques, commence à inquiéter. Cela représente, en effet, une moyenne de deux émissions internationales que la République française s'est évertuée à garantir chaque semaine au cours du seul premier trimestre de cette année. Tout comme les femmes qui s'affichent trop souvent à des bras différents, les emprunteurs qui sollicitent en permanence scène financière internationale finissent par lasser et par voir leur réputation se ternir.

Le marché français des capitaux a toujours été trop étroit. Il s'avère plus que jamais insuffisant pour financer, entre autres, un déficit budgétaire croissant. Chacun sait donc que la France devra emprunter hors de ses frontières beaucoup plus cette année qu'elle ne l'a fait dans le passe. Au train où vont les choses, on peut déjà percevoir que la barrière des 10 milliards de dollars (plus de 60 milliards de francs) d'emprunts internationaux pourrait être l'objectif pour 1982. Cela, qui representeraft le double de ce qui était draîné à l'étranger les années précédentes, est neanmoins possible, à condition que la stratégie adéquate soit mise en place.

Lorsqu'un pays se trouve placé devant l'obligation d'emprunter sur les marchés extérieurs, il peut soit engager directement sa propre signature, soit utiliser le bafaillon de ses entités publiques. Si les besoins en capitaux sont relativement modestes, le recours à la seconde solution s'impose parce qu'il évite à l'Etat de se commettre lui-même. En revanche, si le volume à lever est très important, comme c'est actuellement le cas de la France, l'Etat peut avoir intérêt à intervenir directement par le canal d'un ou de deux emprunteurs géants du type de ceux que l'euromarché qualifie de « jumbo ».

Dans le cas présent, l'Etat français aurait pu trouver imméprésentant avant les autres emleures conditions possibles. Par pour envoyer sur le front l'euromarché la multitude ses troupes. Ces dernières, au fur et à mesure que les mois s'écouleront, auront, tant à cause

dollars, à partir des entités les plus prestigieuses du secteur public, E.D.F., Crédit national, foncier, Gaz de France, etc. En quatre on cinq opérations seulement, celles-ci auraient pu également lever de 2 à 25 milliards de dollars sans difficulté des termes encore attrayants. est dommage de voir une signature, pour ne citer qu'elle aussi respectée sur la scène internationale que celle de l'E.D.F. limiter ses euro-obligations à 100 millions de dollars, comme c'est le cas cette semaine. Il vaudrait peut-être mieux laisser ce soin à des entités comme les

sociétés de développement régional qui sont moins connues. Quelle que soit la solution retenue. le principe demeure le même : limiter au maximum le nombre d'emprunts internationaux en augmentant notablement le montant de chacun d'entre eux. Il faut éviter à tout prix la pléthere, qui finit toujours par déconsidérer et coûter trop cher. Déjà, les euro-emprunts sont condamnés à acquitter une prime. Les deux lancès cette semaine le confirment comme on le verra

La crainte d'une nouvelle tension

Le marché euro-obligataire est demeuré dans l'expectative depuis lundi. Après un bon départ il est redevenu circonspect à partir de jeudi matin, après qu'une nouvelle tension sur les taux d'intérêt court terme se fut manifestée. Six euro-émissions en dollars et à taux fixes ont vu le jour. Celle qui a eu le plus de succès est l'emprunt de 52 millions de dollars de la Kontrolbank autrichienne. D'une durée de dix ans. elle est garantie par la République d'Autriche et est dotée d'un coupon annuel de 15,25 % sur un prix au pair. Vendredi, s'est traité sur le marché gris a 99.625-100. Par contre, l'EDF, qui offrait simultanément et trop nuel de 14,375 %, voyait, à la veille du week-end, ses notes traitées sur le marché gris avec une décote de 2,25-1,75. L'opération E.D.F., qui est garantie par la République française, est accompagnée de « warrants » (bons de souscription) permettant l'acquisition de « notes » identiques

cette semaine encore. la veles conditions proposèes par Electricité de France, qui étaient encore en ligne avec celles du marché lorsque l'emprunt a été lancé mercredi. se sont avérées trop faibles le lendemain à la suite du changement de climat ayant suivi la hausse sur les taux d'intérêt à court terme. Cette explication, cependant, ne satisfait pas tous les observateurs. Besucoup d'entre eux interprètent la forte décote sur l'emprunt EDF, comme reflétant les ques-E.D.F. comme reflétant les questions qui se posent à l'égard du risque français et du trop grand nombre d'euro-émissions des

débiteurs publics français. C'est toutefois sur l'innovation introduite par un emprunteur français, la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.), que s'est concentré l'Intérêt du marché euro-obligataire. La C.N.T. afin de drainer tout d'abord 400 millions puis 500 millions de dollars et peut-être plus encore en bout de course, a lancé une transaction garantie par la République française, qui fait en même temps appel au marché euro-obligataire et à celui des eurocrédits bancaires. Les 500 millions de dollars sont en deux tranches égales, toutes deux de même durée c'est-à-dire huit l'une étant composée de notes à teux variables, l'autre d'un crédit. Les notes seront émises à cent et seront accompagnées d'un taux d'intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,25 % au-dessus taux du Libor à six mols. outre, cette tranche obligataire comporte une commission bancaire totalisant 1,625 %. Le crédit est également doté d'une marge de 0,25 % qui tiendre s'ajouter au taux du Libor, mais sa commission n'est aussi que de 0.25 %. Les banques susceptibles de participer à l'opération se sont vu proposer de prendre 20 millions de dollars chacune, dont 10 millions dans la tranche en notes et 10 millions dans celle du crédit. Le rapport sur ce dernier est bien évidemment faible. En revanche le rendement sur les notes est généreux. L'un compensant l'autre et les deux tranches étant étroitement solidaires, le rapport moven est d'environ 0,54 % par an, pour les établissements prêteurs. L'opération C.N.T. a eu, de suite, beaucoup de succès. On le comprend. Le rendement, élevé pour un risque comme la France et pour les

banques intéressées, ne peut que croître au fur et à mesure où elles placeront auprès du public les notes qu'elles ont initialement souscrites. Cependant, nombreux sont ceux qui décèlent, dans cette présentation dichotomique, genre de camouflage destiné à masquer le fait que la France doit maintenant payer plus sur ses emprunts internationaux, tout à la fois parce qu'elle se manifeste trop souvent, et parce que

sa situation économique et finan-

cière suscite des réserves crois-

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Léger redressement du franc - Grande fermeté du dollar

en fin de semaine.

atténuation dans la journée du vendredi, les opérateurs ayant. semblait-il, pris toutes leurs dispositions en cas de dévaluation pendant le week-end le franc restait faible lundi, au lendemain du second tour des élections cantonales, dont les résultats, très favorables à l'opposition, ne constituaient pas, à proprement parier, une véritable surprise. Notre monnaie restait attaquée, beaucoup plus modérément il est vrai : si elle atteignatt son cours plafond vis-2-vis du mark et du c'était seulement moment et sans que la Banque de France ait eu beaucoup intervenir, dans des proportions sensiblement moins importantes que la semaine dernière en tout cas. A Amsterdam, toutefois, la Banque des Pays-Bas devait soutenir le franc (1 milliard de florins, soit 2,3 milliards francs) disait-on, pour les deux premiers jours de la semaine. Mercredi en revanche, le franc amorçait un léger redressement, après que M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, eut diffusé, mardi aprèsmidi, un communique energique lequel « toute speculation à la baisse du franc était vouée à l'échec... et que la France en-

tendait pleinement recourir aux dispositifs d'assistance dans le cadre de la coopération euro-Le ministre réaffirmait que

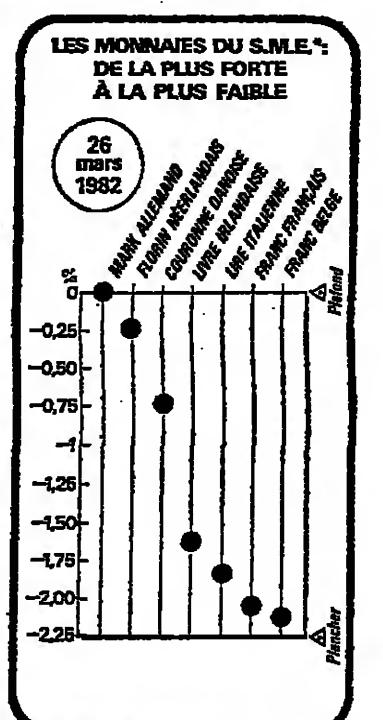
au contrôle des changes, la mesure essentielle étant le mccourcissement à quinze jours, contre un mois précédemment, du delai dans lequel les exportateurs doirent céder leurs devises après l'expédition de leurs marchandises (ce délai était de six mois après l'a rrivée desdites marchandises sous le règline antérieur au 21 mai 1981). Une telle mesure a pour objet d'accélérer le rapatriement du produit des exportations et d'augmenter, dans l'immédiat, les rentrées de devises à hauteur de 10 milliards de francs, estime-t-on. Ajoutons que ces mesures, sauf le délai de quinze jours pour les paiements des exportateurs, n'auront pas

d'effets immédiats. Or c'est précisément dans le court terme que se posent questions. Malgré un léger redressement observé en milieu de semaine, le franc restait faible à la veille du week-end, notammen vis-à-vis du mark, qui, a 2.6150 I environ se maintenait au voisinare de son cours-plafond de 2.6205 F. Visiblement, la spéculation internationale n'a pas abandonné tout espoir de voir le franc dévalué dans les semaines qui viennent, voire ce week-end. Un espoir, toutefois, pour le gouvernement : les taux de l'eurofranc sur les marchés extérieurs se sont très fortement tendus, atteignant un moment 100 % au jour le jour, et s'établissant, en fin de semaine, à 50 % pour huit jours, près de 40 % à un mois,

semaines qui vont sulvre sera cette attaque en règle, le franc est redevenu vulnerable, et certains redoutent les fêtes de Paques avec, notamment, la discussion sur les prix agricoles de la C.E.E. Dans son malheur, la France n'est pas seule : la lire italienne et le franc beige lui tiennent compagnie en queue du SMR (voir le graphique), ce qui incite l'opérateur étranger à escompter dans les mois qui viennent une réévaluation des monnaies fortes (mark et florin) vis-à-vis des monnaies faibles, estimant que le compte à rebours est commencé. Dans l'immédiat, c'est peu probable d'autant que l'Allemagne a tout à gagner de la situation actuelle : ses exportations profitent de la sous-évaluation de sa monnaie et de la relance qu'effectue la France, son principal client, notamment.

La remontée du dollar a « cassé » la reprise du cours de l'once d'or, qui, après une pointe à plus de 330 dollars, contre 315 dollars précèdemment, est retombé aux alentours de 320 dollars : selon certaines sources helvétiques, l'U.R.S.S. aurait donné 300 tonnes de métal en garantie de prêts contractés auprès de banques occidentales, ce qui laisse toujours planer la menace d'une réalisation du gage.

FRANÇOIS RENARD.



Sistime manétaire européen

(La ligne inférieure donne ceue de la semaine précédente.)

_		Married World	70.77					The second
PLACE	Livre	\$ E-0.	Frant trançais	Franc suisse	D. mark	Franc beige	Floria	i,tre Italienne
	1,7880	1	15.9616	52,2739	41.7101	2,2075	37.6789	0,0758
Rew - Yerk	1,3820		16,0901	52,7426	41,9531	2,3321	38,1533	0,07662
1	11,2018	6,2650		327,49	261,31	13,8300	236,85	4,7498
Paris	11,1994	6,2150		327,79	250,75	13,8727	237,06	4,7624
Zerich	3,4284	1,9130	30,5352		79,7914	4,2229	72.0798	1,4503
	3,4165	1,8960	30,5073		79,5468	4,2321	72,3358	1,4528
Prancfort .	4,2867	3975	38,2687	125,32		5,2924	90.3353	1,8176
	4,2950	2,3835	38.3509	125,71		5,3203	-0,9335	1,8264
	80,9964	45,30	7,2306	23,6800	18,8946		17,9685	3,1341
Bruxeiles.	80,7296	44.80	7,2084	23,6286	18,7958		17,0927	3,4329
	4,7453	2,6540	42,3639	138,73	110.69	5.8587		2,0121
Lusterdan	4,7230	2,6219	12,1834	138.23	109.96	5,8504		2,0084
	2358,37	1319,80	210,53	689.49	550,15	29,1169	496,98	
Milian	2351.61	1385,80	209,97	688.29	547 51	29,1254	497,90	
	442,17	247,30	39,4712	129,27	103.15	5,4591	43,1901	0 1874
Tokyo	438,96	243.60	39,195	128,48	102,20	5,4375	92,9416	0,1866

Les matières premières

Faiblesse du cacao - Fermeté du caoutchouc

Le regain de tension au Proche-Orient a constitué un élément de soutien des cours au début de la semaine, mais de nouvelles craintes relatives à une tension du loyer de l'argent aux Etats-Unis ont généralement effacé les gains initiaux. Les marches de restés insensibles non plus changes. C'est ainsi que les attaques répétées contre le franc français ont largement contribué à l'affaiblissement des cours du cacao à la suite des ventes opérées par les pays producteurs

METAUX — Influencés par l'évolution des cours des métaux précieux, les métaux de base ont connu un début de semaine plutôt javorable avant de donner des signes de faiblesse. L'étain s'est notamment inscrit en baisse, malgre la décision de la C.E.E. de participer au sixième accord international qui doit entrer en vigueur le 1er juillet prochain. Il est vrai que cet aspect positif s'est trouvé quelque peu altéré par l'ajournement à lundi prochain de la réunion extraordinaire du conseil international de Fétain consacrée à l'imposition eventuelle de contrôles à l'expor-

CAOUTCHOUC. - L'Ascension continue des cours fait naitre un certain nombre de questions tant cette évolution est inattendue, compte tenu de l'élat tondamental de l'oftre et de la demande. Les principaux pays producteurs de caoutchouc étant. comme par hasard, les mêmes que pour l'étain : à savoir la Mclaysia, l'Indonésie et la Thailande, les opérateurs se demandent si les mystérieux acheteurs, qui avaient porté les cours du métal à des records cet hiver, ne recommencent pas la même opération avec le caoutchouc. On avance eaglement l'hypothèse d'achats d'investisseurs du Proche-Orient. lesquels, il est vrai, s'intéressent

à cette matière première de temps restée taible sur les contrats de dentées, en particulier sur le cacao, victime de la baisse franc français, qui a pour effet sterling et en dollar des fèves en provenance d'Afrique occidentale. La crainte de voir le Nigeria pendre d'importantes quantités pour compenser les pertes de ressources proboquées marasme du marché petrolier qui se tradust pour Lagos par un manque à gagner mensuel d'environ 800 millions de dollars - a également lourdement pesé

ceux de la semaine précédente.) MRTAUX. - Londres (en sterling par tonne) : culvre [high grade), comptant, 831,50 (844), à trois mois, 857,50 (871); étain comptant. 7030 (7190), à trois mois, 7240 ('400); plomb, 331 (340,50; zinc 420.50 (442); aluminjum, 553,50 (578); nickel. 3 050 (3 110); argent (en pence par once troy), 395,50 (391). - New-York (en cents par livre) : culvre (premier terme), 67,10 (68.20); argent (en dollars par once), 7.05 (7.02); platine (en dollars par once), 312.50 (316.50); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 75,50 (76,50); mercure (par bouteille de 76 lbs). 390-395 (390-405). — Penang : étain (en ringgit par kilo), 30.03 (30.36). TEXTILES. - New-York (an cents par livre) : coton, mai, 65.65 (65,31); juillet, 67.61 (67,30). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec). mai, 385 (410); jute (en ilvres par tonne), Pakistan, White grade C. 363 (243). - Roubaix (en france par kilo) : laine, 43,20 (43,20).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nou-

veaux pence par kulo) ; R.S.S.

(comptant), 54-55,50 (50,80-50,90).

sur les cours. De l'avis de la plupart des analystes; l'évolution des prix à court terme dépend principalement de la politique de commercialisation que va adopter le

selon la firme française Sucres Denrées, la production consommation de 5 millions tonnes cette année, et les perspectives pour la saison 1982-1983 ne guère encourageantes. noter que la France vient réstèrer son opposition à l'adhésion de la C.E.E. à l'organisation internationale du sucre dans sa

(Les cours entre parenthèses sont mais, mai, 271 (270 3/4); juli,

Les cours du sucre ont flèchi

- Penang (en centa des Détroits par kilo), 207-208 (204.50-205.50). dollars par tonne) : cacao, mai, 1 685 (1 778); jull., 1 725 (1 818); sucre, mai. 11 (11,36); Jull., 11,27 (11.68); café, mai, 127,90 (129,75); livres par tonne) ; sucre, mai, 155.50 (187.25); août, 158.80 (162.40); café, mai, 1 187 (1 235); juil, 1152 (1174); cacao, mai, (1 210); café, mai, 1 419 (1 445) juli_ 1380 (1390) ; sucre (en francs juil. 1880 (1892); tourteaux de sola : Chicago (en dollars par tonne), mai, 183,30 (183,40); juil., 185,20 (188,50). — Londres (en livres par tonne) : avri, 135,70 (134,10); juin, 131,40 (130,50). CEREALES. - Chicago (en canta par boisseau) : ble, mai, 363 1/4 (358 1/2); juil_ \$70 (368 3/4);

Indices. — Moody's, 994,80 (991,80);

Reuter, 1590,30 (1583,70).

279 3/4 (280 1/4).

Le marché monétaire et obligataire

Tension persistante à Paris : 18 %

maintenu à un niveau élevé le

sous tension cette semaine, la Banque de France ayant même porté de 17 % à 18 % son taux d'intervention au jour le jour afin de défendre le franc, toujours taible (voir en rubrique Les devises et l'or). En Europe, peu de changements ont notés, à part l'ouverture de pensions accordées aux banques par la Banque centrale d'Allemagne fédérale, au taux 9,25 % : on sait que ladite Banque centrale a ramené, la semaine dernière, de 10 % à 9,50 % son taux «Lombard Spécial» (avances sur titres). C'est une nouvelle preuve que, outre-Rhin, les taux d'intérêt évoluent « dans la bonne direction », comme l'a indiqué à notre confrère, geants de la Bundesbank Aux soufflé le chaud et le Initialement, une certaine détente était notée, avec un abaissement du loyer de l'argent entre banques (les Federal Punds) et une diminution des taux sur l'eurodollar. De plus, les établissements ont réduit le coût de leurs 1011 (1053); juli., 1040 (1085). avences aux courtiers (Brofer's - Paris (en france par quintal) : Loaws), et une petite banque, la cacao, mai, 1 133 (1 189); jull., 1 185 South West of Saint-Louis, a ramené son taux de base de 16,5 % à 16 %, décision qui respar tonne), mai. 1870 (1875); tait isolée en fin de semaine. Pour l'instant, en fait, toute véritable détente paraît exclue par les opérateurs, qu'inquiète un gonflement prévisible de la masse monétaire en avril, du fait des versements trimestriels massifs effectués au titre des pensions de la Sécurité sociale : à leurs yeux, ce n'est pas avent mai ou juin qu'une véritable balsse pourrait intervenir. La Banque de France, outre ses interventions ponctuelles sur les marchés des changes, a donc

Le marché de Paris est resté

loyer de l'argent sur la place de Paris. Elle a même porte, mardi soir, de 17 % à 18 % son taux d'intervention au jour le qui retrouve ainsi son nivean du 21 septembre dernier, relevant, du même coup. de 18 % à 20 % son taux directeur, à savoir le prix des pensions à sept jours contre bons du Trésor : cette dernière décision, qui joue seulement un rôle de dissussion, replace le marché dans la situation qu'il occupait en juillet 1981

Combien de temps cela va-t-il durer? Pour l'instant, les opérateurs venient croire que cette surtension n'est que temporaire. A terme, l'échéance à un mois est encore en dessons de 18 %, s'établissant à 17 1/4 % - 17 1/2 %. et les taux décroissent en fonction de la durée, 16 3/4 % à trois mois, 15 1/2 % à six mois et un an. Quant au taux de base des banques, fixé à 14 % depuis la fin d'octobre dernier, il peut ne pas bouger pendant plusieurs semaines, les établissements ayant, entre-temps, bénéficie d'un abaissement du coût de leurs ressources avec une réduction des taux du marché monétaire, passés de 15 % à 14 % au début

Sur le front des obligations, la même hypothèque pèse, d'autant que la possibilité, pour les opérateurs, d'obtenir une rémunération plus importante à court terme qu'à long terme, ne les incite guère à se précipiter sur les emissions. En outre la perspective, éventuellement, d'une remontée des taux ne peut que les renforcer dans leur attentisme : comme tout le monde le sait, on se précipité pour souscrire quand les taux baissent, et, lorsqu'ils montent, il est toujours temps de trouver plus cher et mieux.

dont le sort restait en suspens initial de 1.6 milliard de francs francs, sur une durée de 12 ans : le taux de 16.90 %, inchangé sur 16.80 %, témolgne de l'incertitude où se trouve le marché. En fait, la faiblesse du franc et la tension des taux qui en résulte se produisent à un bien mauvais moment, dans une période où les besoins de capitaux sont considérables, notamment pour l'Etat. Dans ce dernier cas, les propos de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances sur la possibilité d'émettre des emprunts d'Etat à taux variable a provoque, vendredi, une certaine agitation en Bourse. Le ministre, il est vrai, avait nuance son propos en ajoutant qu'il attendait de voir quel serait le comportement des obligations à taux variable émises à la suite de la conversion des actions des sociétés nationalisées. actuellement sous forme de D.T.L. Comme pour l'instant ces D.T.I. se comportent bien, les commentaires vont bon train.

pas étonnant que l'emprunt de la

Caisse nationale des autoroutes,

Sur le marché secondaire, les rendement sont restés pratiquement stationnaires, après le bond de la semaine dernière, cela dans l'attente des événements : 16.10 % contre 16.14 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans. 16.07 % contre 16.10 % pour ceux à moins de sept ans, 16.51 % contre 16.48 % pour les emprunts du secteur public et 17,51 % contre 17,50 % pour ceux du secteur privé, selon les indices maira : une poignée de milions de francs THE STOPPENS LOS cutte M. Jak

: tale for farte et due geffe. te entre de la price . I tell michale, in polatica gioren fine B de Paris Saverinedrens enerit TE SE SE THESE Fatte beglieite fiebente if · Co straightail in the see the political party of the party of 11.5 gabusten. ball The little suprise .3'ABAMOSTATION OF PRINTER MARY A SECURE POR C LAND & COURT WATER THOSE MA - This court dans anteringen in in in in in in it in the special and proposition sendale meraphianes de

selection of the states of ing and the street of the stre AND PROPERTY OF PROPERTY the company of worker beiebliche Tallen, dermannen. in tentemple Beit merfeinfriele fried ford, Therefold up income i der togenes in ett alle est eine fent eine felle -The same of the sa Lines do to Manager Stones and feranie Basie. fetten). jas Tentier, meine

and the state of t

LA REVUE DES VALEURS

En hausse brutale de 12 % le vendred! 19 mars, passant de 613 F à 686 F à la suite des violentes attaques dont était victime le franc à la veille du weck-end dernier, le cours du napoléon est retombé, à 616 F. un peu en dessous de son point de départ. Quant au lingot, dont le cours avait gagné près de 3000 F la semaine dernière à 66 995 F, il est revenu à 66 295 F. sorès une pointe à presque 68 000 F. A l'origine de ce repli. on trouve, outre une atténuation des craintes de dévaluation du franc dans l'immédiat, une rechute du cours de l'once d'or à Londres. En ce qui concerne les emprunts indexes sur la métal, le 4 1/2 % 1973 a tout de même.

Valeurs à revenu fixe ou indonées.

gagné près de 76 F i 1869 F

après 1895 F, tandis que le 7 %

perdatt 40 F, à 6010 F.

•	26 mars	I	HIL.
4 1/2 % 1973	1 869,50	+	 69,50
7. % 1978	6 610 .	_	40
10.39 % 1975	81,10	_	2,80
8 % 1976	83,40	÷	
P.M.B 10,6 % 1976	82	Ė	0,01
P.M.B. 11 % 1977	82,2I	_	0,04
80 % 1977	96,85	_	
0 % 1978	79,88	4	0.20
.88 % 1978	78.60		ich.
45 % 1978	76,80	_	0,28
84 % 1978		+	
% 1979	74	<u> </u>	0,25
0 % 1979	76,98	+	8,10
0.59 % 1979	79,20	÷	0,29
2 % 1988	88,90	+	0,20
LNE 3 %	2 849	+	110

Banques, assurances,

214 建强企业

18:5

2 .1 2 je

sociétés dinvestissement Le résultat consolidé de la Compagnie bancaire pour 1981 s'élève à 386 millions de F (+85%).Ball investissement majore de 12.7 % à 35.50 F son dividende

pour 1981. Le b	énéfice	net	de
	26 mars	. Di	m,
Ball Equipment B.C.T.	169,88	+	1,80
Banque Rotschild	79,50 201,50		1,30
Cetelem	171		12
Chargeurs Réunis . Bancaire (Cle)	213 199	<u>+</u>	1,50 5,80
C.C.F.	260,28		0,80
C.F.F.	337 - 166	_in	СП. 7
Credit du Nord	104,68	-	0,30
Furafrance Paris-Pays-Bas*	314 310,70	+	1,80
Hénin (La)	351,38	. + .	8,30
Locafrance	160,10 352	—	8
Mid:	658 469,80	+	LO
Prétaball	1.35	+	5,80
U.C.B.	434 116	<u> </u>	0,20 8,50
* Cours comptant			-1

l'établissement (108,6 millions de F) a progressé de 20 %. Mais Buil équipement maintient le sien à 15 F net. La C.G.I.P. versera au titre de l'exercice 1981 un dividende glohal de 17.25 F majoré de 15 %.

Pilatures, textiles, magasins La <S.C.O.A. > n'est pas sorti d'affaire. Selon son président, Pexercice 1981-1982 sera encore 26 mars Diff. F. F. Agache-Willot B.H.V. C.F.A.O. Darty D.M.C.

Printemps André Roudière fortement déficitaire et le suivant aussi, le retour aux bénéfices n'étant pas attendu avant 1983-

Le conseil d'administration de

Matra a finalement approuvé les

termes du nouveau protocole

d'accord conciu entre M. Jean-

Luc Lagardère et les pouvoirs

publics, pour tenir compte de

la contestation soulevée par cer-

tains actionnaires de Matra

Regroupes au sein du Rama,

(a le Monde » du 25 mars 1982).

le Bassemblement des action-

naires de Matra, ces derniers

avaient manifesté jusqu'ici la

ferme intention de ne pas remet-

tre à l'échange les titres convoi-

tes par l'Etat pour assurer sa

prise de participation de 51 % dans Matra. A l'origine du dif-

ferend, essentiellement une ques-

tion de gros sous, la valeur de

l'action initialement proposés

étant de 1215 F, alors que le.

Rama se faisait fort de réclamer

qualque 2800 F en invoquant la

sort plus favorable réservé aux

actionnaires de sociétés patio-

nalisées après les « retouches »

proposées par le Conseil consti-

tutionnal aux premières valeurs

Décidés à en finir, l'Etat et le

d'indemnisation.

......

Galeries Lafayette.

La Redoute

elce clos le 30 septembre dernier, le groupe avait enregistré une perte consolidée de 112,6 millions

de frança. Tout sera mis en œuvre pour ramener le groupe sur les chemins de la rentabilité. A cette fin, le plan de recentrage stratégique sera renforcé, et, sur les cent trente-six exploitations, dix-hult scront cédées, qui ont pesé pour plus de 100 millions sur les résultats quand leurs recettes n'out pas atteint 1 milliard.

<u>A limentation</u>

L'année 1981 a été un exercice de transition pour les Comptoirs modernes, qui ont procédé à leur restructuration. Les comptes consolidés font de ce fait ressortir un bénéfice net (part du groupe) de 72,27 millions de F en baisse de 15 %. Les action-

	26 mars	Diff
the state of the s	A = -	
Begbin-Say	214	+ 11
B.S.NGDanone .	I 401	+ 46
Carrefour	1 589	+ 72
Casino	1 235	+ 46 + 72 + 18
Occidentale (Gale)	392	+ 12
Guyenne et Gasc	387	— 12
Martell	730	† 15 † 15
Moet-Hennessy	660	+ 15
Mumm	288	- 1
Olida Caby	234,59	+ 22,58 + 24
Permod-Ricard	352	+ 24
Source Perrier	181 .	0.90
	1 250	+ 285
St-Louis-Bouchon.	165	_ 2
C.S. Sampiquet	272	6
Vve Cliquot	900	+ 29
Viciprix	820	+ 40
Nestlé1	2950 .	+ 450

naires encaisseront toutefois un dividende majoré (22.50 F contre 21,75 F) sur un capital augmenté par attribution gratuite (1 pour

Bâtiment et tra	waux	publics	
Le bénéfice net de Lajarge Coppée pour 1981 s'élève hors plus-values à 223,63 millions de F (+34,9 %). Toujours hors plus-			
	26 mars	Diff.	
Auxil. Centreprises	875	+ 24 .	

	26 mars	Diff.
Auxil. d'entreprises Bouygnes SCREG Ciments Franç. Dumes J. Lefebvie Gén. d'Entrepr. G.T.M. Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson	755 755 129 159,90 1 093 255 369 483 253 287 373	+ 24 + 19 + 12,48 - 45 + 12 + 12 + 11 + 20

serait compris entre 350 et 370 millions de P contre 325 millions. Le dividende global est majoré de 10,1 % à 28,50 F. Matériel électrique, services

values, le résultat net consolidé

publics . Intertechnique e dégagé pour

	25 mars Diff.
Alsthom-Atlant	179 + 6,50
CEM	•• 38 ,20 — 0 <i>,</i> 40
CIT-Alcatel	845 + 13
Riectricité (C. G)	
Crouses Thomson-C.S.F.	213,80 + 18,80 193 + 7 309 + 13 1 625 + 77 408 - 9 33,55 + 9,80
Thomson-C.S.P.	193 + 7
Gén des Enux	309 + 13
Legrand	. 1 625 + 77
Lyonn des Bank	. 408 — 9
Mach. Bull	33,55 + 0,80
Matra	na N.C.
Mot. Leroy-Somer	500 + 32 59,90 + 8,90 202,90 + 25,20 295 + 18 203 + 5 303 - 42
Monlinez	59,90 + 8,96
P.M. Labinal (1)	. 202,90 + 25,20
Radiotechnique	295 十 18
S.E.B	203 + 5
Signativ	303 — 42
Télémée. Electr.	860 + 2 314,10 — 8,69
Thomson - Brand	# 314,10 — 6,68 450,10 + 15,16
LEM.	

chiffre d'affaires sur un chiffre d'affaires de 702 millions (21.2 %). Le dividende global est fixé à 24 F (+ 23 %). La société va augmenter son capital par emission a 480 F d'une action nouvelle pour 1984. Rappelons que, pour l'exer- sept anciennes.

Come comptant.

Matra : une poignée de millions de francs

de plus...

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 22 AU 26 MARS 1982

La disparition des mammouths

U plus fort de la bourrasque monétaire, qui a conduit le gouvernement français à resserrer une fois de plus les écrous du contrôle des changes pour défendre le franc, la Bourse de Paris s'est finalement adjugée 3 % de hausse cette semaine, apparemment insensible aux difficultés qu'éprouve notre monnaie.

Pour les spécialistes, il ne fait pas de doute que la bonne tenue observée dans le même temps sur les places américaines a également joué en faveur du marché parisien, où l'on allait assister à la « (in des mammouths », avec la radiation du marché « à terme » des quinze sociétés nationalisées, qui se trouvent reléguées pour quelques jours sur le marché « au comptant », toujours sous la forme de D.T.L pour les ctions et d'O.E.T. pour les obligations convertibles, avant de faire leurs adieux définitifs à la cote des actions.

Le fait est que cinq séances se sont bei et bien articulées autour de ce petit événement de la vie boursière, qui comcidait avec le déroulement des opérations de liquidation mensuelle. Lundi et mardi, au cours de ces deux journées vouées à la partie technique de ces opérations proprement dites, les cours des actions françaises se sont affaiblis de 0,8 % au total, concluant ainsi par une baisse de 7,56 % le repli des valeurs françaises en un mois d'activité, si l'on en croit l'indicateur instantané.

Cette moyenne est relativement fiable, dans la mesure où les autres indicateurs du marché, considérés pendant la même période, évoluent entre un recul de 5.65 % selon l'indice des la Compagnie des agents de change (CAC), et une régression de 9,13 % selon l'INSEE. Toujours est-il que, au mois de mars, le marché parisien a reperdu tout au plus la moitié du terrain qu'il avait gagné depuis le début de l'année, alors que les D.T.L. ces ex-actions de sociétés nationalisées n'intervengient pas dans les variations de cours. Il est vrai qu'ils pesaient d'un tout autre poids au niveau des transactions quotidiennes, et l'important était justement de savoir comment ces titres allaient se compor-

ter, après leur transfert « au comptant », mercredi 24 mars. La démonstration a été éclatante. Non seulement le volume des échanges allait se dégonglant au sil des trois dernières séances de la semaine (on ne négociait souvent que 20 000 à 30 000 D.T.L selon les cas, alors qu'on en traitait huit à dix fois plus les jours précédents), mais les autres valeurs du « terme » bénéficiaient allegrement de l'effet d' « entonnoir » ainsi créé pour gagner respectivement 0,96 % mercredi, premier jour du terme d'avril, 0,72 % le lendemain et 2,14 % vendredi, la semaine se terminant ainsi sur un comp d'éclat.

Parallèlement, les valeurs des sociétés qui exercent l'essentiel de leur commerce avec l'étranger, les premières à tirer profit de la hausse du dollar, n'étaient pas les seules courtisées, si l'on en juge par le large éventail de gains, souvent importants, constatés au hasard des tableaux de cotation. Le cas de Radar et de sa filiale Paris-France reste naturellement à part, et les deux titres, qui ont bondi de 79 % et 28 % respectivement en l'espace d'un mois, ont continué à enregistrer un brusque accès de sièvre tel jour et une chute de température au moins aussi rapide le lendemain.

D'une façon plus générale, maintenant qu'un calme précaire semble revenu sur le marché des changes dans l'attente d'un réajustement monétaire que d'aucuns jugent inévitable à moyen terme. l'heure est aux comptes, sous les colonnes du Palais Brongniart. Entre leur création et la date_de la dernière liquidation, les transactions sur les D.T.L. ont porté sur 7,4 milliards de francs, et une partie de cette somme devrait, mathématiquement, être reinvestie en valeurs mobilières, même si le pourcentage reste encore difficile à évaluer. Autre élément plus. « palpable » pour des boursiers, les 3,5 milliards de francs qui devraient être distribués en juillet prochain sous forme de coupons pour les détenteurs d'obligations indemnitaires et la perspective de voir s'ouvrir, sensiblement à la même époque, la manne des dividendes amuels que seront tenues de verser les sociétés au titre de l'exercice 1981.

Autant dire que, d'ici l'été prochain, les familiers du Palais n'ont nulle raison de jouer la morosité, à la condition one le contenu du rapport Dautresme sur l'encouragement et la protection de l'épargne justifie le report progressif de sa publication, dont la première livraison est maintenant attendue pour la mi-avril.

SERGE MARTI.

Mines, caoutchouc, outre-

Le bénéfice d'Alcan pour 1981 a chute de 51,3 % à 264 millions de dollars, ce, en raison des effets 26 mars Diff.

	_		_
Imetal	82	+	3,9
Kléber	26 738	_	75
M M. Penarroya .	56	+	1,5
INCO	90 .	Ŧ	3,5
B.T.Z.	\$5,10	_	0,1
Union minière	2,47	+ .	3,0
de la récession, quine baisse de la	ul-ont r	nov e d'	uje.
mie parese de la	CESTITATED	A · C	

Métallurgie, constructions

mécaniques

Amorce des le premier semestre, le redressement de « Vallouree » s'est confirmé tout au long de l'année 1981. Les comptes de la société font apparaître un

•	26 mars	.Dlf	Ľ.
	_	_	
Alspi	99	++++++	4
Avions Dessault-B.	545	+ 1	5
Fives-Lille	148	i	7.50
Chiers-Chatillion	13,80	-1-	145
	10,00		4.74
Creasot-Loire	76	4	400
De Dietrich	N.C.	-	
F.A.C.C.M	570	4 1	8
Fonderie (Gale) (1)	224		6
Valéo	62		8,86
Marine-Wendel	44,50		0,10
		$\overline{}$	4 34
Métali - Normandle	19,40	‡	8,30
Panhoët	356	+	Б
Pengeot S.A.	178	+	3
Poclaip	179,90	— I	1.10
	102		Z
Pompey	5,35		0,25
Sacilor		- .	4
Sagem	872	+ 5	4
Saulnes	35	_	1,48
Saunier-Duval	65,26	-	2
Usinor	5,28	_	0,40
Vallourec	131.50	4	4.30
		_ = _	eb
(1)_Compte tenu	d'un	droit	ga
A 74 13			

bénéfice not de 902 millions de trancs. Si ce résultat inclut. est vral, pour 81.2 millions de

sions, il tient compte aussi d'un solde négatif de 185,9 millions. Pour Pexercice 1980, « Vallou-. rec » avait subi une perte nette de 40,6 millions de francs. La reprise de provisions avait été de 38,9 millions et le solde negatif, de 42,6 millions. Les comptes consolidés devraient illustrer

l'amélioration constatée. est vrai, a été frappée en 1981, et Interrompu en 1988, le service du dividende est repris avec le la firme de Ludwigshafen ne versement d'un revenu net de s'en est pas trop mai tiré quand F par titre (contre 5 F en

Le bénéfice net de Coparez a progressé de 37,9 % en 1981 pour atteindre 22,46 millions de francs. Le dividende giobal est porté de 15.75 F à 18 F L'exercice 1981 a été très man-

	26 mars	DHY.
Elf-Aquitaine	125	+ 6,50
Petroles française	205 118	- 1,40 + 2,80
Primagaz	53,50 281,50	inch.
Raffinage	80	+ 3
Sogerap	268 216,10	- 2 - 1.90
Petrofina'	661 .240	+ 31 + 10
Royal Dutch		
vais pour eBP » fice net en valeu		
tuels à chuté d	e 64,4	% pour
revenir à 194 mi	llions d	e livres.

Sur la base du coût historique.

le rectl' est moins spectaculaire

(-29 % 2 1 018 millions de livres).

Produits chimiques

«Roussel-Uclaf» annonce pour provisoire de 136,3 millions de francs, en progression de 3 % seulement sur un chiltre d'aflaires accru de 23,5 %. Le communique de la firme pharmaceutique fait toutefois remarquer que le jeu de la provision pour hausse des prix (dotation-reprise) diminue de millions environ ce résultat alors qu'il l'avait augmenté de [ind. gen. 12 millions l'année précédente. Le

Bourses étrangères

NEW-YORK

Amorcée la semaine précédente, la messes. Le raientissement de l'inflaremontés des cours g'est poursulvie tion, la perspective d'une baisse des en s'accentuant avant de faire place, taux et d'une reprise économique en sur des ventes bénéficiaires, à un repli modéré. D'un vendredi à l'autre, accepté par les syndicate chez Genstoutefois, le marché a encore smeliore son score et l'indice des industriclies a enregistré un nouveau gain de 12,28 points à 817,92, ce qui porte sa hausse à 21,55 points en l'espace « Big Board », redoutaient un durde quinze jours. Wall Street a done tenn ses pro-

La baisse s'accentue

crate à l'élection partielle de Glasnombreux investisaeurs.

La victoire du parti social-démo-

d'Etat, 68,69 (contre	68,45).	
	Cours 19-3	Cours 25-3
Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers Free State Geduid*	236 290 223 83 4,65 21 1/2	238 390 225 83 3,97 22 1/4
GL Univ Stores Imp. Chemical Shell	508 326 364	5 85 314 378
Vickers	167	160

Nouvelle hausse

septembre, le gel des salaires, enfin, ral Motors ont fortement encourage les opérateurs à reprendre position. Cependant, l'optimisme n'étalt pas général et beaucoup, autour du cissement de la crise et as prolongation bien au-delà des prévisions.

7722 572000 10 2020	000 110	L'activité hebdomadaire a porté sur
Cours 19-3	26-3	269 millions d'actions contre 243,50.
lena	24 1/4 56 3/4 18 3/8 55 5/8 33 1/8 70 3/4 28 1/4 20 5/8 61 3/8 34 40 1/8 21 3/8 59 25 21 7/8 51 1/4	FRANCFORT Toujours bien tenu Malgré un léger repli à la veille du week-end, le marché a encore pro- gressé cette semaine, encouragé en cela par la détente des taux et les bons résultats du commerce exté- rieur. Indice de la Commerchank du 26 mars : 718 contre 712.
chiumberger 43 exaco 30	42 1/2	19-3 26-3
A.L. Inc. 18 7/8 nion Carbide 44 7/8 -8 Steel 22 1/4 /estinghouse 22 7/8 erox Corp 35 3/4	29 3/4 18 3/8 46 5/8 23 3/4 23 5/8 37 3/4	A.E.G. 42,60 42,80 B.A.S.F. 134 135,10 Bayer 121 123,50 Commerchank 144,70 147 Hoechst 120 122,70 Mannesman 143,70 148
		Giana

LONDRES

Une tentative de reprise, favorisée par le bon score de Wall Street, a vite échoué, et la baisse des cours s'est accélérée. Le marché a non seulement reperdu son avance initiale mais encore cédé du terrain (près de

gow a eu peu d'effet. En revanche, la balese du sterling a découragé de Indices < P.T. > du 26 mars : industrielles, 557,7 (contre 562,7); mines d'or, 237,4 (contre 234,4); Fonds

d'Etat, 68,69 (contre	68,45).	
	Cours 19-3	Cours 26-3
Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers* Free State Geduld* Gt. Univ Stores Imp. Chemical Shell Vickers War Loan (*) En dollars	236 290 223 83 4,65 21 1/2 508 326 364 167 29 3/4	238 390 225 83 3,97 22 1/4 585 314 378 160 38

26 mars : 718 con	tre 712	
	Cours 19-3	Cours 26-3
A.E.G.	134	42,80 135,10
Bayer Commerzbank Hoechst	144,70 120	123,50 147 122,70
Mannesman Siemens Volkswagen	213,40	148 220,80 144

TORYO Redressement

La décision de l'Industrial Bank d'abaisser son taux de basa a entrainé un redressement des coms dont l'ampleur, toutefols, est restée limitée en raison des craintes toujours asser vives inspirées par la faiblesse du yen vis-a-vis du dollar et les difficultés commerciales rencontrées par le Japon à l'étranger. Le marché n'a pas fonctionné le 22 mars, pour la iets de l'équinoxe. L'activité a porté sur 1577 millions

Indices du 27 mars : Nikkel Dow

	Cours	Cours
	19-3	26-3
	-	_
Akai	250	250
Canon	750	756
Fuji Bank (1)	500	470
Honda Motors	630	627
Matsushita Electric	995	1 030
Mitsubishi Beavy	208	215
Sony Corp	3 040	3 370
Toyota Motors	896	292
(1) Cours du 24		

dividende global a été fixé à 26 mars au 19 avril inclus toutes 16,50 F contre 15,75 F. seront radiées de la cote le 29 mars et seront négociables à partir de cette date au hors cote. Corona porte son dividende global de 42 F à 54 F. Son résultat s'est accru de 40 %.

Valeurs diverses

16,50 F contre 15,75 F. les actions présentées au prix Les actions Buhler Fontaine unitaire de 175,50 F, soit celui concin avec la « Générale occidentale ».

«U.R.G.» s'est d'autre part entendu avec «Primagaz» pour 26 mars Diff.

	20 III PLE	DIII.	A.D.G.	175,50	+	3
Tables velstan			L'Air Liquide	460	+	14,
Institut Mérieux	751 .	+ 20	Arjomari	117	Ĺ	1,
Laboratoire Bellon	362	— 2	Bic	443	_	4
Nobel-Bozel	19,98	+ 0,20	Club Méditerranée.	567	+	23
*Rhone-Ponlenc	123,60	- 0,90	Essilor	494	1	
Roussel-Uclaf		-,			+	29
B.A.S.F.	428,90	+ 10.90	Europe I	551	_	12
			Gle Ind. Part	167	_	2,
Bayer	380,50	5,40		436	+	22
Hoechst	379	+ 15	J. Borel Int.	148		I
LC.L	42,90	— 2,10	Oreal (L')	898		60
Norsk-Hydro	378	— 8	Navigation Mixte .	164		ich.
* Cours comptant			Nord-Bst			
				46	-	0,
« Norsk-Hydro »	TO - 07	Omenter '	Presses de la Cité.	678	+	46
				127,10	_	O,
son capital par		emission	St-Gobain P1-M.	178.50	-	0.
d'une action pou	r cinq.		Skis Rossignoi	534	+	0, 5
	_		Sanon	317	<u></u>	3
Le groupe chir	migria A	Remand				-
*BASF > a perd	n en	1981 53		155,30	+	5,
	THE COLD	TANT 200	* Cours comptant.			

Le groupe chimione allemane «BASF» a perdu en 1981 si couronne de champion du monde de la catégorie avec un chilfre d'affaires de 34,22 milliards de même periode 18 % du capital deutschemarks (+14,1%) contre d'« A.D.G. », participation qui 34,4 milliards a son concurrent # Hoechst ». En outre son résultat avant impôt a été médiocre : 1296 millions de deutschemargs (+1,5%). Toute la chimie, il

pourrait ultérieurement être por-MARCHÉ LIBRE DE L'OR

«La « Société pour l'utilisation or the (tile en parte) rationnelle des gaz » (U.R.G.), filiale de «Royal Dutch Shell», Pièce trançaise (20 fr.) 688 a recu l'autorisation des pouvoirs Pièce française (10 tr.) 488,90 publics de prendre le contrôle Pièce saisse (20 tr.) 595

d'« A.D.G.». Elle a leve l'option prise auprès de la « Générale occidentale » pour acquérir une participation de 49 % du capital de la firme française. Il lui en contera 103,4 millions de française Mais afin d'obtenir la majorité absolue (plus de 50 % des titres), « U.R.G. » offre à tous les porteurs de reprendre en Bourse du	Souverain Souverain Elizabeth II Demi-speverain Pièca de 20 demars 19 demars 5 demars 50 peace 20 maris 10 florins	517 641 785 410 2 940 1 420 780 3 299 600	538 535 621 785 435 2 840 1 371 780 3 058,50 615 565,10
LE VOLUME DES TRA	NSACTIONS (en f	rance)	

ប	Z VOLUME	DES TRA	NSACTION	S (en fran	cs)
	22 mars	23 mars	24 mars	25 mars	28 mars
Tarme Comptant	222 292 037	324 723 957	134 946 567	137 567 253	178 641 306
R. et obl	502 476 451 148 376 133	326 847 908 234 298 463	396 629 224 171 987 959	372 783 013 132 369 022	454 524 962 157 214 246
		885 870 328			_
INDICE	S QUOTID	iens linse	EE base 100	. 31 décemb	re 1981)
Franc. Etrang.	103,8	103,5 104,2	104,2 105,8	104,9 103,9	106,8 104
	COMPAGE Chas	NIE DES A 100. 31 d	GENTS DE	CHANGE	
Tendance.	113,5	113,1	114,5	115,1	117-2

président de Matra sont combés d'accord sur une valeur d'échange de 1800 F, ce qui représente tout de même une majoration de queique 58 % par rapport à la valeux d'estimation initiale, alonrdissant sinsi de 500 millions de francs la facture finale (1,5 milliard de france). Les actionnaires de Matra ont main-

tions: soft ne pas participer à l'offre publique d'échange sur la base de 1809 P, qui se déroulera du 13 avril au 14 mai, anquel cas ils recevront simplement le dividende net de 57 P annencé au titre de l'exercice 1981, soit remettre leurs titres à l'OFE, ca qui leur assure un coupon de 148 P au 1er juillet prochain (rendement annuel de 16 % applique 4 1 800 F et divisé par deng puisqu'il s'agit d'un saul semestre, les actionnaires recevant des obligations en échange de leurs titres). Compte tenu de ces éléments,

tenant le choix entre deux solu-

le calendrier de la prise de contrôle de Matra se précise. Dès le 5 ayril prochain, la cotation da titre reprendra à la Bourse de Paris. Interviendront ensuits l'offre publique d'échange lancée par les pouvoirs publies, puis l'augmentation de capital réservés à l'État, deux opérations qui devraient être entérinées le 29 avril prochain en assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Il ne restera plus m'à mettre en place le nouveau consell d'administration de Matra composé de doute membres représentant, à parts égales, le gonvernement et Pactionnarias privé pour s'atteler au second volet du dossier : l'avenir industriel de ce noaveau groupe am-

puté de ses activités médias.

• -. .

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2. AMÉRIQUES - EL SALVADOR: la compagne
- électorale de l'extrême droite. - GUATEMALA : la nouvelle junte militaire ne semble savoir que faire de son pouvoir.
- ÉTATS-UNIS. 3. PROCHE-ORIENT
- La tension en Cisjordonie.
- AFRIQUE - RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE projet de budget.
- BANGLADESH: M. Chowdhury est nomme président de la République.
- POLOGNE: nombreuses condamnations, en vertu de la procédure 4. DIPLOMATIE

POLITIQUE

5. LE GOUVERNEMENT ET LES CANTONALES : M. Mouroy : 4 un contre-pouvoir s'est dégagé qui sera renforcé par la décentraisation -.

SOCIÉTÉ

- 6. JUSTICE : le docteur Nelly Azerad et Maître Alain Begamier condamnés à des peines amnistiables. 7. MÉDECINE: tous les enfauts
- seront vaccinés contre six mala-7. DEFENSE: quand la garnison française s'entraîne à Berlin en secteur britangique.

ÉQUIPEMENT

- 8. TRANSPORTS: une réforme
- ministère. 8. URBANISME: de nouvelles dispositions pour la capitale.

CULTURE

- 8. 9. LE SALON DU LIVRE 10. CIT'EMA : « L'homme à la peau de serpent », de Sydney Lumet.

 — MUSIQUE : « Alceste », à la Monnaie de Bruxelles.
- 12. RADIO-TELEVISION: la situation financière des chaînes de télè-
- YU: le changement sur le tas.

ÉCONOMIE

- 14. SOCIAL: les syndicats portent an grand intérêt aux problèmes a nouveaux retraités ». - LOGEMENT : polémique sur l'ac-
- tivité de l'office H.L.M. de Paris. - ÉNERGIE. 15. ÉTRANGER : ruée sur l'or au
- 16. Crédits, changes et grands mar-17. La semaine financière.

RADIOTELEVISION (12) INFORMATIONS SERVICES (13) Mots croisès, Météorologie : « Journal officiel ».

Carnet (7): Programmes spectacles (11).

BUICK

Jean Charles s.a.



(Publicate) SEMAINES BLEUES SEMAINES BLEUES
SUR L'ADRIATIQUE
RIMINI - MAREGELLO
Adriatique (Italie)
HOTEL CARAVEL, Via Rapallo, 19.
Tel. 1939541/22082. Priv 1930541/
775411 Moderne, tout près de la mer. Lift, chbres ev. douche, wc. balcon, it confort Mai-juin 7 jrs pension complète dés Ff 500 à Pf 533 (Lit. 105.000/112.000) Juillet Ff 666 (Lit 140.000) tout compris.

Le numéro du « Monde » daté 27 mars 1982 a été tiré à 514 549 exemplaires.

ABCDEFG

SEMAINE IMPORTANTE POUR L'EUROPE DES «DIX»

L'affaire de la contribution financière britannique domine le débat communautaire

Bruxelles (Communautés européennes). — La semaine européenne qui va débuter au rythme d'une réunion par jour pourrait bien se terminer sans que les prix agricoles soient fixés et sans que le problème de la contribution budgétaire britannique soit réglé. Les dossiers qui alourdissent le climat communautaire rendent plus difficile une réslexion sereine sur les actions à entreprendre collectivement par les Dix pour atlénuer

Que va faire le conseil européen ? -On no le sent pas : il n'a pas de contour -, entend-on au plus haut niveau à Bruxelles. Mardi 23 mars, il avait été prévu que, mis à part une déclaration de Mme Thatcher, Il n'y serait pas question du problème de la contribution britannique. On peut se demander si, dans cette volonté délibérée d'Ignorer ce qui est — quoi qu'on en dise — le dossier le plus actuel, n'intervient pas le très mauvais souvenir laissé aux Français et aux Allemande par un conseil européen qui s'était tenu en avril 1980 à Luxembourg. Au cours

nique. Mme Thatcher avait marqué des points décisifs face à M. Giscard d'Estaing et à M. Schmidt. Tout se passe comme si, par crainte d'être vaincus, les interiocuteurs de Mme Thatcher préféralent éviter la répétition d'un duel psychologique de ce type. Il n'est pas évident toutefois que l'affrontement pas souscrire. leur sera épargné. Cela dépendra en partie de la manière dont le premier ministre britannique abordera le sujet. Si, par exemple, Mme Thatcher se félicite des progrès considérables accomplis au cours de la semaine précédente et de

de catta cession, à propos déjà de

la contribution budgétaire britan-

l'approbation par tous, pour 'tablir la compensation à accorder Royaume-Uni. de la méthode travall mise au point par MM. Tindemans et Thorn. M. Mitterrand sera contraint d'intervenir pour corriger ce qui lui semble excessif dans une telle description, et le débat qu'on a voulu exclure pourrait alors s'en-

Zone dangereuse

ment, s'ils parviennent tout de même à se soustraire à l'affaire britannique. délibéreront de la situation économique et monétaire dans la Communauté. Une accumulation de falts (dévaluations de monnaies avec, chez certains, la tentation de dévaluations compétitives : accent mis ici et la sur la reconquête du marché inté rieur : incidents du type de celu provoqué par les viticulteurs du Midi à l'encontre des importations de vin Italien... dont certains sont Il est vral, de portée (imitée) révèle que la C.E.E. entre dans une

zone dangereuse Le système monétaire européen (S.M.E.) est sans nul doute moins fort qu'il y a deux ans. Si l'on veut qu'il survive, il faut le renforcer, ce que certains membres, telle la R.F.A. n'envisagent guère sans un effort accru pour rendre plus convergentes les politiques économiques. Les ministres des finances saisis du dossier ne sont pas parvenus jusqu'ici à des conclusions opérationnelles. Le s chefs d'Etat et de gouvernement pourraient donner le coup de pouce nécessaire. De même que, sur le plan extérieur, tout aussi essentiel

LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DES PREMIÈRES DÉPORTATIONS DE JUIFS DE FRANCE

Le quarantième anniversaire des premières déportations de juifs de la France vers les camps nazis est commémoré dimanche 28 mars à l'initiative du Consell représentatif des institutions nives en France (CRIF). Deux manifestations sont organisées, l'une à 10 heures à Complègne au camp de Royallieu d'où partit, pour Auschwitz-Birkenzu, le 27 mars 1942, le premier convoi de mille cent donze personnes; l'autre, le même jour, à 11 heures, devant le monument élevé à Drancy où se trouvait un autre camp de rassemblement des juifs recensés à Paris en application des mesures ordonnées par le gouvernement de Vichy. Par la suite, les déportations de juifs devalent s'intensifier après la grande « rafle » du Vélodrome d'Hiver le 16 juillet 1942. Au total soirante-douze convols devalent, jusqu'en 1944, emmener vers les camps d'extermination les juis arrêtés en France. Deux mille quatre cent quarante-six seulement devalent revenir en 1945, soit 3 %. Parmi ces déportés liguraient deux mille enfants de moins de six ans, quatre mille quatre cents étaient agés de six à douze ans et quatre mille trois cent cinquante de treize à dix-

sept ans.

les effets de la crise économique et enrayer les

risques d'éclatement du Marché commun. Lundi 29 et mardi 30 mars, le conseil européen se réunit à Bruxelles. A partir de mercredi 31 mars, les ministres de l'agriculture delsbéreront des prix applicables au cours de la prochaine campagne. Samedi 30 avril, cette fois à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. reprennent le dossier de la contribution britannique.

De notre correspondant pour affranchir l'Europe des effets destructeurs de la crise, il va être difficile, avant le sommet économique occidental qui se tiendra à Versailles du 4 au 6 juin, de desserrer la dépendance monétaire et commerciale que leur font supporter des partenaires comme les Etats-Unis et

Le débat interne de la Communauté reprendra la première place 31 mars. Il y a peu de chances que les décisions sur les prix agricoles pulssent être prises, tant que l'avenir du dossier budgétaire britannique restera incertain. C'est dire l'importance centrale de la réunion des ministres des affaires étrangères du 3 avril. Le débat se déroulera sur la base du schema présenté. la semaine passée, par MM. Tindemans et Thorn, et accueilli alors favorablement par l'ensemble des délégations (1), mais auguel l'Elysée îndiqué par la sulte qu'il ne pouvait

Les Français vont-ils complètement revenir en arrière, c'est-à-dire refuser la philosophie de ce modèle, qui effectivement s'éloigne fort de ce qu'était jusqu'ici leur position? Ou bien, plus modestement, s'efforcer de l'améliorer, de limiter l'ampleur des concessions qui feur sont demandées ? A moins que les Britanniques ne les poussent dans leur retranchement par une attitude trop

intransigeante, ce qu'on ne peut nullement exclure: la seconde hypo-

thèse semble la plus plausible. En effet, pour toute une série de raisons, au premier rang desquelles figurent probablement l'affaiblissement du franc et les doutes qu'inspire leur politique économique, les Français, qui sont au centre du dispositif communautaire, n'auralent, semble-t-il. qu'une chance limitée de convaincre leurs partenaires de s'opposer avec résolution aux exigences britanniques. La tendance majoritaire - telle est la réalité est au compromis, à l'idée que celui-ci. Impliquant que soit donnée largement satisfaction aux thèses britanniques, est préférable, maigré ses inconvénients, à une crise ouverte qui pourrait être fatale pour la construction européenne.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le communique publié par secrétariat général du conseil des Communautés européennes le soir du 23 mars indiquait : « Poursu: vant ces travaux sur le rapport de la Commission, en exécution du nandat du 30 mai 1980, le conseil s eu un débat fractueux sur le problème de la situation britannique dans le budget des Communautés. Au cours de ce débat, des suggestions nouvelles ont été présentées par les présidents du conseil et de Commission qui ent été reques avorablement par toutes its déligations. Le conses est contenu de poursuitre ses délibérations en la matière le 3 arrs prochain à Luzem-

A L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG

Les défenseurs de l'Europe verte sont adopter un texte Les chefs d'Etex et de gouverne- qui s'écarte très sensiblement des thèses de la Commission

De notre correspondant

Strasbourg. - Relèvement des prix agricoles de 14 %, taux réduit, voire suppression de la taxe de coresponsabilité laitière, mais avec un super prélèvement pour les « nsines à lait », régime d'importation restrictif pour les produits de substitution aux céréales et dans le secteur des matières grasses : telles sont les principales recommandations formulées, le 26 mars, aux gouvernements de la C.E.E. par l'Assemblée européenne à l'issue de son débat sur le fonctionnement de la politique agricole pour la prochaine campagne.

Cohérent et favorable aux défenseurs de l'« Europe verte ». le texte adopté par 135 voix contre 107 et 10 abstentions s'écarte très sensiblement des propositions de la Commission (9 % de hausse proposés). Il a recueilli les suffrages de tous les représentants français, des démocrates-chrétiens, des libéraux, des socialistes grecs et irlandais tandis que les Britanniques (conservateurs et travaillistes) et les socialistes ouest - allemands et néerlandais l'ont rejeté. Leurs coilègues grecs et italiens et les membres du P.C.I. se sont également prononces coutre, mais pour des raisons différentes, les suggestions avancées en faveur des productions méditerranéennes sont, pour eux, insuffisantes. D'emblée, la résolution de l'Assemblée définit clairement la nature du débat en invitant les Dix « à ne pas faire d'amalgame entre

C.E.E. ». En ce qui concerne le lait, les élus, constatant que « la taxe de coresponsabilité n'a fait qu'aggraver les problèmes économiques du secteur », demandent la suppression du prélevement actuellement perçu. Ils se déclarent toutefois prets à accepter un taux de 1 % du prix indicatif (contre 2,5 % souhaités par Bruxelles) avec franchise pour les premiers solvante mille kilos — à condition toutefols que les exploitations produisant plus de

la sixation des prix européens et

le problème de la contribution

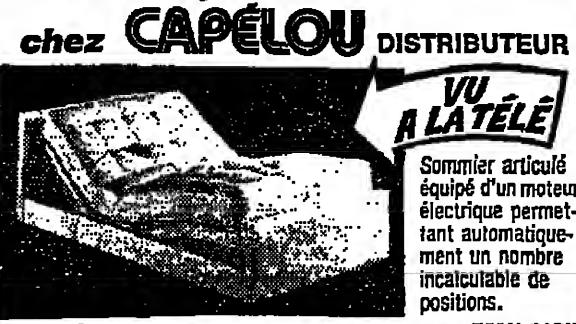
britannique au budget de la

fourrage (ales usines à lait »). soient soumises à une super-taxe S'agissant des céréales, l'Assemblee rejette de facon catégorique la fixation d'objectifs de production et le rapprochement des prix communautaires de ceux pratiqués par les autres grands pays céréallers Œtais-Unis notamment). Elle se démarque eussi de la Commission dans le secteur de la viande borine en demandant le retour à un système d'intervention automatique et en refusant la hausse des prix en deux étapes. Pour les productions méditerranéennes, elle recommande aux Dix de procéder à des relèvements de prix supérieurs à

Mais c'est certainement dans la politique d'importation de la C.E.E. que les parlementaires prennent le plus de distance par rapport aux thèses de Bruxelles. Pour les produits de substitution aux céréales (soja, son, glu-tène de mais, etc), et les matières grasses, ils demandent l'application d'un système de prélèvement (tare venant s'ajouter aux droits de douane). Ils souhaitent en outre que les ouvrent des négociations avec Washington afin que les expor-tateurs américains limitent leurs Dans le secteur du porc, l'As-

ventes dans la Communauté. semblée incite aussi les Etats à renforcer la protection du Marché commun par la perception d'une taxe à l'importation dès que les cours tombent au-dessous du prix de base. MARCEL SCOTTO.

quinze mille kilos par hectare de venez essayer le CAD TRÉCA



Sommier articulé équipé d'un moteur électrique permettant automatiquement un nombre incalculable de positions.

37, AV. DE LA REPUBLIQUE - 75011 PARIS CAPELOU Métro Parmentier - Téléphone : 357 46 35

L'AFFAIRE LUCET

La chancellerie refuse de commenter les rumeurs sur une mutation du procureur de Marseille

Le procureur de la République de Marseille, M. Albert Vilaite, va-t-il être muté, à la suite de l'affaire Lucet? Vendredi 26 mars, dans son journal de 20 heures, Antenne 2 a été affirmatif, en annouçant que M. Vilatte allait être nommé il Paris. A la chancellerie, on se refusait, ce samedi 27 mars, à tout commentaire sur cette information. La Place Vendôme ne dément donc ni ne consirme l'éventualité de cette mutation.

Critiques voilées

De notre envoyé spécial

Marseille. - La première décision de Mile Bernadette Augé, juge d'instruction chargé de a rechercher par tous moyens ufiles les causes de la mort de M. Lucet », a été de confier. vendredi 26 mars l'enquête de police à la brigade criminelle de la police judiciaire de Mar-seille. Après vingt et un jours d'un travail durement critiqué et sans aucun doute critiquable. la surete urbaine se voit ainsi retirer ce qui est devenu le dossier de l'affaire Lucet. Pour un peu. on cerait tenté d'écrire que l'histoire judiciaire et policière bégaie à Marseille. L'enquête sur la tuerie du bar du Téléphone, en 1973, avait pareillement plétiné, durant dix-sept jours, avant qu'un juge d'instruction ne soit nommé — le magistrat Pierre Michel et que la sureté nationale ne soit déssaisle au profit de la police judiciaire. « C'est à se demarder si le parquet du tribunal de Marselle a besoin de deux ou trois semaines pour riagir devant une affaire importante n. ironiszit, vendredi, un magistrat du

Allie Augé, treate et un ans, se voit ainsi confier l'une de ses premières « grosses affaires ». Une affaire mal engagée (le Monde du 27 mars). L'instruction de la tuerie d'Auriol, au cours de l'été 1981. avait échappé à cette adhéren:e du syndicat de la magistrature alors qu'elle était de permanence le jour du drame. Le Syndicat de la magistrature s'était l'époque étonné, dans un communiqué, de la « disignation dans l'affaire d'Auriol d'un juge d'instruction autre que eciui prévu par le tableau de permanence».

Quelque chose a-t-il change au parquet de Marseille, jeudi et vendredi, lors de la visite du garde des scesux ? C'est proba-ble. M. Robert Badinter a affirmé: « Un magistrat instructeur a été nommé. J'indique que ce magistrat n'a pas été choisi par le parquet ou le garde des sceaux. C'est le juge de parde ce jour-là qui a été choisi Voilà un critère objectif. C'est comme cela que les rôles sont dévolus. maintenant, dans la juridiction de Marscille v.

Interrogé sur la procédure suivie au début de l'affaire Lucet et sur les hésitations de la justice, le garde des sceaux a simplement déclaré : «Le chemin qui a été suivi s'inscrit dans une démarche de la recherche de la vérité, Dans des situations qui paraissent extraordinaires, convicut d'adopter une démarche normale, » Interrogé sur les lenteurs de la justice en l'espèce, M. Badinter e concéde : « Sur le rythme. Il revient à chacun de Capprécier. v

Vendredi, en fin de journée, le ministre de la justice a rencontré des membres du Syndicat de la magistrature et de l'Union syndicale des magistrats. M. Badinter s'est interdit de porter publiquement le moindre jugement sur le tribunal de Marseille et son fonctionnement.

LAURENT GREILSAMER

oublié Le test

A-1-on ou non, dans les heures qui ont suivi la mort de René Lucet, procédé à tous les examens médico-légaux souhaltables, sinon obligatoires? Il est de pratique courante, après un suicide par arme à feu, d'effectuar une série de tests dermiques des nitrates à la paraffine. Ce test est utilisé pour démontre. Ja présence, en générai sur les mains, d'un résidu de poudre provenant d'un tir. Ainsi que l'indique le professeur Léon Derobert dans son traité de médecine légale : - Tout sujet qui a tiré un coup de feu peut présenter sur la main qui a tenu l'arme de telles particules. Ces débris de poudre sont émis en plus grande abondance lorsqu'il s'agit d'un revolver à barillet, car .e cylindre du barillet tourne avec un certair. Jeu dans le canon. - Ma's, ainsi que 'Indique l'auteur, ce test n'a pas valeur absolue par sulte d'une réaction positive possible à des dérivés nitrés d'une provenance autre que selle de la poudre, débris de fumée de cigarettes. traces d'engrais, etc. Et à l'inverst, = un test négatit ne per-

met pas d'éliminer un tir plus

ou moins récent par la main du

sulet incriminé =.

peut être considéré dans certains can comme étant d'un grand intérêt d'orientation, ne pourra lamala permettre de conclure avec certitude . En cas de doute, d'autres méthodes sont edonedes pour la «recherche des résidus invisibles par les méthodes habituelles », en utilil'activation atomique, en particulier celle du baryum et de l'antimoine. Cette méthode, dite de la N.A.A. (neutron activation analysis), permet, elle, une bien plus grands finesse d'analyse.

Au demeurant, dans le cas de René Lucet, il est fait état avec certitude de deux couos de feu tires par un revolver. c'est-à-dire l'arme qui, en principe, émet en plus grande abondance ces débris de poudre. Il y avait donc fort neu de Chances pour que, même au test de la paraffine, on n. retrouve point traces de ces

A condition, blen évidemment de procéder à ce test. Or. dans les premiers rapports des experts médico-légaux et de la police, c'est plutôt de ce test dont on ne retrouve pas la trace. — P. G.

La situation dans les hôpitaux

- NOUVELLES DISPOSITIONS SUR L'EXERCICE DU DROIT DE GRÈVE. • LA GRÈVE DES INTERNES LARGEMENT SUIVIE EN PROVINCE.
- santé, vient de faire connaître son circulaire datée du 4 août 1981 reladans les hôpitanx publics. Ce texte mettait l'accent sur la notion de scrvice effectivement fait et prévoyait que les agents grévistes ayant effectivement assuré un service minimum ne se verraient pas pénalisés sur leur salaire, contrairemen taux dispositions antérieures. Sa diffusion avait déclenché l'an dernier une vive polémique entre les organisations syndicales (« le Monde » daté 2-3 et

9-10 août 1981).

M. Jack Ralite, ministre de la laire devrait voir abrogée la partie concernant les conditions de calcul intention de modifier le texte de la des retenues de salaires pour un service non fait en cas de grève. tive à l'exercice du droit de grève P.O. exprime dans un communiqué sa satisfaction à propos de ces nouvelles dispositions. La C.F.D.T. estime que cette modification « manque de cohètence 2.

La première journée de la grève nationale illimitée déclenchée par les intersyndicales des internes et des chefs de clinique-assistants des centres bospitalo-universitaires (« le Monde > dn 26 mars) semble avoir été plus largement suivie en pro-Le nouveau texte de cette circu- vince qu'à Paris.

Te Monde tient à la disposition de ses lecteurs les résultats des deux tours des élections cantonales publiés dans les numéros datés des 16 et 23 mars 1982.

Prix: 3 F (+ frais d'envoi)

S'adresser au journal Le Monde

Vente au numéro

5, rue des Italiens - 75427 PARIS Cedex 09

Paris

n effet alle et

spoter in riche me erre rifer at ... I rancese Mi Ment Little for source in any Pany M. Thequit

Transport of

Tarber of the

THE THE SE THE PERSON NAMED IN the same training Quebec. E en en du'ub the state with the land The strain and the state of the maistenall cette Breing printer de bent attitules was beste Weitene, Com with the compramis we seek · it · Waittenand we

First n'est mettes the same staticals, and reserve He in the la part of It is the banks man to tringe present the straight the seek with Spridigue. The state of the s in. Bitter true in Carbott

The rule of the The second of th The state of the same and the same of the ten auflie bet The Children of earlies and processed with the true there is a section. the state of the s teringe die benge the arm it interested was The property of the state of th

A STANGER AND TO THE PARTY

LILI